
Département territoires,
environnement et acteurs
Cirad-tera



PROVINCE SUD
Direction du Développement Rural
Nouvelle Calédonie

**L'INTEGRATION DU COMPLEXE STATION DE
RECHERCHE MARAÎCHERE ET HORTICOLE /
CFPPA DU SUD DANS SON ENVIRONNEMENT**

Résultats du travail effectué en 1997/98 et propositions



**MR. Mercoiret
PM. Bosc
J. Guillaume
H. Hnawia**

CIRAD-TERA n°90/98
Juillet 1998



RP10812

SOMMAIRE

RÉSUMÉ	4
INTRODUCTION	5
1 - Le contexte	5
1.1 - Le complexe Station de Recherche / CFPPA du Sud	5
1.2 - Localisation du complexe et le dossier foncier	7
2 - La contribution du CIRAD-TERA	12
 PREMIERE PARTIE : LA DÉMARCHE MISE EN ŒUVRE	 14
1 - Le recueil préalable d'informations	15
2 - L'accompagnement de la construction du complexe	15
3 - La concertation avec les acteurs institutionnels	16
4 - Des rencontres préalables	20
5 - L'information au sein de la Tribu de Saint-Louis	21
6 - Le déroulement du diagnostic de la situation agricole à Saint-Louis	23
7 - Etude de l'environnement de la production agricole et le circuits de commercialisation des produits	24
8 - Les restitutions	25
 SECONDE PARTIE : LE DIAGNOSTIC	 27
I - Données générales	28
1 - La commune du Mont-Dore	28
1.1 - Une population en évolution rapide	28
1.2 - Quelques éléments sur l'économie de la commune	28
2 - Présentation générale de la tribu de Saint-Louis	28
2.1 - Bref rappel historique	31
2.2 - Le territoire de la tribu	32
2.3 - La population de la tribu et l'organisation sociale	34
 II - Diagnostic des activités dans la tribu de Saint-Louis	 42
1 - Aperçu sur les activités	42
1.1 - Quelques points d'histoire	42
1.2 - La situation actuelle	42
2 - L'agriculture dans la tribu de Saint-Louis	46
2.1 - Bref rappel historique	46
2.2 - La situation foncière	48
2.3 - Les activités agricoles	49
2.4 - Les initiatives agricoles collectives	53
2.5 - Essai de classification et caractérisation sommaire des différentes formes d'agriculture dans la tribu	53
2.6 - Contraintes à l'agriculture	56

3 -	Place de l'agriculture dans les stratégies des habitants de Saint-Louis	57
3.1 -	Caractérisation des principales stratégies identifiées	58
3.2 -	La perception des activités agricoles par les différentes catégories socio-professionnelles	62
3.3 -	La perception de l'avenir des activités agricoles à Saint-Louis	64
III -	Aperçus sur l'environnement économique et institutionnel	66
1 -	Eléments sur les circuits de commercialisation des produits maraîchers en Nouvelle-Calédonie	66
1.1 -	La production	66
1.2 -	La distribution des produits : acteurs et évolutions récentes	75
2 -	Identification des principaux produits commerciaux et des conditions d'insertion des producteurs dans ces circuits	80
2.1 -	Concentration et dispersion des lieux de commercialisation au détail	80
2.2 -	Identification des circuits accessibles aux producteurs maraîchers de Saint-Louis	80
2.3 -	Aperçus sur les mécanismes de régulation pour les filières maraîchères et fruitières	83
2.4 -	Analyse qualitative des principaux circuits identifiés	84
3 -	Aperçu sur l'amont de la production	88
3.1 -	Intrants	88
3.2 -	Crédit	88
3.3 -	Les dispositifs d'aides de la Province Sud	89
3.4 -	L'accès à l'information	92
	TROISIÈME PARTIE : PROPOSITIONS	95
I -	Des propositions dans le domaine agricole	96
1 -	Renforcer l'existant, à partir des demandes exprimées	97
2 -	Le lancement et le montage de projets nouveaux	98
3 -	Prudence et modestie dans les projets agricoles	102
II -	Des propositions dans le domaine de la gestion de l'environnement et des ressources locales	106
1 -	Un axe fédérateur fort : la réserve naturelle de la Thy	106
2 -	Des axes complémentaires pour renforcer cette dynamique	108
3 -	D'autres idées	109
III -	Des idées à leur réalisation : propositions méthodologiques	109
1 -	Poursuivre la réflexion engagée	109
2 -	Accompagner les projets... vers une stratégie de développement local	111
3 -	Valoriser les appuis institutionnels	111
	Conclusion	112
	ANNEXES	113

RÉSUMÉ

A la demande de la DDR de la Province Sud, le CIRAD-TERA a apporté son appui à la mise en oeuvre d'une démarche visant l'intégration de la Station de Recherche Maraîchère et Horticole et du CFPPA du Sud dans leur environnement.

Le travail a concerné l'information approfondie de la tribu de Saint-Louis, la réalisation d'un premier diagnostic des activités des habitants de la tribu ainsi que la mise en évidence de la place actuelle de l'agriculture dans les stratégies individuelles et familiales mises en oeuvre.

Une étude des conditions de mise en marché des produits maraîchers et fruitiers a complété ce diagnostic. A partir des résultats obtenus par ces études, des propositions ont été formulées et débattues avec la population de la tribu et les acteurs institutionnels concernés, au cours de plusieurs réunions de restitution.

Le présent rapport rend compte des résultats des études menées et formule des propositions susceptibles de favoriser le renforcement des activités agricoles et rurales actuelles au sein de la tribu.

INTRODUCTION

Le présent rapport rend compte du travail réalisé en 1997/1998 par la Direction du Développement Rural de la Province Sud (DDR) en collaboration avec le CIRAD-SAR/TERA afin de favoriser l'intégration de la Station de Recherche Maraîchère et Horticole et du CFPPA du Sud dans leur environnement.

Il rappelle la démarche mise en œuvre, présente les résultats obtenus et formule des recommandations concernant des axes de travail pour l'avenir.

1 - Le contexte

La construction de la Station de Recherche Maraîchère et Horticole (SRMH) et du Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricoles (CFPPA du Sud) a débuté en janvier 1997 au terme d'un processus de concertation rendu relativement complexe par le fait qu'il était lié à des questions (notamment foncières) plus larges. Sans entrer dans le détail de ce processus ⁽¹⁾, il convient cependant d'en rappeler les principales étapes.

1.1 - La création du complexe Station de Recherche Maraîchère et Horticole (SRMH) et CFPPA du Sud

1.1.1 - La création d'une **Station de Recherche Maraîchère et Horticole** a été décidée par la Province Sud suite à une mission du CIRAD de Juillet 1991. La vocation principale de la Station est d'appuyer le développement des cultures maraîchères en fonction des orientations définies par les décideurs :

- approvisionnement du marché de Nouméa et de l'ensemble du Territoire,
- approche des marchés à l'exportation,
- prise en compte des besoins liés au tourisme,
- émergence d'un secteur agro-alimentaire local.

La construction de la Station de recherche est financée par la Province Sud et son fonctionnement est inscrit dans le contrat de développement Etat/Province.

Les activités prévues par la Station de recherche maraîchère et horticole sont principalement les suivantes :

a - recherche appliquée et expérimentation :

- choix des variétés (adaptation au climat, aux marchés, résistance aux maladies) ;
- mécanisation agricole : travail du sol, préparation des terres pour le semis et la plantation, mise en place des cultures ;
- défense des cultures par la lutte intégrée contre les ravageurs et les maladies ;

⁽¹⁾ Cf. en annexe l'historique du dossier foncier tel qu'il a pu être reconstitué en 1997 par M. HNAWIA/DDR.

- techniques culturelles ;
 - mise en marché, normalisation, emballage ;
 - études en post-récolte, entre autres report de mise en marché par le froid, les échanges gazeux sélectifs et autres techniques.
- b - capitalisation des acquis** (bibliothèque spécialisée).
- c - participation aux études de marché** pour orienter l'expérimentation en fonction des ouvertures commerciales.
- d - formation et information des agents de développement et des maraîchers** (séminaires pour les agents, journées d'information, voyages d'études..).
- e - encadrement de stagiaires du Lycée Agricole de Pouembout** et des centres d'enseignement et de formation.

A noter que la Station maraîchère devra acquérir des **références pour les divers opérateurs de la filière** : promoteurs maraîchers, services techniques provinciaux, marchés de gros, ERPA, DAF, exportateurs, etc..

1.1.2 - La création d'un **CFPPA** dans la Province Sud a été décidée par l'Etat par un décret (1989) portant aussi création du Lycée Agricole de Pouembout et de deux autres CFPPA implantés respectivement à Pouembout (Province Nord) et dans la Province des Îles (Centre d'Appui au Développement de Maré). Etablissement public à vocation territoriale, le CFPPA est une structure destinée à accueillir des adultes (plus de 18 ans) : agriculteurs, maraîchers, demandeurs d'emplois, etc.

Il peut offrir des formations variées dans divers domaines ; trois types de formations sont prévues ou envisagées :

- a - tout d'abord, des **formations qualifiantes** (de quelques jours à un ou deux mois) ; en 1998, les formations offertes par le CFPPA du Sud concernent notamment :
- la comptabilité et la gestion des exploitations agricoles ;
 - le machinisme agricole : utilisation, entretien et première maintenance du petit matériel agricole ; utilisation, entretien et première maintenance du tracteur et des principaux outils agricoles ;
 - l'agronomie : utilisation plus économique de l'eau, utilisation raisonnée de engrais, protection des cultures ;
 - les productions végétales : cultures maraîchères, cultures vivrières, cultures fruitières, cultures florales ;
 - les productions animales : élevage avicole, manipulations bovines.
- b - à l'avenir, outre des formations qualifiantes diversifiées, le CFPPA du Sud pourra aussi offrir :
- des **formations de spécialité locale** (500 heures) liées à la mise en place d'un projet particulier ;
 - des **formations diplômantes territoriales** (brevet professionnel par exemple).

A noter que le CFPPA se caractérise par une grande souplesse dans les formations dispensées dès lors que les formations demandées répondent à des besoins bien identifiés ; pour être réalisées, les formations doivent cependant être acceptées et financées par le Territoire, par les Provinces, etc. Le CFPPA peut également assurer un suivi des personnes formées.

1.2 - La localisation du complexe et le dossier foncier

Afin de favoriser l'articulation entre les deux structures, il a été décidé en 1993 d'implanter dans un même lieu la Station de Recherche Maraîchère et Horticole et le CFPPA du Sud.

Toujours en 1993, après diverses prospections de terrains pour la localisation de la Station de Recherche Maraîchère et du CFPPA, le choix de la Province Sud s'est porté sur un terrain situé dans la commune du Mont-Dore, à proximité immédiate de la Tribu de Saint-Louis.

Les démarches menées par la Province Sud pour acquérir le terrain ont alors "croisé" le dossier foncier relatif au "domaine Société de Marie".

1.2.1 - Le terrain de six hectares choisi pour implanter le complexe faisait en effet partie d'un domaine plus vaste (490 ha) appartenant à la Société de Marie (cf. carte 1).

Les autorités coutumières de la Tribu de Saint-Louis ont exprimé une revendication sur ce domaine : *"au delà de la simple revendication politique et coutumière, il s'agit de se constituer un patrimoine foncier nécessaire à la survie et au développement de la population actuelle et future, tout en sauvegardant les droits fonciers des "clans terriens" "* (Conseil des clans, 8 mars 1994).

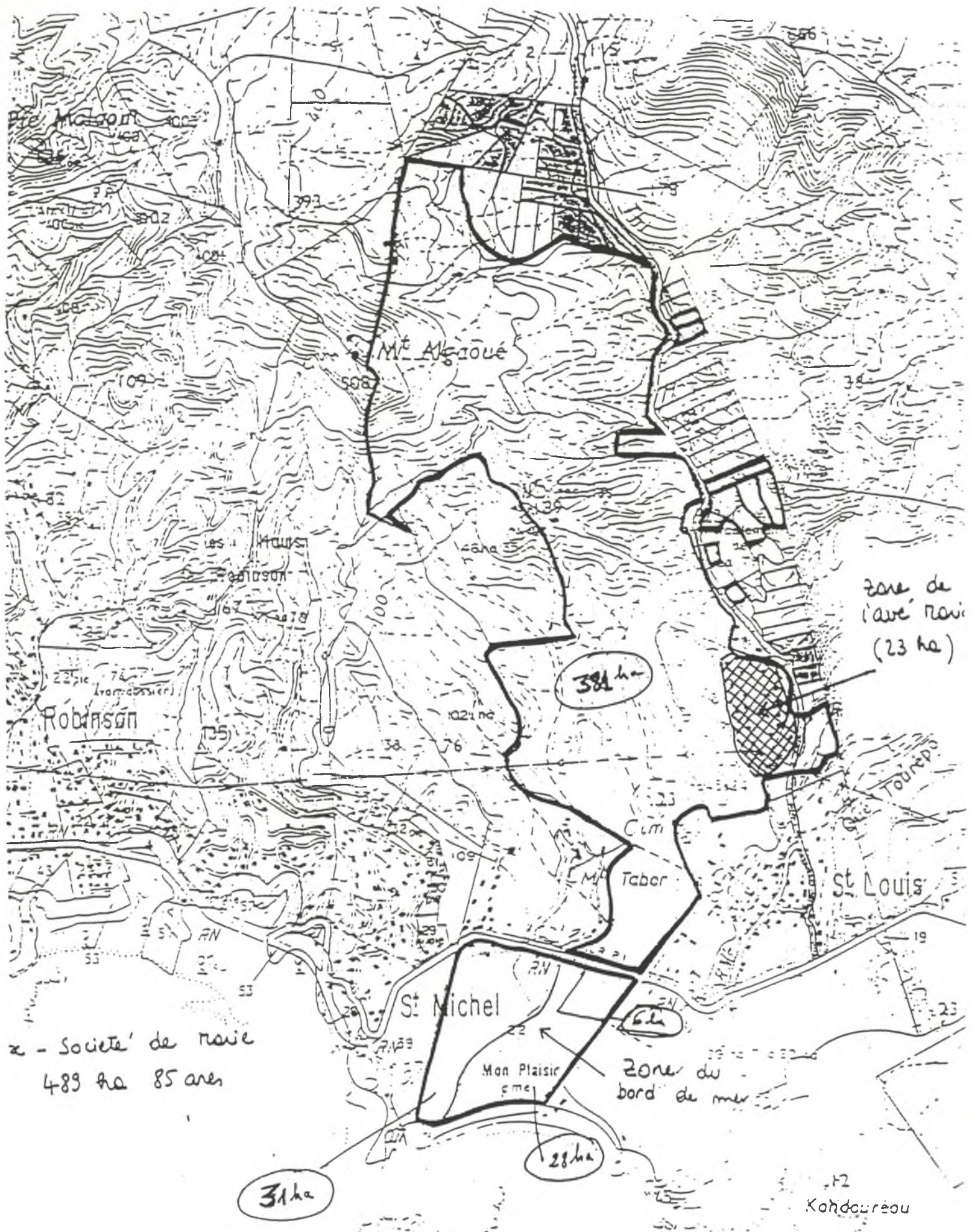
1.2.2 - L'ADRAF a racheté le domaine en 1993 ; pour traiter de l'attribution de ce domaine, elle a créé, en 1994, un groupe de travail ; il regroupe les différentes parties concernées : les autorités coutumières de la Tribu de Saint-Louis, la Mairie du Mont-Dore, la DDR, la Subdivision Administrative, etc. Ce groupe de travail a eu à traiter en fait **trois dossiers** liés au domaine ex-Société de Marie :

- l'attribution d'une parcelle de 6 ha à la Province Sud pour la construction de la Station de Recherche Maraîchère et du CFPPA ;
- les modalités d'attribution de 23 ha à la Province Sud dans la zone dite de "l'Ave Maria" afin de régulariser et d'améliorer l'habitat existant de la communauté walisienne et futunienne qui y est installée ;
- les modalités d'attribution et d'aménagement de l'essentiel du domaine (440 ha) à la Tribu de Saint-Louis.

1.2.3 - L'attribution du terrain à la Province Sud s'est faite de la façon suivante :

- une demande d'attribution de 6 ha a été formulée à l'ADRAF par la Province Sud (mai 1994) ;
- le groupe de travail a donné son accord ;
- l'appel à candidature a été publié par l'ADRAF pour l'attribution du lot de 6 ha en juillet 1994 ;
- l'attribution à la Province Sud du lot de 6 ha a eu lieu en novembre 1994.

Carte 1 : Le domaine ex-Société de Marie (source ADRAF)



1.2.4 - A souligner que les autorités coutumières de la Tribu de Saint-Louis ont autorisé l'implantation de la Station de Recherche Maraîchère et du CFPPA lors d'une Tenue de Palabre organisée en mars 1996. Signé par les deux Conseils de Clans de la Tribu, le procès-verbal de Palabre formule cependant les réserves suivantes :

- "1 - le Conseil de Centre du CFPPA et le Comité technique de la Station de Recherche Maraîchère devront informer les autorités coutumières de leurs activités au cours de réunions où les représentants coutumiers seront invités.*
- 2 - le recrutement se fera sur place selon les disponibilités budgétaires et les qualifications requises.*
- 3 - la tribu sera exonérée des frais d'entretien du cours d'eau dans la partie influencée par le barrage anti-sel ⁽¹⁾ dont elle pourra bénéficier. Les travaux d'entretien seront effectués par la Province Sud, le CFPPA et le CIRAD ⁽²⁾.*
- 4 - la tribu devra pouvoir bénéficier dans son projet d'aménagement agricole, d'une assistance technique de la Station de recherche maraîchère et du CFPPA.*
- 5 - la terre végétale prélevée pour les besoins en construction ne sera pas vendue. Elle devra impérativement être réutilisée dans le cadre des deux projets.*
- 6 - la tribu se réserve le droit d'intervenir au cas où se poseraient des problèmes non prévus à ce jour".*

La tenue de Palabre et la remise du procès-verbal officiel à chaque partie concernée par le projet ont permis à la Province Sud d'avancer dans sa démarche, approuvée et appuyée par les autorités coutumières de Saint-Louis et la Mairie du Mont Dore.

1.2.4 - L'attribution foncière à la Tribu de Saint-Louis

En 1997, le processus suivi avait connu les principales étapes suivantes :

a - **Pendant l'année 1994**, le projet des Coutumiers pour l'utilisation des terres a été précisé en ce qui concerne notamment la partie basse du domaine (65 ha environ) (cf. carte 2) :

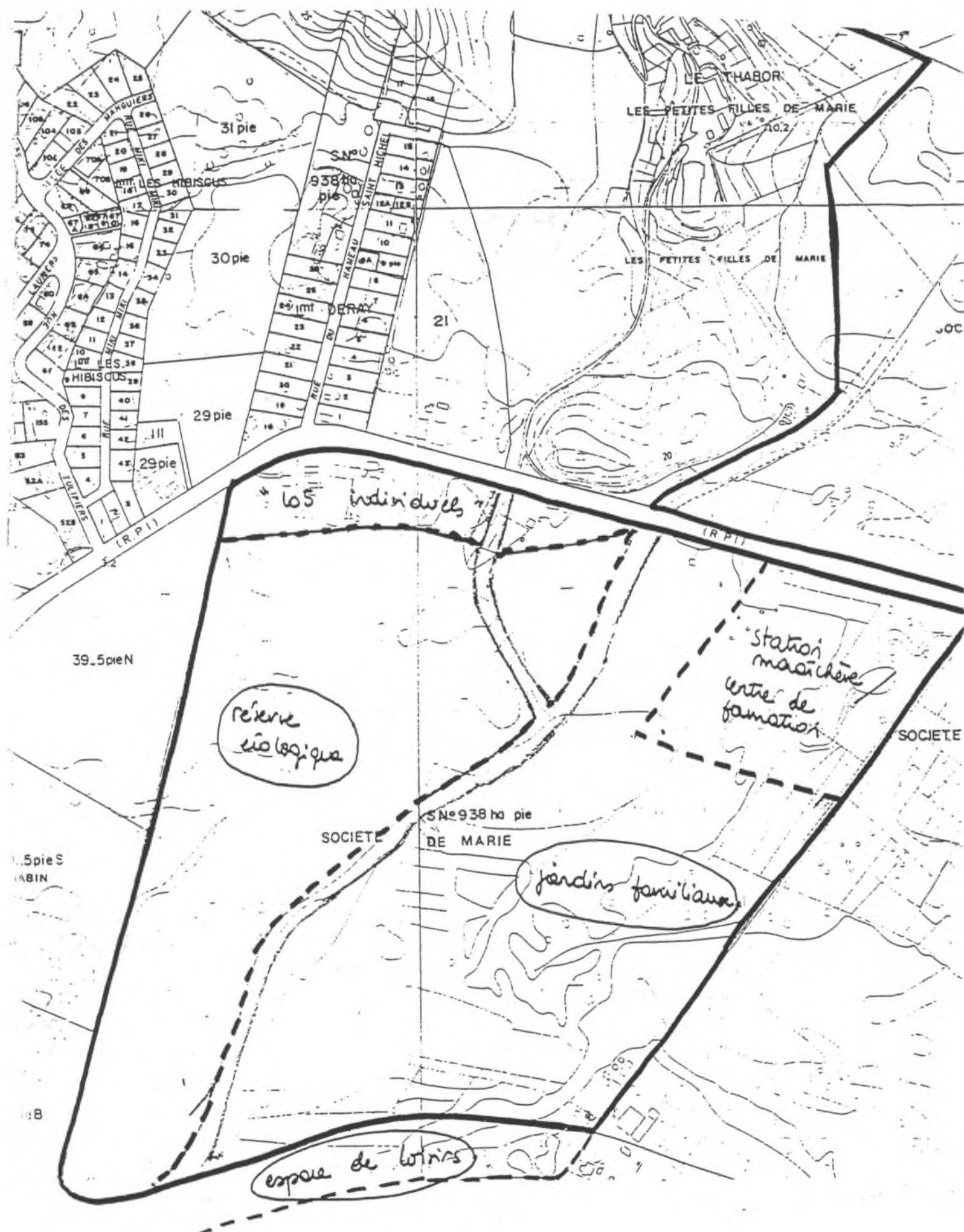
- 6 ha attribués à la Province Sud,
- 28 ha, à proximité immédiate du complexe Station de Recherche Maraîchère / CFPPA, pour des **jardins familiaux** destinés aux habitants de la tribu, les autorités coutumières souhaitant les associer aux infrastructures mises en place ;
- sur la rive droite, les 31 ha restants ont été divisés en deux parties : une zone d'habitat et une réserve écologique.

A noter que bien qu'elle fasse partie du Domaine Maritime et non du domaine ex-Société de Marie, la zone du bord de mer (5,5 ha) devrait être aménagée en espace de loisirs (centre aéré).

(1) A noter qu'ultérieurement à la Tenue de Palabre, le projet de barrage a été abandonné au profit d'une station de pompage.

(2) En réalité, le CIRAD n'est pas concerné par les travaux d'entretien qui reviennent à la Province Sud et au CFPPA.

Carte 2 : Schéma indicatif de l'occupation du sol de la zone du bord de mer (source : ADRAF, 1994).



- b - **En 1995**, les responsables de la Tribu de Saint-Louis ont informé le groupe de travail (avril 1995) de la constitution d'un Groupement de Droit Particulier Local (GDPL), représentant les autorités coutumières de Saint-Louis et du Mont-Dore. Candidat à l'attribution de l'ex-domaine Société de Marie, le GDPL KO LAE VE ("l'endroit où la parole a été arrangée") regroupe les représentants des clans "terriens", les chefferies de Saint-Louis et du Mont-Dore, ainsi que les représentants des clans composant les quatre quartiers de la tribu.

Après l'annonce de la constitution du GDPL, bien qu'encore non officialisé, les actions suivantes ont été menées :

- les représentants de la Tribu ont présenté au groupe de travail des projets d'utilisation des terres qui concernaient l'ensemble des 440 ha pour lesquels le GDPL se déclarait candidat ; le GDPL confirmait les projets retenus en 1994 pour l'utilisation de la partie basse et se prononçait sur l'utilisation de la partie haute (381 ha) ; ont notamment été envisagés : une zone d'habitation, des infrastructures collectives, l'extension du cimetière, la création d'un centre de retraite et de repos ; une zone réservée à l'élevage et aux cultures ; le reboisement des parties escarpées, etc. ; l'aménagement de la forêt de la Thy a également été proposé ;
- les autorités coutumières ont insisté sur la nécessité de mettre en place un **projet porté par les habitants de la tribu** même si certains lots pouvaient être mis en location pour des usages particuliers.
- les représentants de la Tribu ont désigné l'ADRAF pour assurer **l'interface** entre le GDPL et les services techniques devant intervenir dans l'aménagement du domaine.
- l'appel à candidatures pour l'attribution des 440 ha a été lancé par l'ADRAF en mai 1995.
- le GDPL KO LAE VE s'est porté candidat ainsi que la Commune du Mont-Dore qui a demandé à être attributaire de 3 ha pour mettre en place des infrastructures collectives.

- c - **Entre juillet 1995 et fin 1997**, la situation a peu évolué et l'attribution foncière n'a pas eu lieu :

- le GDPL KO LAE VE n'a pas été officialisé du fait de l'existence de tensions et d'un contentieux entre la chefferie de Saint-Louis et celle du Mont-Dore ;
- les 3 ha demandés par la Commune du Mont-Dore n'ont pas été délimités.

A noter cependant que le dossier d'officialisation du GDPL a été transmis à l'ADRAF en 1998 et que le Groupement devrait avoir une existence juridique en 1998.

2 - La contribution du CIRAD-TERA

A la demande de la Direction du Développement Rural (DDR), et dans le cadre d'une convention signée en octobre 1996 avec la Province Sud, le CIRAD-TERA a apporté un appui à la DDR pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un travail ayant pour objectif de favoriser l'intégration du complexe Station de Recherche Maraîchère / CFPPA dans son environnement. La Station de Recherche et le CFPPA du Sud ont en effet une vocation provinciale et territoriale mais du fait de leur proximité avec la Tribu de Saint-Louis, il apparaît normal que cette dernière en tire un bénéfice particulier. En faisant appel au CIRAD-TERA, la DDR entendait se doter des moyens nécessaires pour répondre à la demande des autorités coutumières qui souhaitaient que les habitants de la tribu bénéficient de l'implantation du complexe à travers le recrutement de personnel, mais aussi en bénéficiant d'appuis spécifiques.

La convention signée entre la Province Sud et le CIRAD-SAR/TERA prévoyait quatre mois de travail pour mener à bien les premières phases de la démarche proposée par le CIRAD-SAR/TERA.

Les actions menées ont concerné notamment :

- tout d'abord, **la formation** de M. Hnawia, agent de la DDR affecté à ce programme et qui en a assuré la coordination sur place ; M. Hnawia a participé au module de formation de quatre semaines "Stratégies de Développement" organisé à Montpellier en novembre 1996 ;
- ensuite, l'organisation et la réalisation d'une large **information** des habitants de Saint-Louis sur la Station de Recherche Maraîchère et sur le CFPPA (historique, objectifs, opportunités offertes à la Tribu par leur implantation) ainsi que sur la démarche projetée pour favoriser l'intégration de ce complexe à son environnement.
Préparée en concertation étroite avec les institutions concernées (DDR, ADRAF, DAF, CFPPA, etc.), cette information s'est déroulée en février / mars 1997 au cours notamment de la mission de Marie-Rose Mercoiret. A cette occasion, ont été également définies les modalités opérationnelles du travail à réaliser ainsi qu'un calendrier indicatif.
- un **diagnostic rapide** de la situation agricole dans la Tribu de Saint-Louis a ensuite été réalisé par Julie Guillaume qui a séjourné en Nouvelle-Calédonie pendant six semaines (mars/avril 1997) ; ce diagnostic a porté notamment sur la place qu'occupe actuellement l'agriculture dans les activités économiques des habitants de Saint-Louis et sur la perception qu'ils ont de la capacité de l'agriculture à générer des emplois et des revenus.
- les données recueillies ont été ensuite dépouillées et traitées à Montpellier (mai 1997) et un premier rapport (interne et provisoire) a été rédigé.

- ce diagnostic a été complété par une étude portant sur **l'articulation** des producteurs de Saint-Louis **aux marchés**. Réalisée par P.M. Bosc en juillet 1997 (trois semaines), elle a concerné notamment les circuits de commercialisation des produits maraîchers afin de déterminer ceux qui sont actuellement utilisés par les producteurs de Saint-Louis ou qui leur seraient accessibles.
- sur la base des différentes données recueillies, des recommandations ont été formulées et des axes de travail ont été identifiés.

La contribution du CIRAD-TERA à ce travail devait se situer entre novembre 1996 et juillet 1997 ; à la demande de la DDR, les actions ont été étalées dans le temps afin de suivre le rythme de la construction de la Station de Recherche Maraîchère et du CFPPA. C'est ainsi que la **restitution** du diagnostic aux acteurs institutionnels, aux autorités coutumières et aux habitants de Saint-Louis, initialement prévue en juillet 1997, a été reportée à décembre 1997 puis à mai 1998, pour avoir finalement lieu en juillet 1998. Il est apparu judicieux, en effet, que la restitution coïncide avec l'inauguration du complexe. Les modalités des restitutions ont été arrêtées d'un commun accord entre la DDR et le CIRAD-TERA dès décembre 1997 et les supports pédagogiques ont été réalisés également à cette date.

Le présent **rapport** comprend **trois parties** :

- la première partie présente la démarche mise en oeuvre et souligne notamment la contribution des acteurs institutionnels concernés, des autorités coutumières et des associations de Saint-Louis ;
- la deuxième partie est consacrée au diagnostic réalisé ; elle présente notamment la situation agricole à Saint-Louis et la place qu'occupe l'agriculture dans les stratégies individuelles et collectives des habitants de la tribu et caractérise brièvement l'environnement de la production agricole ;
- la troisième partie présente des axes de travail qui paraissent pertinents pour l'avenir ; les propositions formulées s'appuient sur les idées et projets formulés par des habitants de Saint-Louis et prennent en compte les résultats de l'étude réalisée sur les circuits de commercialisation des produits maraîchers et vivriers.

Les agents de la DDR et du CIRAD-TERA qui ont participé à l'étude tiennent à remercier les institutions et les personnes avec lesquelles elles ont collaboré pour la qualité de leur accueil, pour la confiance qu'elles leur ont témoigné et pour la franchise et la simplicité qui ont caractérisé les relations.

Leur reconnaissance va en particulier :

- aux autorités coutumières de Saint-Louis et du Mont-Dore et aux habitants de la tribu ;
- aux agents de l'ADRAF, de la DAF, de la DDR, du CFPPA et du Mandat de Gestion de la Recherche Agronomique.

PREMIÈRE PARTIE

LA DÉMARCHE MISE EN OEUVRE

Etant donné d'une part la relative complexité du contexte dans lequel elle s'inscrivait et d'autre part la multiplicité des parties concernées, tant à Saint-Louis qu'au plan institutionnel, la démarche adoptée s'est caractérisée :

- par une concertation permanente de l'équipe CIRAD-TERA avec les institutions concernées et les autorités coutumières ;
- par une adaptation du contenu et du rythme de la démarche aux évolutions constatées et aux opportunités / contraintes qui sont apparues.

Sans entrer dans le détail des actions menées, les principales étapes suivantes peuvent être rappelées.

1 - Le recueil préalable d'informations

Dès le mois de décembre 1996, a commencé un travail de recueil d'informations auprès des principales institutions concernées ; la documentation ainsi constituée a concerné en particulier :

- l'histoire de la Tribu de Saint-Louis,
- l'organisation actuelle de la Tribu,
- l'historique du dossier foncier ex-Société de Marie et les propositions formulées par le GDPL au groupe de travail ad hoc,
- le dossier Station de Recherche Maraîchère,
- des données démographiques et cartographiques sur la Commune du Mont-Dore et la Tribu de Saint-Louis,
- etc.

Les informations recueillies ont fait l'objet d'une première synthèse rédigée par M. Henri Hnawia (février 1997, 22 pages).

Des contacts ont également eu lieu avec des personnes-ressources ; on peut citer par exemple le Père Gidrole, le Père Plasmann, M. Cochard, etc.

2 - L'accompagnement de la construction du complexe

L'accord donné par les Conseils de clans à l'implantation du complexe constituait la meilleure garantie possible pour un bon déroulement du chantier ; il convenait donc :

- d'informer largement la population sur le processus qui avait conduit à l'implantation des deux structures et sur l'intérêt qu'elles pouvaient présenter pour la tribu ;
- de répondre à la demande des autorités coutumières en matière d'embauche locale.

A cet égard, on peut rappeler les mesures prises par la Province Sud :

- les gestes coutumiers ont été effectués ;
- la première pierre a été officiellement posée ;
- des ouvriers ont été recrutés dans la tribu par les entreprises ayant en charge le chantier ;
- des employés "RET" ⁽¹⁾, recrutés dans la tribu, ont été mis à la disposition de la DDR pour assurer le gardiennage du chantier en attendant le recrutement du surveillant permanent.

A noter qu'à l'ouverture de la Station de Recherche et du CFPPA, il sera procédé à des recrutements de personnel permanent ; ces recrutements se feront prioritairement sur place en fonction bien sûr "des disponibilités budgétaires et des compétences requises".

3 - La concertation avec les acteurs institutionnels

Elle est apparue comme un préalable car il était (et demeure) indispensable que les différentes institutions concernées coordonnent leurs interventions et tiennent un discours homogène afin d'éviter des malentendus ou des ambiguïtés.

3.1 - Plusieurs réunions ont été tenues avec l'**ADRAF** qui est en charge du dossier foncier ex-Société de Marie et qui a été désignée par le GDPL pour assurer l'**interface** entre le groupement et les services techniques devant intervenir dans les projets d'aménagement. Les actions menées ont ainsi bénéficié de l'excellente connaissance que l'ADRAF a de la situation ; la démarche proposée a eu le soutien des responsables de l'ADRAF à qui ont notamment été soumis le contenu et les supports de l'information avant leur diffusion dans la tribu.

Deux points peuvent en outre être soulignés :

a - en 1997, et selon l'ADRAF, l'**attribution du domaine** "ex-Société de Marie" était subordonnée, dans l'ordre :

- à la reprise des réunions du groupe de travail ;
- à l'officialisation du GDPL ;
- à la localisation des 3 ha demandés par la Commune du Mont-Dore ;
- à la désignation par la Mairie du Mont-Dore de la Commission foncière communale ;
- à l'avis de la DDR, de la Subdivision Administrative et de l'ADRAF.

Ce n'est qu'alors que pourraient se réunir le Comité de Province et enfin le Conseil d'Administration de l'ADRAF pour prendre la décision d'attribution.

(1) RET : Régime d'Emploi Temporaire.

A noter que l'attribution foncière au GDPL paraît revêtir actuellement une certaine "urgence" :

- le dossier "Station Maraîchère / CFPPA" a déjà abouti, avec l'accord des autorités coutumières ;
- le dossier "AVE MARIA" (23 ha concernant les Wallisiens et Futuniens installés sur les terres ex-Société de Marie) avance ; or, si les autorités coutumières de la Tribu de Saint-Louis ont, dès le départ, donné leur accord pour cette attribution et si les deux dossiers sont juridiquement séparés, il serait souhaitable qu'elle intervienne en même temps que l'attribution foncière au GDPL.

b - Concernant la démarche initiée par la DDR avec l'appui du CIRAD-TERA, deux points ont été retenus :

- la nécessité d'une bonne circulation de l'information entre la DDR et l'ADRAF ;
- la nécessaire présence de l'ADRAF en cas de réunion générale avec toutes les parties.

L'ADRAF s'est en outre déclarée prête à apporter sa contribution s'il apparaissait des incompréhensions à propos de l'initiative de la DDR.

3.2 - Des échanges permanents avec le Mandat de Gestion de la Recherche Agronomique, futur gestionnaire de la Station de Recherche, et plusieurs réunions et échanges avec la **DAF / CFPPA** ont permis notamment :

3.2.1 - Tout d'abord de rappeler et de préciser les objectifs, les contenus ainsi que les modalités de fonctionnement envisagées pour la Station de Recherche Maraîchère et le CFPPA du Sud ; ceci était indispensable pour être en mesure de donner une information de qualité à la Tribu de Saint-Louis ;

3.2.2 - Ces échanges ont ensuite permis de ré-affirmer la volonté du Mandat de Gestion et du CFPPA / DAF de favoriser l'intégration des structures mises en place dans leur environnement immédiat :

- a - les deux structures se déclarent prêtes à débattre avec les autorités coutumières des modalités de l'information régulière de ces dernières sur les activités menées : deux représentants de la Tribu de Saint-Louis et le responsable de la Station de Recherche seront intégrés dans le Conseil de Centre du CFPPA (arrêté pris en 1998 d'après la DAF). Des réunions périodiques pourront en outre être organisées entre les responsables du CFPPA et de la Station de Recherche et du CFPPA et les représentants de la Tribu.
- b - les deux structures ont, dès le départ, confirmé leur accord pour procéder à des recrutements sur place en fonction des limites budgétaires et des compétences requises. Ainsi, en juillet 1998 et en prévision de l'ouverture prochaine de la Station de Recherche et du CFPPA, trois recrutements étaient en cours pour des emplois permanents : deux ouvriers agricoles à 2/3 de temps et un surveillant également chargé de la maintenance.

Ce personnel complétera l'équipe de chercheurs du programme Maraîchage composée d'un chef de programme, d'un ingénieur et de techniciens supérieurs ⁽¹⁾ ainsi que l'équipe de formateurs mise en place par la CFPPA. Dans une phase ultérieure, d'autres possibilités d'emplois pourraient apparaître ; ainsi par exemple, deux jeunes de Saint-Louis suivent actuellement une formation longue au Lycée Agricole de Pouembout, respectivement dans les sections Brevet de Technicien Agricole (BTA) et Brevet de Technicien Supérieur (BTS). Si leur formation est couronnée de succès, il est possible (en fonction des disponibilités budgétaires) qu'ils puissent devenir des formateurs au CFPPA du Sud.

c - la Station de Recherche Maraîchère et Horticole et le CFPPA ont une vocation provinciale et territoriale ; cependant, les responsables des deux structures se déclarent prêts à mener des actions d'appui local favorisant l'intégration du complexe dans son environnement. Des idées ont été avancées dans ce sens :

- les formations organisées au **CFPPA** du Sud accueilleront des personnes venant de la Province Sud et du reste du Territoire ; elles seront cependant largement ouvertes aux habitants de Saint-Louis ; ainsi, pour 1998, 7 demandes ont été faites pour 11 formations courtes (5 pour les cultures florales, 4 pour les cultures fruitières, 1 pour la protection des cultures et 1 pour l'utilisation des engrais) ; elles émanent de jeunes et d'adultes, hommes et femmes. Les besoins locaux seront pris en compte et des formations spécifiques pourraient être organisées si des projets émergent et si les financements nécessaires sont trouvés : formation d'animateurs ruraux issus de la Tribu, chantier-école de quelques mois si des projets collectifs sont décidés, etc.

A noter que le CFPPA du Sud fonctionne en relation avec le Lycée Agricole et le CFPPA de Pouembout : ainsi, de septembre à décembre 1997, trois jeunes de Saint-Louis ont suivi une formation de 12 semaines au CFPPA de Pouembout, sur le machinisme agricole. En 1998, deux autres jeunes ont suivi la même formation qui a débuté en juin 1998.

- l'ensemble des producteurs maraîchers de la Province Sud et du Territoire est concerné par les travaux menés par la Station de Recherche Maraîchère et Horticole ; cependant, la Station peut également mener des actions intéressant la Tribu de Saint-Louis de façon complémentaire à sa mission provinciale. Ainsi, on peut envisager :
 - la mise en place dans la Station d'essais/démonstrations sur les vivriers pris en charge par le Programme de Recherche sur les vivriers ;
 - des essais / démonstrations dans le domaine de l'horticulture.

La Station de Recherche Maraîchère peut également orienter les producteurs intéressés par d'autres productions vers les autres centres de recherche spécialisés

(1) A noter que contrairement à des rumeurs, il n'y aura pas de transfert d'ouvriers agricoles de Port-Lagueme à Saint-Louis.

qui existent en Nouvelle-Calédonie et vers les services techniques provinciaux concernés.

- d - de façon **générale**, la collaboration entre, d'une part l'équipe DDR-CIRAD-TERA et d'autre part les responsables de la Station Maraîchère et Horticole et du CFPPA/DAF, a été excellente ; les différentes initiatives se sont faites de façon concertée, le contenu et les supports de l'information diffusée à Saint-Louis ont été soumis à l'approbation préalable de M. Daly (Mandat de Gestion) et de M. Laycuras (CFPPA du Sud), etc.

3.3 - Des réunions ont également été organisées avec les **élus municipaux de la Commune du Mont-Dore** (MM. Magnier, Terrat et Gay).

- a - Le conseiller municipal, responsable du programme Développement Social des Quartiers (DSQ), assure en quelque sorte la fonction de "relais" entre la Mairie et la Tribu de Saint-Louis. Divers projets sont actuellement instruits par la Mairie avec la Tribu : l'électrification des 37 familles non encore reliées au réseau ; la rénovation de la ligne à haute tension qui traverse la Tribu ; l'alimentation en eau ; la collecte des ordures ménagères, etc.

M. Terrat a mis l'accent sur les initiatives qui existent au sein de la Tribu. Au plan associatif, on peut citer :

- l'Association des Jeunes de Saint-Louis (AJSL) ;
- l'organisation d'études surveillées ;
- des animations sportives, de loisirs ;
- un centre aéré ;
- des associations féminines : ALGAOUE et Le Souriant Village Mélanésien ;
- des associations sportives ;
- etc.

Du point de vue économique, on peut noter :

- quelques petites entreprises (dont une entreprise de maçonnerie) ;
- l'association du Marché du Mont-Dore présidée par M. Cochard, maraîcher de la commune ; elle organise un marché hebdomadaire qui se tient alternativement dans la galerie commerciale de l'hypermarché et dans les locaux municipaux.

Certains événements récents ont eu un impact qui s'est avéré très positif sur les jeunes : la venue dans la Tribu de Jimmy Cliff, de l'équipe de football de Nîmes, etc.

- b - Des indications importantes ont été fournies par M. Magnier, adjoint au Maire du Mont-Dore, concernant la situation économique de la commune (cf. infra) et des projets susceptibles d'intéresser la Tribu.

A noter que la Mairie du Mont-Dore a apporté un fort appui au travail entrepris par la DDR et le CIRAD-TERA et a aidé à l'organisation de divers contacts avec la tribu.

4 - Des rencontres préalables avec le Grand Chef de Saint-Louis et le Grand Chef du Mont-Dore

Le premier entretien avec le Grand chef Roch Wamytan a permis d'approfondir la connaissance sur la Tribu de Saint-Louis en ce qui concerne en particulier :

- l'histoire de Saint-Louis ;
- l'organisation sociale ;
- l'organisation interne de la Tribu ;
- le dossier foncier ;
- les associations qui existent à Saint-Louis.

Le Grand chef de la Tribu de Saint-Louis a apporté son soutien à la démarche et à l'organisation des contacts au sein de la Tribu.

Un premier entretien a eu lieu avec le Grand chef Moyatea accompagné de MM. Tito Tikouré, de l'île des Pins, secrétaire de l'aire coutumière Kapuné et de M. Vincent Akaro (de la Tribu Ounia à Yaté).

Cet entretien a permis notamment d'approfondir la connaissance de l'équipe sur le Mont-Dore et la Tribu de Saint-Louis concernant :

- l'histoire ;
- l'évolution de l'agriculture à Saint-Louis ;
- l'organisation interne de la Tribu ;
- le dossier foncier "ex-Société de Marie".

Le Grand Chef du Mont-Dore a apporté son soutien à la démarche menée par l'équipe DDR/CIRAD-TERA et à l'organisation du travail.

A noter que le Grand chef de Saint-Louis et le Grand chef du Mont-Dore se sont respectivement déclarés prêts à reprendre les discussions pour l'officialisation du GDPL "KO LAE VE" ; cette officialisation est nécessaire pour que le processus d'attribution foncière puisse reprendre ; une rencontre dans ce sens a effectivement eu lieu en avril 1997 entre les deux chefferies, le processus d'officialisation était près d'aboutir en juillet 1998 (dossier transmis à la Province Sud).

5 - L'information au sein de la Tribu de Saint-Louis

5.1 - La préparation de l'information à diffuser

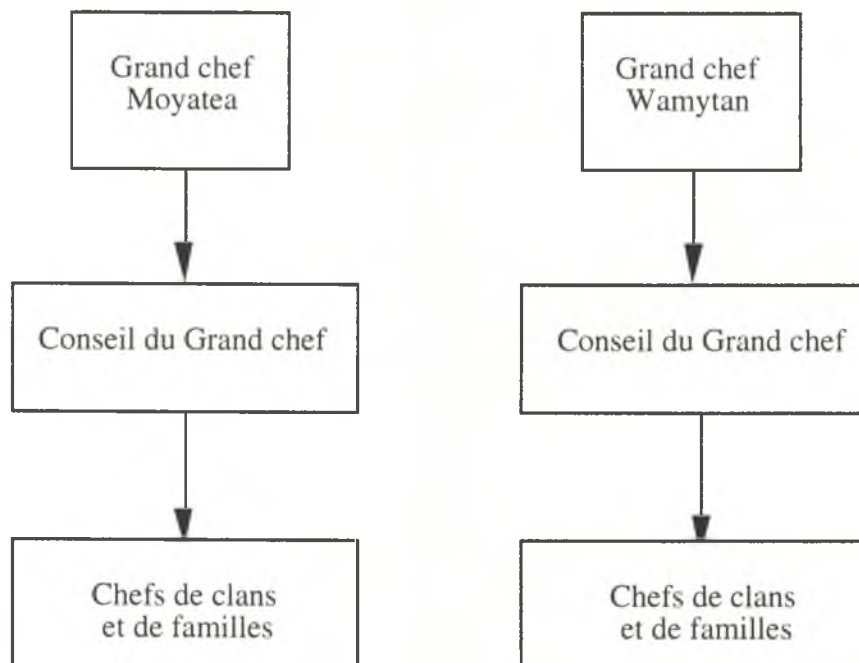
L'élaboration du contenu et des supports pédagogiques a fait l'objet d'une attention particulière: il s'agissait en effet :

- d'arrêter un **contenu précis** (afin de ne pas introduire de variations dans l'information diffusée auprès des différents groupes) et **concerté** avec les acteurs institutionnels concernés ;
- de rendre l'information **attrayante** afin de favoriser sa mémorisation par des personnes et des groupes pour qui le sujet n'est pas perçu comme prioritaire par rapport à leurs préoccupations (des panneaux illustrés ont ainsi été élaborés) ;
- de susciter un intérêt pour le complexe qui se met en place et de créer un climat favorable à la participation de la population aux étapes suivantes de la démarche.

5.2 - Les "chemins d'entrée" dans la Tribu

Les différents contacts préalables ont permis de définir les chemins d'entrée dans la Tribu, ainsi que les modalités de l'information et du déroulement ultérieur du travail.

a - "Les chemins" ouverts par les Grands Chefs sont représentés dans le schéma ci-dessous :



La première rencontre avec le Grand chef Wamytan a été suivie de l'organisation d'une réunion avec son Conseil qui s'est tenue dans la maison commune du quartier Saint-Thomas. Au cours

de cette réunion, l'organisation de l'information dans les quartiers a pu être organisée avec l'appui des chefs de clans concernés.

La première rencontre avec le Grand chef Moyatea a été suivie de l'organisation d'une réunion de son Conseil qui a permis d'organiser l'information dans les quartiers avec l'appui des chefs de clans concernés.

b - Ces chemins ouverts par les Grands chefs ont été complétés, avec leur accord, par des entrées par **les associations**. C'est ainsi que des réunions ont été tenues avec :

- les Associations de femmes : Le Souriant Village Mélanésien (Marie-Othilde Wamytan dite "Titine") et Algawé (Mme Boene / Soeur Véronique) ;
- l'Association des Jeunes de Saint-Louis (AJSL) avec l'appui de son président, Sylvio Wamytan et de Daniela Decoiré ;
- etc.

Ces différentes réunions ont été précédées d'un contact avec les responsables des associations.

5.3 - Remarques sur la phase d'information

La phase d'information s'est déroulée dans de très bonnes conditions ; des difficultés de programmation ont parfois été rencontrées du fait de la faible disponibilité de certaines personnes mais elles ont pu être levées.

Au plan général, on peut noter :

- l'excellent accueil réservé par le Grand Chef de Saint-Louis et par le Grand Chef du Mont-Dore, par leurs Conseils ainsi que par les chefs de clans, l'appui qu'ils ont apporté au déroulement de la phase d'information ainsi que la richesse de leurs contributions ;
- le vif intérêt qui a été manifesté par les associations de femmes et de quartiers tant en ce qui les concerne directement qu'en ce qui concerne l'avenir des jeunes dont le sous-emploi les préoccupe fortement ;
- la réaction positive des jeunes rencontrés dans le cadre de l'association AJSL ;
- on peut noter également la relative difficulté avec laquelle l'information semble parvenir à certaines catégories de la population. Ainsi, les chefs de clans et de familles étaient au départ bien informés des processus en cours (attribution foncière, implantation du complexe, etc.) même si l'information détenue a pu paraître parfois un peu générale ou fragmentaire. En revanche, la plupart des femmes et des jeunes sont apparus souvent assez peu informés et parfois un peu amers face à des processus dont ils ne perçoivent parfois que quelques éléments. La taille de la tribu, sa localisation à la périphérie de Nouméa sont sans doute des facteurs explicatifs ; il convient peut-être aussi de réfléchir

aux évolutions qui s'opèrent dans les circuits de communication internes à la tribu afin de valoriser les canaux que représentent les associations par exemple.

- dans l'approche de la population de Saint-Louis, on s'est efforcé de respecter un équilibre rigoureux dans les rencontres organisées respectivement par le Grand chef de Saint-Louis et par le Grand chef du Mont-Dore. Cet équilibre devra être maintenu à l'avenir pour éviter des impairs qui pourraient être perçus comme des immixtions dans les affaires internes de la Tribu. La création du GDPL facilitera à l'évidence le travail dès lors que le groupement pourrait être l'interlocuteur privilégié des intervenants extérieurs. En attendant, et avec l'accord des autorités coutumières, il semble que l'information puisse se diffuser à travers un affichage et des réunions dans chacune des quatre maisons communes, chaque famille de la tribu fréquentant l'une d'entre elles.

6 - Le déroulement du diagnostic de la situation agricole à Saint-Louis

Au fur et à mesure que les réunions d'information ont eu lieu, le travail d'enquête a démarré et s'est déroulé dans les familles ; chaque réunion tenue a en effet permis d'identifier un réseau de proximité et d'assurer l'introduction de l'équipe CIRAD-TERA/DDR auprès des personnes à interviewer. Une quarantaine d'entretiens approfondis ont eu lieu, qui se sont accompagnés chaque fois que possible de la visite des parcelles et jardins.

Dans le choix des personnes / groupes rencontrés, il n'a pas été recherché de représentativité statistique à ce stade. En effet, on s'inscrivait dans le cadre d'un diagnostic initial qualitatif dont les objectifs étaient les suivants :

- tout d'abord, il s'agissait d'identifier l'importance et les caractéristiques actuelles de l'agriculture dans la tribu ;
- il s'agissait ensuite d'identifier la perception que les différents groupes ont de l'agriculture, de ses évolutions ainsi que sur la place qu'elle pourrait occuper à l'avenir ;
- il s'agissait enfin de recenser les principales attentes, idées et projets dont sont porteurs les différents groupes qui composent la population de Saint-Louis.

Le recueil de ces différentes données a permis :

- d'initier une réflexion prospective avec les personnes et les groupes rencontrés ;
- de nourrir la réflexion collective et les débats prévus au cours des restitutions ultérieures tant en ce qui concerne l'analyse de la situation actuelle que les orientations de travail pour l'avenir.

Pour atteindre ces divers objectifs, il a été nécessaire de privilégier une **approche qualitative** qui a permis :

- de combiner le recueil de données, l'information et la réflexion prospective ;
- d'instaurer le climat de confiance indispensable au dialogue ;
- de promouvoir une approche participative ;
- etc.

A un refus près, tous les entretiens prévus ont été réalisés et se sont globalement déroulés dans un climat très favorable.

7 - Le diagnostic sur l'environnement de la production agricole et les circuits de commercialisation des produits

Il s'est déroulé pour l'essentiel à l'extérieur de la tribu de Saint-Louis :

- du fait du thème de l'étude ;
- mais aussi pour ne pas multiplier les intervenants au sein de la tribu.

Les objectifs de cette étude peuvent être résumés comme suit :

- identifier les principaux circuits de commercialisation des produits maraîchers ;
- caractériser les conditions d'accès des producteurs aux différents circuits identifiés en mettant en évidence les avantages et les contraintes de chacun d'entre eux ;
- caractériser les systèmes d'aide et l'environnement en amont de la production agricole (crédit, approvisionnement, conseil technique..).

De nombreux entretiens ont été réalisés avec les interlocuteurs suivants :

- des acteurs des circuits de commercialisation (détaillants, grossistes, colporteurs, responsables de grande surface, de centrales d'achat, producteurs) ;
- des techniciens de la DDR dont les connaissances du secteur maraîcher et horticole se sont révélées particulièrement précieuses. A noter que des techniciens de la DDR ont également accompagné P.M. Bosc dans ses visites de terrain, lui permettant de rencontrer plusieurs producteurs et d'avoir ainsi une idée plus précise des systèmes de production, de leur évolution récente et des conditions d'accès au marché pour les différentes catégories de producteurs ;
- des responsables dans le domaine de l'amont (crédit agricole, BCI, coopératives d'approvisionnement..) ont également été rencontrés ;
- à noter que les techniciens de la DDR ont fourni à l'équipe des informations sur l'évolution des productions et sur le dispositif d'aide à l'agriculture de la Province Sud.

Enfin, des entretiens ont eu lieu avec d'autres acteurs jouant un rôle dans le processus de régulation (ERPA) ou ayant, du fait de leurs fonctions (Chambre d'Agriculture), une connaissance approfondie du secteur maraîcher.

La présence de P.M. Bosc au sein de la Tribu a donc été nécessairement limitée ; il a cependant rencontré des autorités coutumières afin de les informer sur le travail réalisé. Deux agriculteurs ainsi qu'une commerçante (épicerie de la tribu) ont cependant été interviewés pour préciser certains points concernant l'accès des habitants de la Tribu aux circuits commerciaux.

8 - Les restitutions

A partir des données recueillies au cours des entretiens réalisés auprès des acteurs institutionnels et des autorités coutumières, à travers les réunions tenues à Saint-Louis à partir des résultats des enquêtes réalisées, il a été possible :

- d'élaborer un premier diagnostic concernant la situation agricole dans la tribu et l'articulation des producteurs avec leur environnement économique ;
- d'identifier des axes de travail et de formuler des recommandations.

Des supports pédagogiques ont été réalisés pour **restituer** les résultats des études et les propositions de travail pour l'avenir de la façon la plus claire et la plus attrayante possible.

En effet, **la restitution** constituait un moment-clé de la démarche entreprise ; elle avait pour **objectifs** :

- de faire valider le diagnostic par les acteurs institutionnels, par les autorités coutumières et par la population de Saint-Louis ;
- de favoriser l'appropriation de ce diagnostic par les intéressés ;
- de susciter **un débat** au sein de la tribu concernant notamment le rôle que l'agriculture (sous ses différentes formes) pourrait jouer la lutte contre le sous-emploi et l'amélioration des conditions de vie dans la Tribu ;
- de préciser l'atout que représente l'implantation du complexe Station Maraîchère / CFPPA à proximité de la Tribu.

A noter que les réunions de restitution ont également contribué à l'information plus précise des habitants de la Tribu sur les projets envisagés par le GDPL pour l'aménagement du domaine ex-Société de Marie. A cet égard, les restitutions peuvent permettre d'avancer dans la réflexion sur le lancement de projets agricoles ou para-agricoles nouveaux.

Etant donné l'importance que revêtait la phase de restitution, une attention particulière a été apportée à son organisation. Les réunions suivantes ont été tenues :

- le 15 juillet à 8 h30, avec les responsables de la DDR, de l'ADRAF, du Mandat de Gestion et du CFPPA ;
- le 15 juillet, de 18 h 30 à 22 h, dans la Maison Commune du quartier Saint-Thomas, en présence du Chef coutumier Nicolas Wamyhan, du Président G. Katé et de membres du Conseil des clans ;
- le 19 juillet à 9 h, à la Maison Commune du quartier Saint-Paul, en présence de plusieurs chefs de famille ;
- le 20 juillet à 18 h, dans la Maison Commune du quartier Saint Jean Bord de Mer, en présence du Grand Chef Moyatea ; une dizaine de jeunes étaient également présents ;
- le 21 juillet à 8 h, à la Mairie du Mont-Dore, la restitution a été faite au groupe de travail convoqué par l'ADRAF ;
- le 21 juillet à 14 h, avec l'Association des femmes "Le Souriant Village Mélanésien" ;
- le 22 juillet à 17 h, avec l'Association des femmes Algawé.

A noter que la DDR a poursuivi les réunions de restitution auprès des jeunes (AJSL) et des différents groupes qui en ont fait la demande.

Deux remarques peuvent être faites :

- a - les réunions de restitutions ont été retardées à plusieurs reprises car elles dépendaient de l'ouverture officielle de la Station de recherche Maraîchère et Horticole et du CFPPA ; il était en effet souhaitable que les demandes que pouvaient susciter les restitutions puissent trouver des réponses rapides. Même si ce report est dû à des facteurs légitimes et indiscutables, il a pu affaiblir, au moins momentanément, la dynamique qui s'était instaurée avec certains groupes de Saint-Louis pendant le premier semestre 1997 (phase d'information et déroulement de l'étude dans la Tribu) ; près d'un an s'est en effet écoulé entre la fin des études et la restitution des résultats.

La DDR a fort heureusement maintenu une présence régulière à Saint-Louis, à travers notamment des contacts hebdomadaires avec les coutumiers et des appuis ponctuels à des personnes ayant des activités agricoles ; par ailleurs, la formation de jeunes de Saint-Louis à Pouembout, l'appel à candidatures pour les formations au CFPPA du Sud ont maintenu un contact productif avec la population. Cependant, il est souhaitable que la restitution soit immédiatement suivie par l'ouverture de la Station Maraîchère et du CFPPA afin que le débat qu'elle aura contribué à relancer débouche rapidement sur des actions concrètes. La dynamique serait encore plus porteuse si la restitution coïncidait avec l'attribution foncière de l'ex-domaine Société de Marie à un GDPL officialisé.

- b - les restitutions se sont déroulées dans de très bonnes conditions et ont suscité un grand intérêt de la part des autorités coutumières, des institutions concernées et des habitants de la tribu.

Au sein de la tribu, le travail de restitution n'est cependant pas terminé. Ainsi que l'ont sollicité les autorités coutumières, de nouvelles réunions devront être organisées à la demande.

SECONDE PARTIE

LE DIAGNOSTIC

I - DONNÉES GÉNÉRALES

1 - La Commune du Mont-Dore (cf. carte 3).

1.1 - Une population en évolution rapide ⁽¹⁾

Située à 15 km de Nouméa, la commune du Mont-Dore couvre 64.300 ha dont 1025 ha de réserve. Du fait de sa proximité avec le grand pôle d'activités que représente la capitale territoriale, elle compte de nombreux habitants qui travaillent à Nouméa ; la route territoriale qui traverse la commune est donc un axe de circulation important.

La population était de 20.780 habitants en 1996 alors que le recensement de 1989 n'en dénombrait que 16.370, ce qui représente un taux d'accroissement moyen annuel de 3,8 % ; elle est composée pour une grande part d'Européens (39,3%) et de Wallisiens et Futuniens (20,9%) ; les Mélanésien constituent 18,9% de la population (3.935 personnes). La population connaît une augmentation forte ; une politique de lotissement est conduite dans cette commune périphérique de Nouméa : il existe en effet un contrat d'agglomération entre l'Etat et la Commune et divers programmes d'habitat sont en cours, à l'initiative de promoteurs institutionnels ou privés.

Les trois tribus présentes dans la commune sont regroupées en deux district coutumiers (DC) : le DC de l'île Ouen (166 personnes dont 63 non résidents dans la tribu), et le DC de Pont des Français (1738 personnes dont 271 non résidents) qui comprend la Tribu de la Conception et la Tribu de Saint-Louis.

1.2 - Quelques éléments sur l'économie de la commune

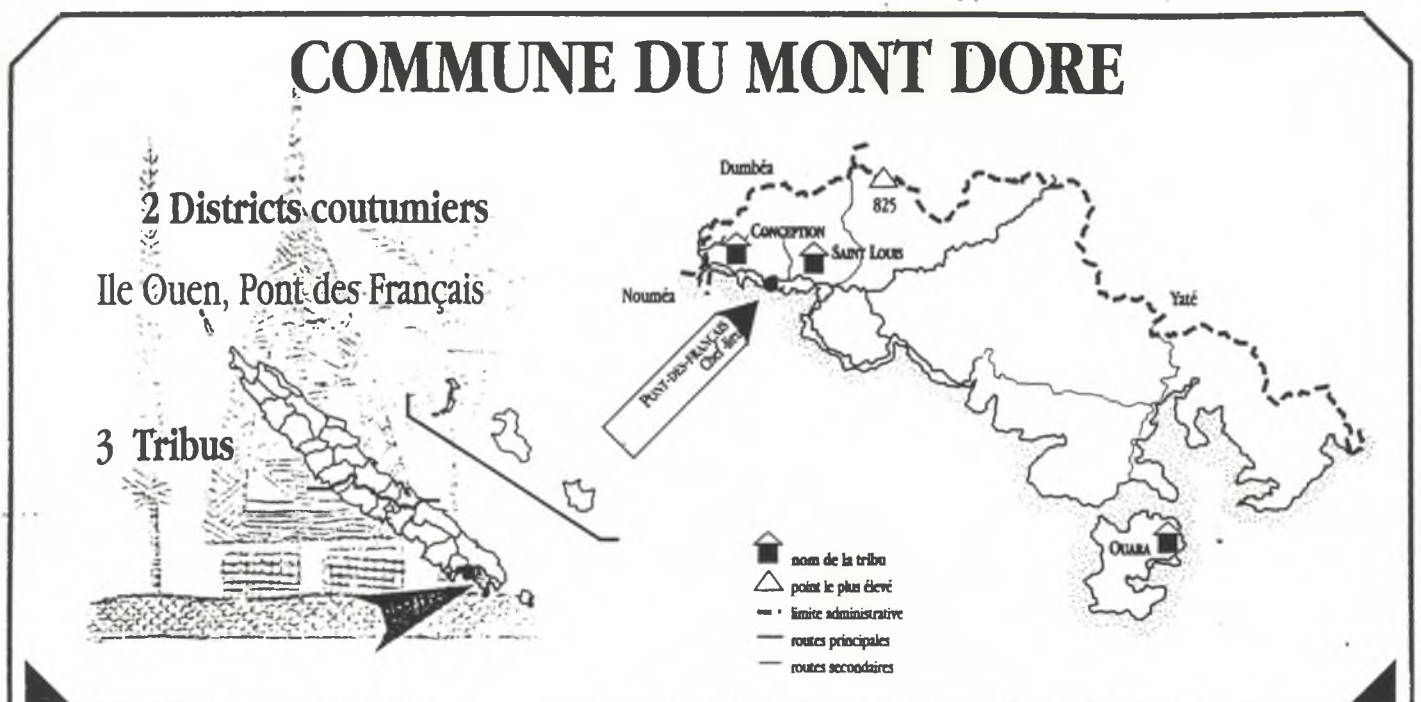
1.2.1 - L'agriculture

La commune fait partie de la "ceinture verte" de Nouméa. La zone agricole s'étend de la rivière de La Coulée au Col de Mouirange ; elle comporte plusieurs exploitations (majoritairement détenues par des Européens, Tahitiens, Vietnamiens..), dont les principales productions sont les bananiers, le maraîchage, l'arboriculture (litchis). Dans le passé, la plupart des terres de la commune (les "terres rouges") étaient considérées comme impropres à l'agriculture ; elles s'avèrent, correctement amendées, satisfaisantes pour des cultures telles que l'ananas, les litchis et le maraîchage. L'activité agricole est importante dans la commune où l'on dénombre également quelques unités d'élevage (un élevage de bovins lait, deux élevages avicoles, trois élevages porcins et deux élevages de volailles).

(1) Sources :

- Images de la population de la Nouvelle-Calédonie, principaux résultats du recensement 1996, ITSEE/INSEE.
- Panorama des tribus, Province Sud, ITSEE.

Carte n°3 : Localisation de la Commune du Mont-Dore (source : ITSEE)



1.2.2 - L'activité minière

Les activités d'extraction de minerai étaient très importantes, comme en témoigne la mine de nickel (aujourd'hui abandonnée) de Saint Louis ; d'autres sites existaient également : N'Go, Uié, Boulari, Plum.

Fer, cuivre, cobalt, chrome (10 sites d'extraction, dont un à Saint Louis) et houille étaient également extraits. Entre 1880 et 1991, 310 concessions ont été déclarées, concernant majoritairement l'extraction de chrome, de cobalt et de nickel. Deux mines (chrome, nickel) seraient toujours en activité.

Aujourd'hui, l'exploitation minière sur le périmètre urbain est interdite, du fait de la pollution qu'elle génère. Jusqu'en 1975, aucune réglementation n'existait sur les modalités d'extraction : la grande majorité des anciens sites a donc été exploitée sans précautions (c'est le cas de la mine de Saint Louis). Ce mode d'extraction (comme les techniques de prospection) générait d'importants déversements de terres sur les versants, entraînant une pollution organique des eaux. Ces eaux chargées ont gravement affecté les estuaires et sont considérées par la population de Saint-Louis comme une des principales causes de la diminution des potentialités en matière de pêche.

Le paysage a été également affecté par les formes qu'a revêtues l'exploitation minière ainsi qu'en témoignent les grandes étendues couleur de terre qui se situent au sommet des collines anciennement exploitées. Pour y remédier, la province a initié une campagne de reverdissement des anciens sites miniers mais le coût en est élevé car il faut réhabiliter les accès des zones concernées, y amener de l'eau, etc. ; c'est aussi une préoccupation particulière de la commune.

1.2.3 - Les activités artisanales et commerciales

Elles sont importantes dans la commune ; on peut citer notamment :

- l'existence d'une zone industrielle installée à La Coulée ;
- la présence de nombreux artisans et entrepreneurs appartenant à tous les corps de métiers (électricité, plomberie, plâtrerie, carrelage, constructions diverses) ;
- le développement de l'artisanat d'art (sculpteurs lapidaires, peintres, sables colorés, etc.) ;
- trois centres commerciaux sont implantés dans la commune dont un "hypermarché" ouvert en 1996 ; il existe également divers petits magasins et épiceries ;
- plus de 3700 enfants sont scolarisés dans la commune dont 77 % dans le secteur public qui compte cinq écoles maternelles, quatre écoles maternelles primaires, cinq écoles primaires et un collège ; le secteur privé se compose de deux écoles maternelles et primaires ainsi que d'un collège (doté d'un internat) et d'un lycée professionnel commercial ;
- la commune dispose en outre de divers services tels que les postes et télécommunications, une agence bancaire, etc.

1.2.4 - Des perspectives

Le projet d'usine avec INCO (Société canadienne spécialisée dans le nickel) pour le traitement des latérites concerne les communes de Yaté et du Mont-Dore et devrait générer un nombre d'emplois important liés à l'activité industrielle proprement dite mais aussi aux activités portuaires, de transport, de services, etc.

2 - Présentation générale de la Tribu de Saint-Louis

2.1 - Un bref rappel historique

Sans entrer ici dans une rétrospective détaillée, on peut sans doute mentionner quelques repères historiques.

2.1.1 - L'histoire de Saint-Louis est étroitement liée à **l'implantation des missionnaires de la Société de Marie**, d'abord à la Conception puis à la Saint-Louis, qui furent au départ des "réductions" créées pour regrouper des néophytes originaires de la Côte Est de la Grande Terre.

Selon des sources concordantes, la chronologie ⁽¹⁾ des implantations missionnaires se présente comme suit :

- c'est en 1857 que le Père Rougeyron, conseillé par le Commandant Testard, acquiert pour la Société de Marie, un domaine situé au fond de la baie de Morarie, au lieu-dit de Paé, et crée la Mission de la Conception. En 1855, les religieux installent à Paé 120 néophytes originaires de Puebo et de Balade ; en 1856, le Père Forestier s'y installe à son tour avec 90 néophytes originaires de Touho.
- en 1856, la Société de Marie procède à l'acquisition d'un domaine situé à l'Est de la première implantation, au lieu-dit Nouonkoné ; cette nouvelle implantation prit rapidement le nom de Mission de Saint-Louis. Cette acquisition foncière a été officialisée en 1857 par l'Administration : le commandant Testard l'a transformée en concession gratuite aux motifs des services rendus par la Mission. L'installation à Saint-Louis de la Mission et des néophytes venus de Pouebo, Balade et Touho a été mal accueillie par les clans de la région ; la Mission a été attaquée et missionnaires et néophytes sont repartis à la Conception. C'est en 1859 que les Missionnaires reviennent à Saint-Louis avec des néophytes originaires de Touho, ceux de Balade et Pouebo restant à La Conception. A la même date, le Père Vigouroux installa à Saint-Louis des néophytes originaires de Wagap.

(1) cf. notamment Saussol, M. Reuillard, Chanel Palaou, etc.

A cette époque, La Conception et Saint-Louis étaient installés sur un domaine, vaste et continu, limité :

- à l'ouest, par la rivière de Yahoué (ou rivière des Français) ;
- au nord, par la ligne de crête reliant le Pic Malaoui à la vallée de la Thy ;
- à l'est, par la ligne de crête dominant la rive gauche de la Thy ;
- au sud, par la mer.

2.1.2 - Assez rapidement semble-t-il, des familles issues des clans du Mont-Dore (Boulari) et des clans Kambwa se sont installées sur le site actuel de la tribu de Saint-Louis où auraient habité deux cent personnes environ en 1868. Douze ans plus tard, suite à la révolte de 1878, des réfugiés de Bouloupari (Thio) s'y sont installés après avoir été exilés pendant deux ans à Belep.

2.2 - Le territoire de la tribu (cf. carte 4)

La tribu de Saint-Louis est actuellement installée sur un territoire de 580,85 hectares, situé à proximité de la Mission de Saint-Louis ; la constitution de ce territoire s'est faite progressivement ainsi que le montrent les repères chronologiques ci-après :

En 1888	la réserve de Saint Louis est créée, et comprend 519 ha.
En 1961,	58 ha appartenant à la Société Civile de Saint Louis sont cédés au Domaine.
En 1964,	Ces 58 ha sont officiellement rétrocédés par le Domaine à la tribu. Il sont inclus dans la réserve.
En 1967,	la Société Civile de Saint Louis cède 638 ha à la Société de Marie.
En 1970,	la Société Civile de Saint Louis loue des terres à une communauté de Wallisiens et Futuniens.
En 1978,	a lieu le dernier agrandissement de réserve, par cession d'un lot domanial de 3 ha 20.

Les habitants de la tribu distinguent généralement deux blocs au sein des 580 ha qui constituent son territoire : le "village mélanésien" actuellement dit "le village" et "la réserve". Ces appellations sont en relation avec l'évolution historique du statut des terres de la tribu :

- les terres cédées par le Domaine en 1888 (agrandies à deux reprises) constituent "la réserve";
- les terres cédées en 1964 à la tribu par la mission (par l'intermédiaire du Domaine), sur lesquelles est installé le village, constituent "le village mélanésien".

On peut enfin rappeler que la revendication foncière de la Tribu de Saint-Louis concerne la plus grande partie du "domaine Société de Marie" (490 ha) racheté par l'ADRAF en 1994 (cf. infra).

Carte n°4 : Emplacement de Saint-Louis (Source : ADRAF)



2.3 - La population de la tribu et l'organisation sociale

Lors du recensement de 1996 ⁽¹⁾, la population de Saint-Louis comptait 1168 habitants auxquels on peut ajouter 186 personnes déclarant appartenir à la tribu mais n'y résidant pas (67 d'entre elles résident dans la commune du Mont-Dore). Depuis le recensement de 1989, le nombre de résidents dans la tribu a augmenté (213 personnes supplémentaires), ce qui correspond à un taux de croissance moyen annuel de 3,2 %. En 1996, la tribu comptait 233 ménages pour 176 ménages en 1989.

La population de Saint-Louis est jeune : 590 habitants ont moins de 21 ans, soit plus de 50 % des résidents.

La population actuelle de la tribu est le résultat d'un "mélange" complexe de familles et de clans originaires du Mont-Dore (Boulari) et de Païta (Kambwa), de Touho, de Wagap et de Bouloupari ; à ce premier ensemble, se sont joints beaucoup plus tardivement :

- en 1970, des habitants de l'île Ouen qui se sont installés à Saint-Louis pour que leurs enfants bénéficient de l'école ;
- des familles alliées aux habitants déjà installés.

2.3.1 - Les quartiers (cf. carte 5)

A une date inconnue, et sans doute à l'instigation de la Mission, les habitants de Saint-Louis se sont organisés **en quartiers**, regroupant la population selon principalement son origine géographique :

- le quartier de Saint-Paul constitué par les descendants des néophytes de Touho ;
- le quartier Saint-Tarcissius avec les descendants des familles originaires de Bouloupari ;
- le quartier Saint-Jean où sont regroupées les familles des clans du Mont-Dore ;
- le quartier Saint-Thomas constitué par les descendants des familles venues de Païta et les alliés du clan Kambwa.

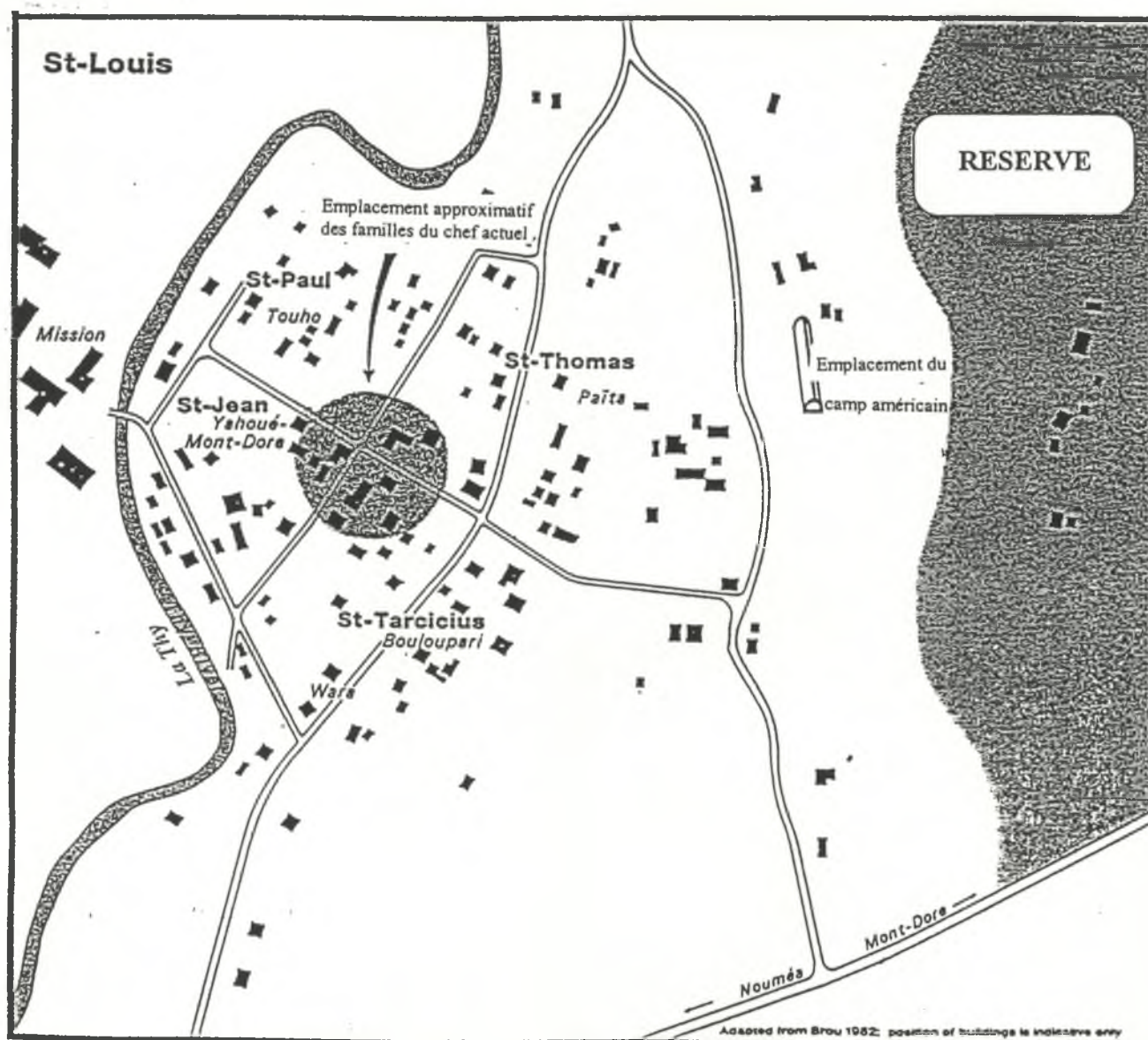
L'habitat se répartit sur l'ensemble du territoire de la tribu :

- la plupart de maisons sont situées dans le "village", où elles sont très regroupées dans les quatre quartiers initiaux.
- ces quatre quartiers cependant, du fait de l'extension de l'habitat, ont perdu certaines de leurs caractéristiques initiales et les configurations de l'habitat actuel sont en relation avec la cohésion interne de chacun des quartiers et avec les arrangements familiaux qui la caractérisent. Les nouvelles habitations sont regroupées dans plusieurs zones, nommées respectivement "**la plaine**" (extension au sein des terres du village, vers l'est), "**la montagne**" (terres situées en hauteur, généralement dans la réserve) et enfin "**le bord de mer**".

(1) Données de l'ITSEE, Panorama des Tribus. Province Sud.

Carte n°5 : Carte du village et des différents quartiers

Source : Ehrhardt-Kneher & Corne, 1997.



Ces habitations sont généralement regroupées par clan, ou par famille (notamment dans la réserve). Ainsi :

- le quartier St Jean est aujourd'hui presque entièrement déplacé en bord de mer ;
- le quartier St Paul comprend aujourd'hui de nouvelles constructions dans la réserve, mais également dans les terres dites "vierges" ;
- les habitants du quartier St Thomas ont construit de nouvelles habitations dans le quartier nommé "la plaine", dans la réserve, dans les terres dites "terres vierges" ;
- le quartier St Tarcissius s'est étendu dans les limites du village, toujours dans le quartier nommé "la plaine" mais du côté du terrain de football La Frégate.

Les quartiers et leurs extensions regroupent pour l'essentiel des familles ou clans qui ont des relations anciennes ; du fait de leurs origines diverses, les habitants avaient des coutumes et des langues différentes. La coexistence de ces langues et le fait que le français ait été imposé par les pères à l'école ont généré un créole propre à St Louis, le "tayo" (Ehrhart, 1991 ; Ehrhart-Kneher et Corne, 1997).

Outre ces aspects linguistiques, les habitants des quartiers affirment des caractéristiques particulières ou tout au moins un fonctionnement interne spécifique. Ainsi, pour les cérémonies coutumières, deuils ou mariages, les gens se réunissent généralement par quartier.

Cette identité de quartier s'exprime notamment par la présence de **quatre maisons communes**.

La maison du quartier St Paul, sans doute la plus ancienne de la tribu, est le lieu de rencontre privilégié de ses habitants. Nommée "la commune", elle fait l'objet de corvée de nettoyage communautaire et abrite de nombreuses réunions, telles que les réunions liées à des cérémonies coutumières ; des "bingo" y sont organisés également ainsi que des fêtes.

Le quartier St Thomas a également une maison commune, située au centre du village. Elle abrite les réunions de l'association des femmes "Le Souriant Village Mélanésien", celles de l'association des jeunes de St Louis (AJSL) et les cours de soutien scolaire. Les réunions du Conseil des clans de la Chefferie Wamytan y ont lieu.

A proximité de cette maison, dans le quartier St Thomas, se trouve la **"grande chefferie"**, ensemble de cases traditionnelles, réhabilité à l'instigation de Roch Wamytan (Grand Chef de la Tribu de Saint-Louis). Les réunions de la Chefferie Wamytan ont lieu dans cette enceinte. Il est également prévu qu'elle serve de lieu de rencontre culturelle.

Le quartier St Tarcissius a également une maison commune, nommée "La Frégate", du même nom que le club de football qui a participé à sa construction. Située juste en face du terrain du club, elle a été financée par le club et l'association Algawe. Les réunions de cette association de femmes, toutes les réunions du club de la Frégate et quelques réunions de quartier ont lieu dans cette case.

Enfin, **le quartier St Jean** a construit sa case au "bord de mer", juste en face du terrain de football "Tamaris". L'association de ce quartier (Nekita), s'y réunit depuis sa restructuration récente.

Carte n°6 : Extension de l'habitat



Chaque habitant de la tribu fréquente préférentiellement une maison commune, qui est, le plus souvent celle de son quartier.

La maison commune est le lieu de reconnaissance des différents groupes sociaux et exprime en quelque sorte les réseaux sociaux internes à la tribu. Dans un travail d'appui au développement, les maisons communes apparaissent donc comme un lieu de contact privilégié avec la population.

2.3.2 - Les chefferies

- Le Grand Chef Roch Wamytan est le Grand Chef de la tribu de Saint-Louis ; la famille Wamytan assure la chefferie depuis la fin du XIX^e siècle.
- Le Grand Chef Robert Moyatea a le titre de Grand Chef du Mont-Dore.

Chacun des Grands Chefs est entouré de son conseil, exclusivement composé d'hommes représentant les clans présents dans la tribu ; les jeunes peuvent assister à certaines réunions de Conseil ainsi que les femmes dont l'avis peut être sollicité selon les sujets abordés.

Les deux Grands Chefs reconnaissent l'existence de tensions qui sont dûes à des facteurs multiples ; ils affirment cependant leur volonté de les dépasser et les efforts dans ce sens ont été évidents entre 1993 et 1995 : en témoigne notamment la décision conjointe de créer le GDPL Ko Laeve (1995) afin que la tribu puisse se porter candidate à l'attribution foncière de l'ex-domaine Société de Marie. Un nouveau contentieux a bloqué le processus en 1995 mais depuis 1997, la volonté de recréer un climat de consensus a été exprimée par les Grands Chefs au cours des entretiens qu'ils ont accordés à l'équipe DDR/CIRAD-SAR ; les discussions autour de la création du GDPL ont repris et le dossier de demande d'officialisation du Groupement a été introduit auprès de la Province (1998).

2.3.3 - Dynamiques associatives

Elles sont importantes dans la tribu et revêtent des formes diverses.

2.3.3.1 - Les associations de femmes

Deux associations des femmes existent dans la tribu : le Souriant Village Mélanésien et l'association Algawé.

L'association Souriant Village Mélanésien

Créée en 1971 (à l'instigation de Scolastique Pidjot, Jean-Marie Tjibaou et mère Philomène), elle a une vocation territoriale et son siège central se trouve à La Conception.. La représentation de Saint Louis est une des premières créées sur le Territoire.

Ses objectifs sont de "traiter des problèmes de femmes", de contribuer à l'amélioration du cadre de vie dans la tribu (aspects sanitaires, éducation..) et de constituer un relais avec l'extérieur.

Ses principales activités sont les suivantes : entretien de l'église, de la paroisse, de la maison commune, aide aux personnes âgées. Elle soutient l'association "Jeunesse et Avenir de Saint Louis" créée en 1994, pour la gestion des études surveillées. Ses financements proviennent notamment des subventions municipales et de recettes propres.

Sa présidente est Madame Célestine Wamytan, assistée de Madame Rachel Wamytan, épouse du chef coutumier Nicolas Wamytan.

L'association Algawe

Créée en 1989, à l'initiative de soeur Véronique, elle regroupe environ 30 femmes. Ses objectifs sont d'améliorer les conditions de vie des familles. Elle prolonge en quelque sorte les enseignements donnés par soeur Véronique dans ses cours de préparation à la vie : apprendre aux jeunes filles de la tribu les différentes fonctions d'une mère de famille (jardinage, couture, ménage, cuisine, assortis de cours de français et de bases de gestion d'un budget familial). Lorsque soeur Véronique a pris sa retraite, la réflexion s'est poursuivie avec les mères de ses élèves, par la création de l'association notamment.

Les activités de l'association sont variées : entretien du village et amélioration du cadre de vie, aide aux personnes malades et âgées, cadeaux pour les enfants, couture, mais également projets agricoles communautaires. Dans les années 90, des terres de la mission, situées en bord de mer, ont été prêtées à l'association des femmes pour des cultures de bananiers, pommes de terre, patates douces. Une partie de la récolte a été endommagée par un cyclone, ce qui, semble-t-il, a découragé certaines des participantes, malgré la bonne récolte de pommes de terre (revendues au magasin de la tribu, au profit de l'association).

L'association a bénéficié la première année d'une subvention municipale, non renouvelée, et ses fonds sont constitués par des recettes propres (vente de gâteaux lors des réunions du club de football La Frégate, etc.).

Les réunions ont lieu dans la maison commune de St Tarcissius, dite La Frégate (d'ailleurs cofinancée par Algawe). Madame Agathe Boene (quartier St Tarcissius) est l'actuelle Présidente.

Dans la tribu, on distingue parfois les deux associations par les appellations "les femmes du haut" (association Souriant Village Mélanésien) et "les femmes du bas" (Algawe). A noter que si elles mènent des activités distinctes, aucun clivage ne paraît séparer ces deux associations.

2.3.3.2 - Les associations de quartier

Deux quartiers ont leurs associations propres. Elles ont des objectifs similaires : structure de base de l'entraide communautaire, elles permettent l'organisation de la vie commune (entretien de la maison de quartiers) et sont le support de manifestations coutumières, telles que les deuils, les mariages et diverses fêtes.

L'association du quartier St Paul, nommée "Association Clanique de Saint Paul" (ACSP), regroupe la plupart des familles du quartier. L'association affirme une volonté de prise en charge des jeunes ; cette préoccupation s'exprime notamment par de fréquentes incitations à la construction de cases en matériaux traditionnels (afin de pousser les jeunes à avoir une case indépendante) ainsi que par le maintien des activités agricoles, telles que la culture de l'igname.

L'association Nekita regroupe la plupart des familles qui résident dans le quartier Saint-Jean Bord de Mer. Un nouveau bureau a été mis en place en mars 97, et les activités redémarrent. Des cotisations ont lieu qui peuvent être utilisées lors des deuils et des mariages ; elles servent aussi à l'entretien de la maison commune. L'association a également pour but de régler les questions liées à la mise en valeur des terres du quartier ; les travaux agricoles paraissent encore largement effectués en commun, et les décisions concernant les dates des travaux, notamment pour la culture de l'igname sont prises de façon concertée.

2.3.3.4 - Association des jeunes de St Louis

Elle a été créée en 1993, avec le soutien du Grand Chef Roch Wamytan.

Les activités de cette association sont très variées : entretien de l'église, de la tribu ; organisation de tournois et de bingos (pour les financements) ; appui aux jeunes qui préparent le BAFA, etc. Deux orientations dominent : l'aide à la recherche d'emplois et la mise en place d'activités communautaires dans le but de regrouper les jeunes. La volonté de changer l'image extérieure des jeunes de la tribu est également une préoccupation de l'association.

- **Actions en faveur de l'emploi** : une enquête sur le chômage des membres de l'association a été conduite en 1994 : sur une soixantaine de membres, 50 se déclaraient chômeurs. Dans le but de remédier à cette situation, plusieurs actions ont été mises en place, en collaboration avec un élu municipal de la commune du Mont Dore (responsable du Développement Social des Quartiers). A noter que ces dernières années, une vingtaine de jeunes membres de l'AJSJL ont trouvé du travail. Il convient de souligner qu'au sein de l'association, certains membres souhaitaient vivement modifier l'image des jeunes de Saint Louis véhiculée par les médias depuis les événements de 1984.

- **Une action remarquable**, en collaboration avec l'association "Action Biosphère" a été menée avec le nettoyage de la forêt de la Thy (14 février 1996).

Le nettoyage du parc (devenu, depuis les événements de 84, un dépotoir d'ordures) a réuni de nombreux jeunes et a entraîné l'adhésion d'une grande partie des habitants de la tribu.

- **Un projet de réhabilitation** de la réserve naturelle de la Thy a été élaboré et remis en main propre au Ministre des DOM-TOM au cours de la visite qu'il a effectuée dans la tribu, en juin 1996. Ce projet (cf. IIIème partie, propositions) a pour but d'impliquer la population de Saint Louis (et notamment les jeunes) dans la gestion et l'entretien du parc de la forêt de la Thy réhabilitée. Il devrait permettre la création de plusieurs emplois (gardien, guides, artisans, ...). Malgré le soutien de la commune du Mont-Dore, ce projet n'a pas avancé jusqu'ici malgré une rencontre organisée par la Subdivision Administrative en présence de représentants des autorités

coutumières et de jeunes de Saint-Louis et de la commune du Mont-Dore. Il convient de souligner que ce projet a fortement mobilisé les jeunes, et bénéficié du soutien de la plupart des habitants de la tribu (notamment les femmes, qui y voyaient un moyen de mettre fin à l'image de Saint Louis véhiculée à l'extérieur depuis les événements : "il faut montrer que nous sommes une tribu comme les autres ; "il faut que les gens viennent nous voir"). Le manque de suites donné pour l'instant à ce projet, "sans explication claire", d'après les jeunes, a à l'évidence découragé certains membres de l'association, qui considèrent que "les initiatives des jeunes sont insuffisamment soutenues".

A noter que l'association des jeunes de Saint Louis réunit des jeunes de trois quartier ; elle compte officiellement 60 membre, dont une dizaine actifs. Daniella Decoire, Sylvio Wamytan, Myriam Palaou, etc. sont membres du bureau.

2.3.3.5 - L'association "*Jeunesse et Avenir de Saint Louis*"

L'association "Jeunesse et Avenir de Saint Louis" a été créée en 1994, afin d'aider les écoliers de Saint Louis dans leurs études. Des études surveillées sont organisées, tous les soirs de la semaine, à la maison commune de Saint Thomas. Les animateurs sont de jeunes bacheliers originaires de trois quartiers de la tribu. Un réel effort a été fait à l'occasion de la création de cette association, qui souhaite ne pas prendre en compte les tensions/clivages internes à la tribu ; à noter que des représentants de tous les clubs et associations de la tribu en font partie ou soutiennent l'initiative.

2.3.3.6 - Les associations sportives

Trois clubs de football existent à Saint Louis : l'équipe de Saint Louis (quartier La Plaine), l'équipe de La Frégate (quartier St Tarcissius) et l'équipe Tamaris (quartier Bord de mer). Nous n'avons pas rencontré les représentants de ces associations sportives, bien que certains d'entre eux aient participé à des réunions d'information (le président du club La Frégate a assisté à une réunion de l'association Algawe, et les membres du club Tamaris étaient nombreux à la réunion d'information du quartier St Jean Bord de mer). La passion du football et le nombre important de jeunes à Saint Louis, expliquent la présence de trois clubs ; ils reflètent au moins partiellement l'organisation interne actuelle de la tribu.

II - DIAGNOSTIC DES ACTIVITÉS

1 - Aperçu sur les activités

1.1 - Quelques points d'histoire

L'historique des activités au sein de la tribu peut être présenté brièvement.

Avant la Deuxième Guerre Mondiale (1939-1945), la plupart des familles ont alors une activité agricole importante. Dans le souvenir des anciens, toutes les terres de la réserve étaient cultivées (igname, taro de montagne ou taro d'eau, patate douce). Les produits des jardins et plantations, complétés par la pêche permettaient l'autosuffisance des ménages. La plupart des femmes de la tribu allaient une fois par semaine au marché de Nouméa.

L'installation d'une base américaine : l'installation pendant la guerre de plusieurs camps américains dans la réserve a généré une mutation importante des activités des habitants. De nombreux hommes et femmes ont été embauchés, à des salaires très largement supérieurs aux salaires auparavant pratiqués. Par ailleurs, on peut noter que les Américains ont introduit l'agriculture mécanisée. L'importante monétarisation des échanges et le changement de mode de vie semblent avoir modifié considérablement les aspirations des habitants de la tribu.

Dans la période récente, la tribu de St Louis, du fait de la proximité de Nouméa et de l'importance de la commune du Mont Dore a longtemps bénéficié de possibilités d'embauche supérieures à la moyenne des tribus de la Grande Terre. Jusqu'aux années 60, le nombre d'emplois salariés offerts aux hommes de la tribu était élevé (mines de nickel, docks, transports routiers, travaux publics). Après la crise du nickel, cette situation a changé et le nombre d'emplois offerts a fortement diminué. Cette évolution est sensible dans la tribu où il existe une nette différence dans le nombre de personnes salariées, selon que l'on considère la tranche d'âge des hommes de 40-60 ans ou la tranche d'âge de 20-40 ans.

1.2 - La situation actuelle

Le recensement de 1996 a dénombré 228 "actifs occupés" parmi les résidents (dont 88 femmes) et 200 chômeurs (105 hommes et 95 femmes) sur un total de 763 personnes de plus de 14 ans ; pour les non résidents appartenant à la tribu, les "actifs occupés" sont au nombre de 66 et es chômeurs au nombre de 16 sur une population non résidente (de plus de 14 ans) de 141 personnes (cf. Panorama des Tribus, ITSEE).

1.2.1 - Les activités par catégories sociales

L'étude n'a pas produit de données statistiques actualisées sur l'importance des activités salariées au sein de la tribu. Les enquêtes effectuées permettent cependant de donner une première image qualitative de la réalité et d'identifier des tendances ¹.

Quelques observations se dégagent des entretiens effectués concernant les activités des membres des maisonnées :

- La plupart des hommes de plus de 40 ans, travaillent ou ont travaillé à l'extérieur de la tribu. Les emplois sont généralement non qualifiés, comme le mettait déjà en évidence une enquête effectuée en vue de la réhabilitation de l'habitat, en 1987. Les principaux secteurs d'embauche sont le transport, la manutention (SLN, docks), les travaux publics (entretien des routes, ...) etc.
- En ce qui concerne les femmes de cette tranche d'âge, il est plus rare qu'elles travaillent (ou aient travaillé) de façon régulière. Certaines d'entre elles ont un emploi de femme de ménage, d'autres sont monitrices de cantine, etc. Le plus souvent, les emplois des femmes sont temporaires.
- Pour les hommes de la tranche d'âge inférieure (environ de 25 à 40 ans), la proportion d'emplois stables est plus faible et le nombre de contrats courts augmente. Corrélativement, les périodes sans emploi sont plus longues sur l'année : nombre d'activités génératrices de revenus comblent les périodes sans salaire. Parallèlement, les épouses contribuent de façon plus importante au budget familial par quelques heures de ménage ou la vente occasionnelle de produits de la pêche, du jardin, etc..
- Les jeunes adultes se trouvent confrontés à une baisse importante des offres de travail. Le niveau de qualification s'améliore selon les données du recensement de 1996 et s'établit comme suit pour les résidents de plus de 14 ans :
 - 127 personnes sont titulaires d'un CAP, BEP.
 - 21 personnes sont titulaires d'un baccalauréat général.
 - 6 ont un baccalauréat technique ou professionnel.
 - 7 ont un diplôme universitaire égal ou supérieur à Bac +2.

A noter cependant que nombre de jeunes déclarent avoir suivi des cours techniques (notamment en électricité, ou en maçonnerie) mais que peu d'entre eux travaillent dans le secteur d'activité pour lequel ils ont été formés. De fait, les jeunes partagent généralement l'année entre des périodes d'embauche brèves (quelques mois) et la "vie à la tribu". Pendant la période de présence à la tribu, ils s'"occupent leur temps" par une participation plus ou moins active aux activités telles que le jardinage et les plantations, la pêche, parfois la sculpture.

¹ Rappelons que les enquêtes ont été réalisées par entretien et que les objectifs poursuivis excluaient l'utilisation d'un questionnaire appliqué systématiquement ainsi qu'un échantillonnage basé sur des critères socio-économiques. L'équilibre entre les groupes rencontrés ainsi que la qualité de la relation établie ont primé sur la représentativité statistique des personnes interrogées..

- Les jeunes ayant une vie maritale et des enfants semblent adopter une des deux attitudes suivantes :
 - une situation professionnelle "intéressante" (un contrat d'au moins un an) les pousse à quitter la maison parentale et à construire une case indépendante. Le ménage recherche alors une certaine autonomie financière, qu'il pourra atteindre par de petits contrats, le travail occasionnel de la jeune femme, etc. Les périodes d'inactivité sont consacrées à la construction de la case, le jardinage, la participation à des activités collectives du clan (comme la construction de cases dans le quartier de St Paul). Les jeunes femmes, généralement originaires d'autres tribus de la Nouvelle Calédonie, ont très rarement des activités salariées.
 - pour les jeunes ménages "non autonomes" (c'est-à-dire habitant chez les parents de l'époux), la situation est différente. Le budget de la maisonnée est collectif², et il est fréquent que le chef de ménage (généralement le père) soit le seul salarié de la maisonnée : son salaire constitue le seul apport fixe destiné à nourrir son ménage et celui d'un (parfois plusieurs de ses) fils mariés. Dans ce cas de figure, le salaire de petits contrats occasionnels (qui représentent de 3 à 6 mois par an) ou le bénéfice d'activités de ventes informelles est consacré en grande partie au budget alimentaire de l'ensemble de la maisonnée. Cette situation de cohabitation est ancienne et encore fréquente. Elle est aujourd'hui rendue plus délicate du fait que les jeunes participent de moins en moins aux activités agricoles (jardins, plantations, petit élevage). Or, ces activités contribuent pour une grande part à l'alimentation de ces maisonnées complexes. Dans le discours des plus âgés, cet état de fait se traduit souvent par des commentaires lassés, comme "il n'y a plus que les vieux qui cultivent", assortis de jugements sur l'inactivité relative de ces jeunes, trop "tournés vers la ville". Au cours des enquêtes, deux types de comportements ont cependant été identifiés parmi ces jeunes. Les uns que l'on pourrait qualifier de ménages "actifs", participent encore aux activités familiales telles que la pêche (poissons, crabes), la plantation de quelques rangs de manioc ou de légumes, dans le but de compléter les apports alimentaires communs. Les autres, que nous qualifierons de "dépendants", ne participent plus à ces activités ; ils sont donc dépendants financièrement des revenus salariés du chef de famille. Ils mettent en place des stratégies "argent de poche", de façon ponctuelle, afin de financer leurs besoins personnels.
- Les jeunes adultes célibataires, vivant chez leurs parents (ou leurs grands-parents) montrent également cette dualité de comportement. La part de "dépendants", c'est-à-dire de jeunes inactifs, est cependant plus importante, du fait de l'absence d'enfants à charge. Les activités ponctuelles informelles génératrices de revenus, sont également plus rares.

² Dans certains cas, la cuisine est cependant scindée en deux unités, mais il s'agit alors le plus souvent de second ménages autonomes d'un point de vue du revenu, du fait d'une activité salariée, qui vivent dans des cases mitoyennes sur la même concession.

1.2.2 - Les différentes activités au sein de la tribu (en dehors de l'agriculture)

Les activités salariées, "à l'extérieur", ne sont pas abordées ici, les activités agricoles font l'objet d'un chapitre spécifique (cf. infra).

a - La pêche

La pêche aux crabes et aux poissons est toujours pratiquée par les habitants de la tribu, malgré la pollution organique (dûe à l'érosion des sols miniers) de la baie. D'après les entretiens réalisés, les quantités pêchées sont en baisse.

Deux types de pêche sont pratiqués : la pêche au crabe (à pied) et la pêche de divers poissons (au filet). Ces deux activités ont lieu toute l'année, avec une influence saisonnière marquée : les quantités pêchées sont plus importantes en saison chaude. La pêche au crabe s'effectue en fonction du cycle lunaire ; elle est surtout pratiquée par les femmes, en groupes de deux ou trois et les produits sont autoconsommés ou vendus ; la vente s'effectue soit aux épiceries de la tribu, soit aux supérettes de la commune, soit, pour les crabes uniquement, au bord de la route (sur commande).

Tous les habitants de la tribu ne pratiquent pas la pêche : les environs immédiats du quartier St Jean Bord de mer, semblent réservés à ses habitants et aux familles apparentées. A noter que les jeunes sans emploi du quartier St Jean déclarent plus fréquemment la pêche comme source occasionnelle de revenus que les habitants des autres quartiers.

b - L'artisanat

La seule activité artisanale notable à St Louis est la sculpture sur bois traditionnelle. Environ 10 hommes (de moins de 40 ans) sculptent ; le développement de la sculpture parmi les jeunes est récent (environ 4 ans). Pour la majeure partie d'entre eux, il s'agit d'un passe-temps, qui n'est pratiqué que pendant les périodes où il n'ont pas d'emploi. Cependant, quatre d'entre eux vendent leur production : un en fait son activité principale (inscrit au registre des métiers), un autre vend régulièrement sur le bord de la route et deux sculptent sur commande, et exposent une à deux fois par an (à la mairie, à l'occasion de fêtes). Les autres jeunes sculpteurs pratiquent sans intention de vendre leurs objets.

A noter que les femmes de l'association Algawe ont tenté de développer une activité de couture par l'intermédiaire d'une association caritative. Cette activité, destinée à financer l'association, semble assez peu développée (une vente par an).

c - La vente de services

La préparation des parcelles destinées aux plantations, et notamment le défrichage de nouvelles parcelles après installation sont effectuées soit au motoculteur soit au tracteur. Deux producteurs de la tribu offrent ce service, de façon occasionnelle. A l'exception des propriétaires de motoculteurs, les cultivateurs y font tous appel, principalement pour la mise en place de l'igname et du manioc.

2 - L'agriculture dans la Tribu de Saint-Louis

2.1 - Bref rappel historique

A l'époque de la mission ³ : dès la mise en place de la mission à Saint Louis, la plaine est mise en valeur par des cultures vivrières, la canne à sucre... En 1868, la mission possède une roue hydraulique pour faire tourner un moulin et une scie, une école internat [...], une forge, une usine à sucre, suivie en 1875, d'une rhumerie. L'irrigation de la plaine, par le déversoir, permet cultures vivrières, riziculture et élevage bovin.

Jusqu'aux années 50, les pères assurent l'éducation des enfants de Saint Louis : français et rudiments de calcul sont au programme le matin, tandis que l'après-midi est consacrée au travail de la terre ; les jardins et plantations de la mission sont jusqu'à cette époque entretenus en partie par les enfants de la tribu.

Avant la guerre, la grande majorité des habitants de la tribu pratiquaient l'agriculture et recherchaient une complémentarité entre les produits des jardins ⁴, des plantations et la pêche. Les cultures des plantations étaient essentiellement l'igname et le taro, la patate douce, les pommes de terres, etc. Dans les jardins situés à proximité des cases, quelques légumes étaient cultivés (carottes, "chou kanak") ; les arbres fruitiers (manguiers, pomme cithère...) et les bananiers étaient nombreux. Dès cette époque, les femmes de la tribu allaient vendre leurs produits au marché de Nouméa, une fois par semaine : "il y avait une charrette et un cheval".

Les terres du bord de mer, sableuses et en partie irrigables ont été confiées par la mission à des **métayers japonais**, qui pratiquaient la riziculture et le maraîchage. Pour les personnes les plus âgées de la tribu, qui ont observé leurs pratiques, "l'agriculture à la japonaise" reste un exemple de productivité.

Depuis l'arrivée des Américains, et suivant une tendance croissante dans la période d'après-guerre, les hommes de la tribu s'orientent de plus en plus vers des activités salariées à l'extérieur de la tribu. La main d'oeuvre agricole diminue donc. Toutefois, les anciens et les femmes poursuivent la mise en valeur des terres de réserve, aidés par les hommes plus jeunes pendant leur temps libre. Il semble donc que la mise en valeur des terres de plantations se soit maintenue jusqu'aux années 70. D'après R. Wamytan, l'arrivée des Américains aurait définitivement mis fin à la culture de taro irrigué en terrasses, puisqu'ils se seraient installés sur le site. Aujourd'hui, plus personne ne cultive le taro en tarodières irriguées ; seules quelques personnes âgées en connaissent encore les techniques.

Dans les années 60/70, la vente hebdomadaire au marché s'organise : deux camions (appartenant à deux entrepreneurs de la tribu) sont chargés de véhiculer les femmes jusqu'au

³ D'après les "Chroniques du Mont Dore".

⁴ Nous appellerons "jardin", les parties d'enclos privatifs consacrés aux cultures vivrières, à l'exception des cultures de tubercules ou de racines, qui, elles sont généralement mises en place dans des parcelles plus grandes, situées dans la réserve, que nous nommerons "plantations". Les éléments discriminants de cette classification personnelle sont essentiellement la proximité de l'habitat et la distinction effectuée par les personnes enquêtées.

marché de Nouméa. Elles vendent manioc, patates douces et fruits, ainsi que des produits prélevés dans la forêt, tels que des bouquets de fougères arborescentes.

Les terres sableuses du bord de mer, qui appartiennent à la mission, sont cultivées par des métayers vietnamiens, qui produisent riz et légumes. Ils remplacent les Japonais, exilés pendant la guerre. Plusieurs personnes de la tribu travaillent comme ouvriers chez eux.

Toujours à cette époque, les terres de la réserve sont en partie consacrées à l'élevage bovin : "toutes les familles avaient au moins une vache ; on s'en servait pour la coutume". Cette activité s'achève environ à l'époque de la crise du nickel (l'explication avancée étant que les vols de bétail deviennent trop fréquents).

Progressivement, les **activités agricoles déclinent**, notamment sur les terres de réserve. Plusieurs explications se mêlent :

- les jeunes adultes, de plus en plus attirés par un mode de vie proche de la société de consommation, recherchent un travail salarié et négligent les activités agricoles de leurs parents. D'ailleurs, la transmission du savoir technique, autrefois assuré par les parents, est rendue difficile par le fait que la classe d'âge supérieure travaille en grande partie à l'extérieur. La formation technique agricole dispensée à l'école par les pères maristes est abandonnée dans les années 70. Elle sera toutefois présente, pour les femmes, sous la forme des cours de préparation à la vie dispensés par Soeur Véronique.
- les conflits fonciers s'exacerbent en 1983 et rendent difficile la mise en valeur des terres de réserve. Parallèlement, de plus en plus de parcelles de réserve sont utilisées pour la construction de cases, du fait de l'expansion démographique.
- le modèle agricole ordinairement diffusé (par les organismes de développement du territoire) est largement orienté vers une agriculture productiviste, qui conjugue généralement des investissements importants en terres, mécanisation et main d'oeuvre. Ce modèle est fort éloigné des caractéristiques et contraintes propres à l'agriculture en tribu (notamment en ce qui concerne le statut foncier mais aussi la difficulté d'obtenir des prêts, du fait que les terres ne peuvent servir de garantie). Il ne semble pas exister, dans l'esprit des jeunes de la tribu, d'alternative entre le modèle de production agricole "de subsistance" de leurs grands parents (peu attrayant) et le modèle agricole "européen" (jugé inaccessible).
- aujourd'hui, la disparition des anciens, qui entretenaient les plantations et les jardins (afin d'assurer la consommation familiale) se fait ressentir de façon forte. Le travail à temps partiel des hommes permet encore à certains ménages d'assurer la récolte des ignames et des tubercules nécessaires à la consommation ; cependant, dans la majorité des ménages, l'autoconsommation n'est plus assurée, comme en témoigne la vente de produits vivriers dans les quatre commerces qui existent dans la tribu.

2.2 - La situation foncière

2.2.1 - Les terres de réserve

La répartition du foncier entre les différents clans et familles n'a pas fait l'objet d'enquêtes exhaustives, dans la mesure où ce sujet est difficilement abordable dans une enquête de courte durée ayant pour objectif de dresser un premier diagnostic rapide.

Nous avons cependant recueilli quelques éléments susceptibles à donner une image de la situation du foncier dans la tribu.

Les surfaces de réserve peuvent être grossièrement scindées en trois ensembles : **les terres "de montagne"**, escarpées et boisées (dans une proportion d'environ 1/6, situées au nord-est), un ensemble plus vaste, constitués de **petites vallées entourées de collines** (environ la moitié de la surface totale) et enfin des **terres plus planes**, situées de part et d'autre de la route (1/3 de la surface). Une partie de ce troisième ensemble est marécageux et on y observe de nombreux niaoulis.

L'attribution des terres de réserve, dans le passé, semble avoir concerné les habitants sans distinction d'origine. La réserve aurait été partagée en différentes zones, attribuées aux clans. Au sein de ces zones, le responsable du clan se charge de la répartition entre les familles. Aujourd'hui, semble-t-il, un jeune adulte qui désire s'installer dans la réserve, le fera sur une portion des terres de son père, issue du partage avec ses frères. Cette information semble confirmée par le regroupement des parcelles de plusieurs familles d'un même clan.

On observe par ailleurs, dans la configuration de l'habitat, que certaines familles sont regroupées le long de petites vallées, au sein de la réserve. Les terres concernées, majoritairement situées dans la réserve, sont cependant qualifiées de **"terres vierges"**. Par cette appellation (ainsi que par les commentaires qui y sont associés "ici, la terre n'est à personne", "ici, ce n'est pas la tribu"), les habitants semblent revendiquer un statut spécifique, qui les mettrait hors de portée des tensions foncières éventuelles. Nous ne connaissons pas la raison de ce statut spécifique, étant donné que ces terres se trouvent sur la réserve, ainsi que le montre le cadastre.

Les enjeux fonciers (au sein de la réserve), mis en sommeil dans les années 70 du fait de la désaffectation vis-à-vis des activités agricoles semblent avoir été récemment réactivés. En effet, si les terres de la réserve sont aujourd'hui très largement sous-exploitées en tant que terres agricoles, elles sont en revanche utilisées pour la construction de nouvelles habitations. Or, la construction d'habitation en dur (notamment grâce à l'obtention des aides sociales et d'emprunts) est conditionnée par la signature d'un procès-verbal de palabre concernant le terrain.

En résumant, on peut dire que la mise en valeur agricole des terres de la réserve est aujourd'hui relativement faible ; rendue difficile du fait de la multiplication des tensions, cette baisse de la mise en valeur semble aussi et surtout liée à la modification du mode de vie des habitants de la tribu.

2.2.2 - *Les autres terres disponibles*

Tout autour de la tribu, se trouvent des terres domaniales, les terres de la Société Civile de Saint Louis, ainsi que les terres de la Société de Marie (aujourd'hui revendues à l'ADRAF et en cours d'attribution au GDPL). Certaines parties de ces deux dernières propriétés ont fait l'objet de cessions de la part des pères, sous forme de prêt ou de location, mais parfois des producteurs se sont installés de leur propre initiative.

Les utilisateurs de ces terres étaient des Européens (un éleveur est toujours présent sur les terres de l'ex société de Marie), des Wallisiens et Futuniens (la communauté de l'Ave Maria) ou des habitants de la tribu (deux familles à notre connaissance exploitaient les terres du bord de mer).

On peut donc considérer, **du point de vue du foncier, trois situations selon les familles :**

- la famille ne dispose pas de parcelles dans la réserve : les activités agricoles, quand elles existent, sont donc limitées à l'enceinte du jardin vivrier ;
- la famille dispose de parcelles dans la réserve : les cultures de plantation sont possibles, mais aujourd'hui limitées par l'extension de l'habitat et pour certaines, par des tensions foncières ;
- la famille dispose de parcelles hors réserve : l'activité agricole est "libre" (davantage soumise à des contraintes économiques que sociales), mais le statut de la terre la rend aléatoire.

Nous sommes donc dans un cas de figure complexe, dans lequel l'attribution des terres de l'ex société de Marie au GDPL, pourrait remettre en cause, au moins partiellement, certaines des activités agricoles qui se sont développées en dehors des terres de réserve. En effet, quelques habitants de la tribu, désireux de mettre en place une agriculture à vocation marchande, l'ont fait sur les terres de l'ex-Société de Marie (taille plus importante des parcelles, qualité des terres et aussi absence de pressions sociales). Il conviendrait, après la constitution du GDPL, de prendre en compte cette situation afin de permettre la poursuite de ces activités (établissement d'un bail par exemple entre le GDPL et les producteurs).

2.3 - **Les activités agricoles**

De nombreuses enquêtes avaient comme préambule, de la part des personnes rencontrées, des expressions telles que "il n'y a plus d'agriculture à Saint Louis", ou encore "les jeunes ne font plus du tout d'agriculture".

Cependant, un nombre non négligeable d'habitants de la tribu pratiquent des activités agricoles. Bien qu'elles ne soient que rarement une source importante de revenus des ménages, elles peuvent constituer (notamment pour les femmes) une part des revenus d'appoint, et permettent la base indispensable de l'alimentation des familles.

2.3.1 - *Les jardins vivriers*

Toutes les cases de la tribu sont entourées d'un enclos privatif dont la superficie varie de 400 à 1000 m². Cet espace, parfois occupé par des cases secondaires, est généralement très abondamment fleuri, témoin de la passion que portent toutes les femmes de la tribu aux fleurs et aux plantes. L'échange de graines, de plants, de boutures au sein de la tribu, ou avec d'autres tribus est très fréquent. S'il ne s'agit pas d'une activité agricole à proprement parler, elle témoigne néanmoins de l'intérêt des femmes pour les plantes et l'horticulture.

De nombreux **arbres fruitiers** sont également présents dans les jardins privatifs : letchis, manguiers, orangers, citronniers, pamplemoussiers, corossol, arbres à pain, jacquiers, pêchers, pommiers cithère et pommiers "kanak" sont les principales essences recensées. Sur les terres de la réserve, destinées à la construction, ces arbres sont généralement plantés plusieurs années avant la construction de la case, et peuvent constituer une sorte de marque d'appropriation du foncier.

Si la récolte des fruits sert majoritairement à la consommation familiale, il n'en est pas de même pour des essences telles que le letchi, dont le prix incite de nombreuses familles à la vente. La période de récolte (novembre / décembre) correspond également à celle de fruits tels que les mangues, les pommes kanak, ou encore les corossols. La vente de l'ensemble de ces fruits, et notamment des letchis constitue un revenu journalier très significatif, à une période qui précède les fêtes.

Certaines personnes enquêtées ont tenté de mettre en place des vergers dans leur parcelle de réserve. De fait, les incendies et les vols de récolte sont fréquents, et limitent l'extension de cette initiative.

Quant aux **productions vivrières**, toujours présentes, leur importance dépend essentiellement de la main d'oeuvre disponible. Les principales productions des jardins de case sont les bananes, les taros, les patates, le manioc, le chou "kanak", parfois assortis de légumes tels que haricots, carottes, pommes de terre, salade, chou chine, etc. Pour certaines familles, l'emplacement du jardin est délocalisé par rapport au lieu d'habitation principal et se trouve au bord de la Thy ; l'irrigation des productions maraîchères en est alors facilitée.

Pour la grande majorité des familles, ces productions sont uniquement destinées à la consommation familiale.

Aujourd'hui, l'entretien des jardins est plus faible qu'il y a 20 ans : conséquence logique du vieillissement de la "population agricole" et de l'orientation stratégique de jeunes générations, qui recherchent avant tout un travail salarié. Toutefois, la grande majorité des cases construites par de nouveaux ménages s'accompagnent d'un jardin vivrier, comportant au minimum quelques plants de manioc, des bananiers, en sus des fleurs et arbres fruitiers. Même si les techniques sont parfois diversement maîtrisées, "il faut demander aux vieux, eux, ils savent comment planter, avec la lune", la mise en place de jardins vivriers pour la majorité des jeunes ménages, dès leur installation, témoigne du maintien de cette pratique.

2.3.2 - *Les plantations*

Ignames, patates douces, taros et manioc sont les principales cultures sur les parcelles de plantation, terme que nous utilisons pour désigner les parcelles situées dans la réserve. Majoritairement destinées à l'autoconsommation familiale, ces cultures sont surtout pratiquées par les personnes âgées de plus de 40 ans, en particulier les retraités et les femmes de cette classe d'âge. La main d'oeuvre occasionnelle nécessaire à l'implantation des cultures (notamment pour l'igname, les patates douces) est toujours familiale. Même si de nombreuses personnes dénoncent le manque d'intérêt des plus jeunes pour ces cultures et les travaux qu'elles impliquent, il s'agit de ne pas généraliser : dans certaines familles, ou dans certaines assemblées de quartier, l'importance des activités traditionnelles telles que la culture de l'igname est sans cesse réaffirmée. Dans une certaine mesure, cette attitude explique que nos enquêtes fassent ressortir des différences importantes dans les discours tenus par les différentes familles rencontrées, en ce qui concerne l'intérêt des jeunes pour ce type d'activités agricoles.

Les tensions foncières, ainsi que le lotissement de la réserve, ont entraîné la diminution des surfaces de réserve consacrées à ces cultures ; cependant, une stratégie plus personnelle ou parfois familiale de contournement de ces conflits a poussé certains habitants à mettre en valeur des terres hors réserve, généralement sur les terres de la mission (location, prêt, etc.).

2.3.3 - *Le maraîchage*

Nous distinguerons ici les cultures maraîchères destinées à l'autoconsommation (décrites dans le paragraphe précédent) des productions maraîchères destinées à la vente, principales activités de trois unités agricoles enquêtées. Les productions sont diversifiées et traduisent les différences de stratégies des différents producteurs : radis, navet, haricot, et carottes pour l'un d'entre eux ; pastèque et melon pour le second ; et enfin pomme de terre et divers légumes pour le dernier. Nous verrons dans les paragraphes suivants (facteurs de production, foncier), les caractéristiques propres à ces unités d'exploitation, qui se distinguent, en de nombreux points, des unités de production familiales précédemment décrites.

2.3.4 - *L'élevage*

Bien que très présent dans les années 50/60, quand la majorité des familles possédaient quelques têtes, l'élevage bovin n'est aujourd'hui pratiqué que par un seul habitant de la tribu.

L'élevage porcin est plus répandu : nos enquêtes recensent en effet une dizaine de petits élevages (évaluation non exhaustive), constitués de 3 à 10 bêtes. Retraités et hommes en activité sont les profils type de ces éleveurs. La consommation lors des cérémonies est complétée par la vente dans le cas des élevages les plus importants. Il semble que l'écoulement des produits se fasse essentiellement au sein de la tribu, et même parfois à domicile. La communauté wallisienne constitue un acheteur important.

L'approvisionnement en aliments (situé à Ducos) ne peut être effectué que si l'on est véhiculé : pour les jeunes, qui n'ont pas de voiture, cette activité n'est donc pas envisageable ;

L'élevage avicole, souvent en liberté ou semi-liberté, est également présent ; ses produits sont majoritairement destinés à l'autoconsommation.

Fumier de porc et de poules sont généralement utilisés pour les cultures, telles que les bananiers, les cultures maraîchères.

2.4 - Les initiatives agricoles collectives

2.4.1 - *L'association des femmes Algawe*

Au début des années 90, l'association des femmes met en place des parcelles de culture communautaire sur des terres sableuses, en bordure de la Thy. Pommes de terre, patates douces, bananiers ont été plantés, les plants étant fournis par un agriculteur à La Coulée. Les terres utilisées faisaient partie de la Société de Marie et l'accord du clan terrien a été sollicité. Les femmes de l'association ont loué les services d'un tracteur pour la préparation de la terre et ont pris en charge l'ensemble des travaux agricoles de plantation, d'entretien et de récolte. Malheureusement, un cyclone a détruit une partie de la récolte, du fait de l'inondation des terres. Seules les pommes de terre ont été récoltées puis vendues dans un magasin de la tribu, au bénéfice de l'association.

Cette expérience est aujourd'hui commentée avec amertume par la présidente de l'association : deux éléments expliquent qu'elle n'ait pas été renouvelée : le manque de moyens de l'association (pour la location des terres, du tracteur, l'achat des plants) et la difficulté de mobiliser des jeunes femmes, mères de famille, sur un projet à moyen terme.

2.4.2 - *Le GIE*

En 1985, quelques agriculteurs de St Louis s'organisent en GIE, dans le but de mettre en place une exploitation commune de parcelles appartenant à la société civile de Saint-Louis. Ce projet présentait plusieurs aspects: la mise en place d'une exploitation "maraîchage/élevage", la volonté de reprendre l'activité d'élevage laitier (de M. Boche) et le désir d'impliquer des jeunes dans ce type d'activité agricole. Il n'a pas été possible d'avoir la composition exacte de ce GIE : un particulier européen ayant travaillé de nombreuses années dans des projets de développement (FADIL, ODIL, ADRAF) y a été associé de façon informelle. Les terres ont été louées à la Société Civile et des cultures de patate ont été mises en place.

Cette expérience fut un échec. Nous n'avons pas pu réunir tous les éléments permettant de l'expliquer. Cependant, plusieurs explications sont avancées :

- le financement du projet n'aurait pas pu être obtenu ;
- les négociations avec la Société Civile de Saint Louis pour acquérir les terres où était installé l'élevage laitier n'ont pas abouti, car le prix était trop élevé ;
- les premiers essais réalisés auraient été décevants ;
- la volonté d'implication des jeunes, notamment dans la conduite de l'élevage, a été très peu suivie. Plusieurs d'entre eux ont travaillé avec le GIE, notamment sur l'exploitation laitière, pour apprendre le métier, mais ils ne seraient pas investis de façon durable.

2.5 - Essai de classification et caractérisation sommaire des différentes formes d'agriculture dans la la tribu

Après ce premier tour d'horizon des activités agricoles dans la tribu, il est possible de classer les formes d'agriculture selon leur destination ; trois cas ont été identifiés : une agriculture tournée vers la consommation familiale ; une agriculture faiblement articulée au marché et, de façon très minoritaire, une agriculture plus marchande.

2.5.1 - *L'agriculture destinée à la consommation familiale est dominante*

Aujourd'hui encore, la grande majorité des ménages rencontrés mettent en valeur jardins et plantations dans le but de pourvoir à l'alimentation de la maisonnée, qui accueille souvent plus de 6 personnes. Etant donné le faible nombre d'actifs salariés par maisonnée, cette production pour l'autoconsommation est nécessaire à l'équilibre budgétaire des ménages.

Elle est, la plupart du temps, le fait des femmes, et des hommes âgés (retraités). Les plus jeunes femmes, ainsi que les jeunes hommes sans travail y participent de manière épisodique. Pour certaines personnes enquêtées, la vente des surplus occasionnels n'est pas envisageable : les légumes ou fruits sont distribués au sein de la famille, à la famille proche. C'est pourquoi une part importante des ménages de la tribu ne vendent pas ou peu de produits de leurs jardins.

Malgré l'intérêt de ces productions, il est certain qu'elles tendent à diminuer, faute de main d'oeuvre motivée, et faute d'appui technique. L'autosuffisance pour les produits vivriers anciennement cultivés dans les jardins de case ou les plantations (ignames, taros, manioc) n'est donc plus assurée pour un nombre grandissant de ménages, qui achètent souvent ces produits dans les magasins de la tribu.

2.5.2 - *Une agriculture faiblement articulée au marché*

La vente de produits agricoles constitue un autre mode de valorisation des productions des jardins de case et des plantations. Il est rare que les produits vendus aient été plantés uniquement dans ce but ; cependant, et c'est une attitude récente, de plus en plus de femmes cherchent à obtenir des surplus dans le but de vendre (essentiellement des légumes, comme les concombres, les haricots...).

En général, lorsqu'il y a des surplus, deux attitudes sont envisageables : la distribution au sein de la famille élargie, fréquente en milieu tribal, ou la vente. Cette deuxième démarche est perçue de façon très différente selon les personnes : la vente de produits du jardin à un membre de la famille ou du clan est inconcevable pour certains ("on ne vend pas à quelqu'un de sa famille") ; pour d'autres, elle constitue un revenu régulier, même s'il n'est pas très conséquent. La vente des produits s'effectue alors soit dans les magasins de la tribu, soit dans des superettes voisines de la tribu, soit sur le bord de la route (le week-end). Elle peut être assurée par des intermédiaires, appartenant à la tribu.

Le contexte familial, l'initiative personnelle, l'éloignement par rapport à la route (principal lieu d'écoulement des produits) sont autant de critères qui entrent en compte, sur le plan individuel, pour prendre la décision de vendre et pour les modalités de vente. Les réseaux de relations familiales semblent jouer un rôle important : ainsi, si une femme vend régulièrement ses

produits agricoles au bord de la route tous les week-ends, les autres femmes de sa famille seront incitées elles aussi à vendre leurs surplus, même s'il s'agit de très petites quantités.

Environ quatre personnes (des femmes âgées) **vendent**, chaque semaine, **sur le bord de la route**. Il s'agit de légumes et de tubercules de leur propre production, ainsi que des surplus des jardins de case de personnes de leur famille proche. Dans ce dernier cas, la démarche est la suivante : les femmes apportent à la vendeuse leurs produits, pesés et conditionnés en poches à un prix fixe. Il n'y a pas d'accord préalable sur la rémunération de la vendeuse : en fonction du prix de vente, une partie, laissée à l'estimation de la productrice, est rétrocédée à la vendeuse. Une femme s'est ainsi spécialisée dans la vente de taro.

Pendant la période de récolte des fruits (novembre et décembre), le nombre d'étals sur le bord de la route augmente considérablement. Plus d'une vingtaine de personnes vendent, pendant le week-end, des letchis, des mangues et d'autres fruits. C'est une période d'intense activité commerciale pour les femmes et, dans une moindre mesure, pour les hommes sans emploi. Le produit de ces ventes permet de financer les fêtes de Noël et pour les letchis il peut être important. Pendant la pleine saison, certaines personnes (possédant un véhicule) se déplacent jusqu'aux quartiers périphériques de Nouméa pour vendre.

Sur ces étals sont également proposées des plantes décoratives en pots. D'après les entretiens, deux femmes âgées pratiquent ce type de vente ; une quinzaine de femmes (notamment sous l'impulsion des deux associations féminines) vendent des fleurs coupées et des plantes en pots au moment de la Toussaint, ou lors de la Journée des Femmes à La Conception, qui a lieu en juillet.

La vente dans les magasins de la tribu concerne essentiellement les produits tels que le manioc, le taro (l'igname n'est jamais vendu) et quelques productions maraîchères telles que le haricot, la christophine, etc. Les prix sont inférieurs au prix du marché. Les produits sont apportés en petite quantité, en fonction des surplus passagers de produits destinés à l'alimentation familiale ; c'est une vente informelle et occasionnelle. Malgré l'absence d'estimation chiffrée des quantités, il semble que les échanges soient importants et que l'offre soit encore insuffisante car la demande au sein de la tribu est forte (notamment de la part de la communauté wallisienne).

La vente dans les épiceries de la commune ne concerne que deux ou trois personnes (quelques jeunes hommes du quartier du Bord de mer y vendent des produits de la pêche, un retraité y écoule des produits de son jardin (taro, manioc, légumes et fruits)).

A noter qu'aucun habitant de la tribu ne profite de la possibilité d'écouler ses produits sur le marché du Mont Dore. Ce marché existe depuis environ 6 ans et il a longtemps été géré par la communauté tahitienne. Un changement de gérance est intervenu en 1995 ; elle est assurée maintenant par un producteur européen de la Coulée, les stands semblent s'être diversifiés. Aucun agriculteur de la tribu n'utilise cette opportunité de vente car les femmes préfèrent écouler leur production sur le bord de la route, la plupart n'ayant pas de véhicule.

2.5.3 - Une orientation plus marchande, mais minoritaire

Seules deux personnes vendent leurs produits sur **le marché de Nouméa**. Un des deux producteurs maraîchers recensé utilise un intermédiaire ; le second a loué directement une table au marché depuis plus de 20 ans.

Ces deux exploitants ont en commun la volonté d'investir les moyens dont ils disposent dans une activité agricole marchande, dont ils connaissent l'intérêt en termes de revenu. Dans les deux cas, les producteurs disposent d'une "grande" surface (dont ils ont hérité, ou que leurs parents ont loué), de moyens financiers importants (ils ont réinvesti dans l'équipement agricole une forte part des revenus d'une activité antérieure, commerciale).

Ces producteurs connaissent bien le marché et les possibilités de vente mais leur stratégie est très marginale dans la tribu. Ils n'ont jamais bénéficié d'appuis spécifiques ni de programme d'aide agricole ; à noter que l'un d'eux a fait une demande d'aide à la province pour créer un élevage mais que sa demande n'a pas abouti.

2.6 - Contraintes à l'agriculture

Les activités agricoles existent donc dans la tribu de Saint-Louis où elles continuent à jouer un rôle significatif dans l'alimentation familiale et sont des revenus d'appoint, notamment pour les femmes. Cependant, les propos recueillis au cours de l'enquête révèlent que la production agricole tend à diminuer du fait de la présence de fortes contraintes.

2.6.1 - Une activité socialement dévalorisée, notamment pour les jeunes

Les activités agricoles traditionnelles sont en diminution et restent essentiellement pratiquées par les personnes les plus âgées et par les femmes. Les hommes (salariés) consacrent une faible part de leur temps aux travaux agricoles mais participent à la préparation du sol, à la récolte. Pour la plupart des personnes âgées rencontrées, les jeunes "ne s'intéressent pas à l'agriculture". Cependant, certains jeunes, lorsqu'ils construisent leur propre maison, mettent en place un jardin diversifié ; la principale difficulté réside alors dans la mise en oeuvre de techniques qu'ils ne maîtrisent plus. En outre, ils ne souhaitent pas reproduire le modèle de vie de leurs grands-parents, dans lequel les cultures vivrières tenaient une bonne place. Pour la plupart des jeunes, les activités agricoles sont marginales et semblent faire d'un mode de vie "ancien," en voie de disparition. Il s'y ajoute que "le travail de la terre" est jugé "pénible", "dur" et que le travail salarié est considéré comme un moyen plus rapide que l'agriculture pour gagner de l'argent. Il est clair que l'importance prise par le travail salarié s'est accompagnée d'une modification des aspirations et des modes de vie qui touche de façon privilégiée les jeunes générations ; cela s'est traduit par une diminution considérable du temps consacré aux activités agricoles. Pour leur part, les générations qui sont à la retraite aujourd'hui ont su concilier le travail salarié des hommes à l'extérieur avec le maintien des activités agricoles à la tribu, comme les plantations et les jardins ; le maintien de ces activités n'a cependant été possible que grâce au travail des femmes et des anciens.

Malgré la situation de sous-emploi actuelle, les jeunes générations sont centrées sur la recherche d'un travail salarié ; plus ou moins active, cette recherche se combine avec des activités ponctuelles qui permettent de générer les ressources complémentaires indispensables.

2.6.2 - Un accès difficile aux moyens de production

La situation foncière des terres de réserve et les tensions qui peuvent y être liées, peuvent limiter les initiatives individuelles de mise en valeur. Il ne semble pas cependant qu'il s'agisse là d'un facteur déterminant de la baisse générale des activités agricoles dans la tribu, davantage liée, à notre avis, à des modifications importantes du mode de vie. Les jeunes adultes ne citent jamais spontanément la question foncière comme facteur limitant l'exploitation agricole des terres. Dans certains quartiers, au contraire, ils déclarent généralement bénéficier facilement des terres de leurs parents.

Toutefois, dans la mesure où les quelques activités agricoles marchandes de la tribu se sont mises en place sur des terres hors réserve (achetées, louées,...), on ne peut exclure que la situation foncière au sein de la tribu soit un facteur limitant les initiatives agricoles individuelles. Le manque de disponibilité financière est en revanche fréquemment citée par les jeunes et les retraités comme un facteur limitant l'investissement dans de petites activités agricoles marchandes ("il me faudrait un motoculteur [ou un tracteur] mais je n'ai pas les moyens"). A noter que les possibilités de crédits sont inconnues de la grande majorité des personnes rencontrées. En outre, l'accès au crédit est rendu difficile car les garanties exigées par la banque et la nécessité d'un apport personnel sont des conditions souvent impossibles à satisfaire.

2.6.3 - Un manque d'information et d'appui technique

D'une façon générale, les habitants de la tribu n'ont aucune connaissance relative aux aides et aux appuis dont ils pourraient bénéficier ; ils se considèrent d'ailleurs rarement comme "agriculteurs" et les aides de la Province Sud, pour l'arboriculture par exemple (kits fruitiers et engrais, après examen du terrain par le conseiller agricole) sont très peu connues.

Les femmes, les personnes les plus âgées, qui cultivent encore fruits, légumes et tubercules font face à de nombreux problèmes techniques. Les questions / demandes qui reviennent le plus fréquemment sont les suivantes :

- la fertilisation raisonnée des cultures assortie d'un diagnostic pédologique; plusieurs personnes ont ainsi insisté sur la nécessité de l'analyse de sols, qui leur permettrait de maîtriser davantage les engrais (certains d'entre eux utilisent des engrais chimiques et organiques) ;
- la baisse des rendements de cultures telles que l'igname ou les patates douces est souvent mentionnée ;
- des problèmes phytosanitaires sur les agrumes, les jacquiers, les arbres à pain, le taro sont signalés ; la plupart des producteurs déclarent ne pas savoir où s'adresser pour trouver des réponses à ces problèmes techniques (excepté les vendeurs de la coopérative

agricole, accessibles aux seules personnes motorisées) ; aucun d'entre eux ne connaît l'existence du conseiller agricole ;

- des problèmes d'approvisionnement en semences (ignames, pommes de terre..), en engrais existent à l'évidence car depuis quelques années, la coopérative agricole limite les quantités d'engrais vendues aux agriculteurs qui ne sont pas inscrits à la Chambre d'Agriculture; la plupart des personnes ne comprennent pas cette mesure ("pourquoi ne pouvons nous plus acheter la quantité d'engrais qui nous est nécessaire?") ; ils la considèrent parfois comme une "discrimination envers les petits agriculteurs". La réaction est la même en ce qui concerne la politique de régulation de la production de la pomme de terre, qui régleme l'accès aux semences, afin de maîtriser l'ensemble de la filière ; des petits producteurs rencontrés considèrent qu'ils n'ont plus la possibilité de commercialiser des pommes de terre, puisque "les quotas sont attribués en priorité aux gros producteurs" ;
- enfin, certaines parcelles sont difficilement cultivables, car elles sont sujettes aux inondations et parfois aux destructions des cultures par les rats ou autres animaux (dans la réserve, notamment au bord de mer).

2.6.4 - *Un marché mal connu, difficilement accessible*

Pour la majorité des personnes rencontrées, les possibilités de vente des produits agricoles sont extrêmement mal connues (à l'exception toutefois des fruits) ; pour les personnes qui vendent leurs surplus, les principaux lieux d'écoulement restent les magasins de la tribu (dont les prix semblent généralement inférieurs aux prix hors tribu). Les producteurs qui vivent près de la route (ou pour ceux qui connaissent une personne qui y va régulièrement) voient les possibilités de ventes s'élargir au marché "local" (au bord de la route).

Il est important de noter que la vente des produits agricoles est, pour la plupart des personnes rencontrées, limitée par les moyens de déplacement dont elles disposent (surtout pour les femmes et les jeunes).

3 - Place de l'agriculture dans les stratégies des habitants de Saint-Louis

On s'efforcera dans ce chapitre de présenter des stratégies qui font une place à l'agriculture ; dans la plupart des cas, il s'agit de stratégies "mixtes" qui combinent des activités salariées avec le développement / création d'une activité agricole de plus ou moins grande importance.

Quatre grandes stratégies ont été identifiées :

- dans le premier cas, il s'agit principalement des stratégies mises en oeuvre par la plupart des jeunes hommes de la tribu ("dépendants") : ils recherchent un travail salarié et pendant leur temps libre, ils s'efforcent de mener diverses activités lucratives. Cette stratégie fait peu de place à l'agriculture, mais certains jeunes se distinguent de la ligne générale par leur volonté de poursuivre et/ou mettre en place des activités agricoles.
- dans la deuxième catégorie, on retrouverait des hommes vivant en couple, autonomes et ayant un emploi, dont la stratégie est uniquement basée sur des activités salariées à

l'extérieur de l'attribut. Ils n'envisagent pas de reprendre les activités agricoles de "leurs ancêtres" ni de développer une production agricole nouvelle, aussi lucrative qu'elle puisse être. Il peut s'agir d'un désintérêt très fort vis-à-vis de l'agriculture mais parfois aussi, les personnes concernées se trouvent dans une situation foncière peu favorable.

- la troisième catégorie est composée de femmes non salariées : la plupart d'entre elles sont au chômage et les plus âgées assurent par leur production une part significative de l'alimentation familiale ; elle ont mis parfois en place des systèmes de vente qui leur permettent de générer des revenus améliorant les ressources familiales. Elles se déclarent souvent intéressées par le développement d'activités agricoles à vocation commerciale, notamment en groupe, et cherchent des appuis matériels, financiers, techniques, etc.
- dans la quatrième catégorie, on pourrait classer les personnes qui s'orientent vers la création ou le développement de productions maraîchères à vocation commerciale. Deux types d'acteurs adoptent cette stratégie : les retraités et certains hommes actifs ayant un emploi du temps leur permettant de consacrer plusieurs demi-journées par semaine au travail de la terre. A noter qu'il s'agit souvent de personnes ayant une situation foncière qui les met à l'abri des contestations.

Dans les pages suivantes, on s'efforcera de caractériser de façon plus précise les différentes stratégies identifiées et de les illustrer.

3.1 - Caractérisation des principales stratégies identifiées

3.1.1 - Stratégie "*Recherche d'un emploi salarié et/ou de ressources temporaires*".

Acteurs concernés : jeunes de la tribu, principalement des hommes, quelques jeunes femmes, sans emploi fixe.

Ces jeunes adultes vivent généralement chez leurs parents (jeunes célibataires, jeunes couples dépendants) et sont donc assurés d'une certaine sécurité matérielle. En général, un adulte de la maisonnée a un travail salarié (parfois une retraite) qui permet d'assurer les dépenses courantes de l'ensemble de la maisonnée. Les femmes mères de famille (sans emploi) assurent la plupart du temps une partie de la consommation familiale par la production des jardins et des plantations.

Deux types peuvent entrer dans cette catégorie :

• Premier type : peu d'intérêt pour l'agriculture

Activités et stratégies : pour ces acteurs, la recherche d'un emploi salarié est relativement active. L'objectif principal est d'accéder à certains biens de consommation (tels que télévision, voiture...) et à une certaine forme d'indépendance (case, lotissement).

De fait, ils travaillent quelques mois par an, sous forme de CDD ou de "petits boulots" non déclarés. L'argent gagné est investi en grande partie dans le budget familial commun, du fait de la règle de "convivialité".

Les périodes sans emploi sont parfois consacrées à des activités saisonnières lucratives, telles que :

- la vente de fruits du jardin familial (novembre/décembre) ;
- la vente de plantes (activité exclusivement féminine) ;
- la vente de poissons et de crabe ;
- la vente de sculptures.

Le bénéfice de ces ventes est généralement consacré à des besoins personnels.

Certains cependant (surtout les hommes, qui s'investissent dans les terres familiales) participent aux travaux agricoles familiaux. A noter que l'importance de l'investissement dans ces activités dépend des familles (certains jeunes sont influencés dans ce sens, par le biais de l'association de quartier de St Paul, par exemple).

De rares jeunes filles célibataires adoptent cette stratégie ; elles recherchent, et avec beaucoup de difficultés, un travail salarié. En général, plus timides, elles s'investissent moins dans des activités informelles (telles que la vente) excepté par l'intermédiaire d'une femme plus âgée de leur famille. Cependant, elles sont de moins en moins nombreuses à participer aux activités agricoles familiales. Pour elles, la situation est plutôt critique car les offres d'emploi sont rares.

Contraintes : le manque d'offres de travail et le manque de formation

W a une vingtaine d'années, il est célibataire et vit chez ses parents. Il a une formation d'artisan de service, mais il n'a jamais trouvé de travail dans ce secteur. Outre des activités dans la tribu (très faible participation aux activités de production alimentaire de la famille), il assure ses besoins en argent de poche grâce à la pêche (qu'il pratique avec ses cousins) dont ils vend les produits aux supérettes de la commune ; il vend également des fruits en décembre, au bord de la route. Ses recherches d'activité salariée sont très épisodiques et il se contente de vivre en famille, "puisque'il n'y a pas de travail". Pour lui, les activités agricoles suivies relèvent "d'une autre génération" ; il ne connaît pas les débouchés possibles pour les produits agricoles ni la rémunération envisageable et ne s'y intéresse pas.

Second type : Envisage une activité agricole, mais demande formation et appui

Il s'agit de personnes qui se retrouvent dans la même situation que le groupe précédent (non salariés, dépendants, activités informelles occasionnelles) mais qui envisageraient volontiers une activité agricole suivie ; les principales **contraintes** concernent l'accès au foncier, la formation technique agricole et les capacités d'investissement qui sont très réduites.

X. a une vingtaine d'années. Il vit maritalement et a des enfants. Il a récemment construit une case en matériaux traditionnels, dans la cour de la maison de ses parents. Cependant, il partage ses repas avec ces derniers, ainsi qu'avec ses frères et soeurs, plus jeunes que lui. Depuis la fin de ses études (CAP d'artisan), il a travaillé à plusieurs reprises pendant quelques mois (en CDD), comme jardinier (7 mois) ou artisan (2 fois 3 mois). En général, entre deux contrats, il reste sans emploi pendant 3 à 4 mois. Il est inscrit à l'ANPE mais compte

d'avantage sur le bouche à l'oreille, les relations avec des salariés la tribu pour trouver du travail. Son épouse ne travaille pas et n'est pas inscrite à l'ANPE.

Lorsqu'il travaille, il utilise la plus grande partie de son salaire pour participer aux frais du ménage des ses parents, outre ce qu'il consacre à ses enfants.

Lors de ses périodes sans emploi, il participe aux activités familiales de jardinage, comme tous les membres de sa famille. Les produits sont uniquement consacrés à la consommation familiale. D'autre part, il a pris l'initiative de débroussailler une parcelle hors réserve (environ 1/4 d'hectare) : il compte y faire pousser des haricots, des choux, des salades qu'il envisage de vendre en partie au magasin de la tribu. Il n'a encore aucune idée de ce que cela peut lui rapporter. Par contre, la parcelle de la réserve qui appartient à son père n'est pas cultivée car les limites en sont discutées, et "c'est trop compliqué".

Il se montre très intéressé par des informations sur des cultures maraîchères qui seraient rémunératrices, et sur les possibilités de vente. Cependant, il déclare avoir des possibilités d'investissement nulles, et considère que le fait de ne pas avoir un véhicule pour aller vendre ailleurs qu'à la tribu est un handicap très lourd.

3.1.2 - Stratégie "Suivre un mode de vie moderne"

Acteurs concernés : Hommes ayant un emploi fixe, couple "autonome"

Il s'agit principalement de couples indépendants, avec généralement au moins une activité salariée dans le couple. Agés de 25 à 50 ans, ils ont construit une maison "moderne", généralement sur les terres de la réserve.

Cette stratégie se distingue fortement des précédentes, dans la mesure où les activités de la famille sont entièrement tournées vers l'extérieur de la tribu : les hommes et souvent les femmes travaillent et ne cherchent pas à pratiquer l'agriculture.

Leur stratégie est basée sur le maintien ou la recherche d'un travail salarié et l'acquisition de biens de consommation modernes. Ils se trouvent parfois confrontés à des problèmes fonciers, dans le cas, par exemple, où ils construisent une maison (avec des fondations) dans la réserve.

3.1.3 - Stratégie "Pourvoir à l'alimentation, améliorer les ressources familiales"

Acteurs concernés : femmes mariées, sans emploi fixe, avec un mari ayant un emploi fixe ; femmes seules.

La plupart des femmes dont le mari travaille à l'extérieur cherchent avant tout à améliorer les ressources familiales. Le nombre d'enfants à charge est souvent élevé et il augmente avec le temps, lorsqu'un des fils vient s'installer sous le toit familial avec sa conjointe, voire ses enfants.

En majorité, les femmes de cette catégorie n'ont pas de revenu salarié fixe, mais souvent temporaire (heures de ménage, garde d'enfants, femmes de service dans les écoles). Les plus jeunes recherchent ce type d'emplois, afin d'augmenter le revenu familial.

Les principales activités agricoles visent à assurer une part de l'alimentation familiale : les femmes entretiennent jardins et plantations, aidées des anciens et de leurs maris (en dehors de

leurs heures de travail). Leur production est variée : fruits, légumes, tubercules et la pêche est une activité fréquente.

L'horticulture à but décoratif est également une de leurs activités principales.

Certaines produisent suffisamment pour vendre (au bord de la route, par l'intermédiaire d'une femme de leur famille, ou dans les magasins de la tribu). Il peut s'agir d'un surplus libéré en période de forte production (légumes, manioc, taro), ou alors des produits de parcelles cultivées uniquement pour la vente (concombre, taro) ; la vente de fruits est la plus répandue (letchis).

Plusieurs critères conditionnent la vente des produits du jardin : une famille peu nombreuse (qui permet des surplus temporaires), une parcelle accessible (et à l'abri des tensions foncières), la proximité des points de vente, ainsi qu'une certaine émulation de groupe, qui peut être familiale (toutes les femmes de la famille proche pratiquent la vente) ou associative.

Cette stratégie est la seule qui semble orientée vers des projets communautaires ou compatible avec eux ; à cet égard, l'expérience passée de l'Association Algawe paraît fort intéressante.

Contraintes : accès au foncier, manque de formation, méconnaissance des circuits de commercialisation, faible capacité d'investissement.

V a une quarantaine d'années ; elle vit avec son mari et ses enfants. Son mari a une activité salariée qui constitue le seul apport financier fixe du budget familial. Elle a plusieurs fois travaillé sous forme de CDD, mais ces contrats sont de plus en plus difficiles à obtenir. Parallèlement, elle cultive les parcelles du jardin de case et les plantations, essentiellement pour l'autoconsommation. Son mari l'aide pour les travaux de mise en place des cultures ou de récolte ; ses enfants y participent très rarement. Pour elle, l'objectif principal est de compléter le budget familial, surtout à certaines périodes (par exemple la rentrée des classes). Il lui arrive de vendre des surplus de son jardin (ou des produits de la pêche) dans ce but. Généralement, il s'agit de productions qu'elle a sciemment mises en place dans ce but. Toutefois, étant donné sa faible connaissance des produits commercialement intéressants, et de son faible accès au marché (elle n'a pas de véhicule, et vend par l'intermédiaire d'une connaissance, au bord de la route), ses bénéfices sont faibles. Elle formule des demandes d'information technique ainsi que sur les productions valorisables.

3.1.4 - Stratégie "Poursuivre ou mettre en place une activité agricole à vocation commerciale"

Acteurs principaux : retraités, hommes ayant activité salariée

Cette stratégie concerne essentiellement des hommes, qui, quelles que soient leurs activités précédentes (salariées) ou actuelles (salarié fixe) ont poursuivi leurs activités agricoles.

En général, ils expriment un **réel attachement à la terre**, et une volonté de la mettre en valeur. Ils sont généralement dans **une situation foncière stable**, qui leur permet de prendre des initiatives : ils disposent soit de terres éloignées de la réserve, soit de terres achetées, soit enfin de terres louées à la Société Civile de Saint Louis. Dans tous les cas, ce sont des parcelles relativement grandes (3 à 6 ha), situées sur des terres rouges ou sur les terres sablonneuses, qui permettent une activité agricole relativement intensive.

Premier type : Les retraités

Deux cas de figure existent :

- les personnes ont maintenu une activité agricole vivrière pendant leur vie active et souhaitent désormais investir dans une activité de production et de vente, afin d'augmenter leurs ressources et de "s'occuper" (2 agriculteurs rencontrés). Ces personnes sont souvent peu informées sur les possibilités d'appui (technique et financier) qui peuvent accompagner leur projet.
- pendant leur vie active, d'autres personnes ont consacré leur temps libre à la mise en place d'une activité agricole à but commercial (maraîchage) qu'elles ont intensifié au moment de leur retraite. Les investissements nécessaires (notamment le tracteur) ont été rendus possibles par une activité commerciale antérieure. Aujourd'hui, un seul habitant de la tribu se trouve dans cette catégorie.

Second type : Actifs salariés

Quelques hommes de la tribu cherchent à concilier leur travail salarié avec la création ou le maintien d'une activité agricole à but commercial ; une femme s'efforce de faire de même.

En général, leur emploi salarié leur laisse du temps libre (travail à mi-temps avec des heures regroupées, ou possibilité de contrats courts "à la demande"). Dans les trois cas mis en évidence au cours des entretiens, il s'agit des fils de personnes appartenant à la catégorie précédente ("entrepreneurs retraités") : ils "héritent" donc d'une partie des terres, d'un capital (comme un tracteur) et d'un savoir-faire concernant les cultures maraîchères mécanisées, qui est peu courant dans la tribu.

Activités :

Elles sont partagées entre le travail salarié et la mise en place d'activités maraîchères.

L'objectif est de maintenir l'activité agricole mise en place par leurs pères ; ils connaissent et reconnaissent la rentabilité de cette activité (notamment des cultures maraîchères) qui oriente également leur choix.

Cependant, ils maintiennent leurs activités salariées car elles assurent un revenu mensuel fixe, destiné à pourvoir aux besoins familiaux.

Contraintes : manque de capital, besoins de formation à de nouvelles techniques, maîtrise insuffisante de la commercialisation.

3.2 - La perception des activités agricoles par les différentes catégories socio-professionnelles

Les habitants de Saint-Louis formulent des appréciations très contrastées sur l'agriculture ; la perception qu'ils en ont est en étroite relation avec la place que l'agriculture occupe dans les stratégies qu'ils s'efforcent de construire ou dans leurs projets. Aussi classerons-nous ici les différents points de vue exprimés selon les catégories retenues dans les paragraphes précédents.

3.2.1 - Les jeunes non salariés

Les jeunes, en règle générale, n'ont pas manifesté grand intérêt pour les activités agricoles : **ils ne considèrent pas l'agriculture comme une activité génératrice de ressources** (même si les femmes de leur entourage vendent pour améliorer le budget familial) ; elle est considérée comme **aléatoire, et délicate**.

Pourtant, si l'on compare les bénéfices assurés par les ventes de produits agricoles et les contrats temporaires, on constate que le revenu mensuel de certaines ventes (les fruits, le taro) est supérieur à celui de contrats salariés. Cependant, **l'objectif premier de ces jeunes est la stabilité dans les revenus**, qui leur permet d'accéder à l'autonomie (matérialisée par la construction d'une case). De fait, les résultats de l'agriculture sont considérés d'autant plus aléatoires que jusqu'ici la grande majorité de ces jeunes ne maîtrise plus les techniques agricoles. En outre, pour eux, l'agriculture marchande s'accompagne nécessairement de la mise en valeur de grandes surfaces et de la mécanisation.

Quelques jeunes ont montré une réaction très favorable à la présentation de projets agricoles (dans le cadre d'informations sur le CFPPA) et se déclarent **prêts à investir dans ce type de projets**, à la condition qu'ils soient encadrés et soutenus. De fait, ils se distinguent du groupe précédent par le fait qu'ils participent plus régulièrement aux travaux agricoles : plus motivés, ils se sentent **moins détachés des activités traditionnelles** de la tribu.

Pour la plupart d'entre eux, la motivation principale est la perspective de **gagner mieux leur vie** par le développement d'activités agricoles à vocation commerciale, surtout si elles sont "temporaires", c'est-à-dire compatibles avec leurs activités salariées intermittentes. Excepté pour de rares personnes qui ont réellement un projet agricole (l'un d'entre eux cherche à acquérir des terres domaniales et à faire de la caféiculture, un autre souhaite mettre en place des tarodières), ces jeunes adultes expriment également **le besoin d'un encadrement important**, y compris en ce qui concerne l'identification des projets. Pour eux, l'accès au foncier peut être une contrainte de même que des possibilités financières réduites.

3.2.2 - Les femmes

Pour la majorité des femmes sans emploi fixe, les activités agricoles sont déjà une réalité quotidienne et pour celles que ne travaillent pas à l'extérieur, leur rythme de vie est encore très largement marqué par les cycles de culture (notamment l'igname, les patates douces, le manioc). Beaucoup d'entre elles investissent donc très régulièrement dans les jardins et les plantations, qu'il s'agisse de les fleurir ou de cultiver des légumes.

Celles qui vendent (directement ou par un intermédiaire), sont bien conscientes des possibilités de rémunération des produits maraîchers ou des fruits. Cependant, leurs initiatives sont limitées par leur capacité d'investissement financier quasi-nulle, l'accès difficile au marché (à l'exception du bord de la route) et leur faible contrôle sur le foncier.

Elles sont nombreuses à considérer que les activités agricoles devraient être "davantage soutenues" dans la tribu. Elles déplorent toutes à la fois le manque d'intérêt des jeunes, le manque d'appui des responsables de la tribu pour leurs projets (notamment associatifs), les

problèmes fonciers et enfin leur éloignement des structures d'information et de développement provinciales.

En ce qui concerne les nouvelles possibilités de formation apportées par les CFPPA, les femmes se montrent généralement intéressées par la perspective d'apprendre de nouvelles techniques, d'avoir accès à de nouvelles espèces et variétés, etc... Cependant, il est possible que certaines jeunes femmes et jeunes filles, généralement timides, hésiteront à effectuer une démarche spontanée de demande d'information ; en revanche, lorsque l'information est faite, elles y réagissent positivement (des femmes se sont ainsi inscrites aux premières formations proposées par le CFPPA).

3.2.3 - Les hommes retraités

Comme nous avons pu le voir, grand nombre de retraités pratiquent régulièrement une activité agricole. Elle peut être destinée à la consommation familiale ou plus rarement à la vente.

Leur statut de retraité leur permet de se consacrer à ces activités qu'ils jugent "indispensables". Ils affirment généralement un réel attachement à la terre et aux produits qu'elle apporte et mettent en particulier l'accent sur la nécessité de maintenir les cultures vivrières qui de tout temps ont été pratiquées dans la tribu : l'igname, le taro, ainsi que le manioc. Cependant, ils sont plusieurs à mettre en place d'autres productions, notamment légumières, et témoignent en la matière d'une grande curiosité vis-à-vis des possibilités de formation et d'appui générées par les deux centres de formation et de recherche ; ils sont aussi très demandeurs d'informations sur les possibilités d'appui à leurs projets par les services de développement agricole (kit fruitier, etc..).

3.2.4 - Les hommes actifs salariés

Ils représentent sans doute, avec certains jeunes de la tribu, une des catégories d'acteurs les moins tournées vers les activités agricoles. Même si nombre d'entre eux continuent à participer aux travaux agricoles, de façon ponctuelle, et s'ils jugent indispensable la poursuite de ces activités, ils ne les considèrent que rarement comme une activité à transformer ou à développer. De fait, ils invoquent généralement le manque de temps comme contrainte principale, certains, cependant minoritaires, poursuivent une activité agricole soutenue, peut-être en prévision de la retraite.

3.3 - La perception de l'avenir des activités agricoles à Saint Louis

Dans le discours des personnes rencontrées, la perception de l'avenir de l'agriculture à Saint Louis est grandement tributaire des stratégies personnelles présentées.

Pour les plus âgés, il est certain que les jeunes ne s'investissent plus assez dans les activités agricoles classiques à la tribu pour assurer une "relève". Même si ce n'est pas toujours énoncé explicitement, les changements de mode de vie, qu'ils soient la conséquence de changements sociaux profonds (la recherche d'une activité salariée et/ou d'un mode de vie "occidental") ou la conséquence de l'organisation sociale interne à la tribu (le lotissement des terres de réserve et/ou

les tensions foncières internes) sont évoqués comme les facteurs d'une évolution jugée regrettable.

Pour les plus jeunes, ces changements sociaux sont un état de fait, qu'ils intègrent dans leurs stratégies, soit entièrement axées sur un travail salarié extérieur à la tribu, soit sur une combinaison entre activité salariée temporaire et poursuite ou mise en place d'activités agricoles. De nombreuses personnes (des femmes et des jeunes) se déclarent intéressées par le développement d'activités agricoles, leur permettant un complément de revenus indispensable. Les obstacles sont nombreux : l'information, la formation et l'appui ont été jusqu'à l'implantation du complexe SRMH/CFPPA négligeables ; la situation foncière au sein de la tribu peut être également un élément de blocage, même s'il est rarement évoqué directement. Cependant, la demande d'information a été telle, au cours de campagnes de présentation du centre de recherche et de formation, qu'il est possible d'expliquer en partie cette apparente absence de dynamique agricole locale par un manque d'information important, ainsi que par un sentiment de "déconnexion" vis-à-vis des dynamiques agricoles régionales.

Il est probable que la mise en place du centre de formation et de recherche pourrait contribuer au renforcement d'aspirations qui existent, surtout si elle permet l'instauration d'une dynamique de dialogue et d'échange, de soutien, nécessaire à la prise de conscience des possibilités d'action dans le domaine des productions agricoles orientées vers le marché.

Il est clair cependant que le développement des activités agricoles à Saint-Louis serait favorisé par l'identification de marchés susceptibles de "tirer l'offre" ; c'est dans ce sens, que dans les deux chapitres suivants seront présentés successivement :

- un aperçu sur les circuits de commercialisation des produits maraîchers, vivriers et horticoles en Nouvelle-Calédonie ;
- et des éléments relatifs à l'organisation de l'amont de la production.

III- APERÇUS SUR L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET INSTITUTIONNEL

La création du complexe SRMH/CFPPA ainsi que l'attribution foncière du domaine ex-Société de Marie au GDPL vont ouvrir de nouvelles perspectives pour les activités agricoles à Saint Louis. Il est de ce fait apparu important de donner un aperçu de l'environnement de la production agricole afin d'identifier :

- (i) les conditions auxquelles les producteurs de Saint Louis pourraient éventuellement s'insérer dans les circuits économiques existants et,
- (ii) les appuis institutionnels dont ils pourraient bénéficier.

A cet effet, seront successivement présentés :

- des données concernant la production et la commercialisation des produits maraîchers ;
- les principaux circuits commerciaux et les modalités d'accès ;
- des informations sur l'amont de la production (intrants, crédits) et sur les dispositifs d'aide de la Province Sud.

1 - Eléments sur les circuits de commercialisation des produits maraîchers en Nouvelle-Calédonie

On présentera ici un aperçu des principales formes de commercialisation adoptées par les producteurs de Nouvelle-Calédonie pour les produits maraîchers. L'analyse a été centrée sur les produits maraîchers, mais elle est partiellement valable pour les produits fruitiers qui présentent cependant des spécificités liées à la localisation des productions et au poids des importations. Compte tenu du contexte local, on donnera également quelques caractéristiques des circuits de distribution des produits vivriers et horticoles.

Il ne s'agit pas de proposer ici une analyse des filières mais d'identifier quelques unes de leurs principales caractéristiques et des évolutions récentes de leur fonctionnement et ceci par rapport aux perspectives éventuelles de développement des activités agricoles dans la tribu de Saint-Louis.

1.1 - La production

La production de légumes en Nouvelle-Calédonie est très fortement marquée par les conditions climatiques. **La saison - fraîche et sèche - favorable à de nombreuses espèces maraîchères se situe entre mai et novembre** du fait notamment des conditions de température, d'hygrométrie et de la faiblesse relative de l'évaporation. **La période de novembre à avril est beaucoup moins favorable à la production légumière** compte tenu de la combinaison de températures élevées et des pluies qui peuvent atteindre 100 à 150

mm par mois avec des risques cycloniques et d'inondation très élevés. Durant cette période, compte tenu de la combinaison de d'humidité et de températures élevées, les risques phytosanitaires sont particulièrement importants (Daly, 1991). La contrainte climatique, très difficile à maîtriser, entraîne des fluctuations importantes au niveau des prix dans des intervalles de temps très courts.

Au cours des quinze dernières années, la production maraîchère et fruitière ainsi que les conditions de la mise en marché des produits ont connu de profondes mutations liées à l'évolution des conditions techniques (développement de l'irrigation, de la culture sous abri et des techniques de culture hydroponique) mais également des changements intervenus dans la configuration institutionnelle et économique qui régule les mises en marché de ces produits.

Dans une première étape, on proposera un aperçu des principales évolutions de ce secteur en termes de production et on examinera ensuite les conditions de mise en marché en identifiant et caractérisant les principales filières de commercialisation.

1.1.1 - Les productions maraîchères

• *Principaux types de systèmes de culture et productions maraîchères*

Les légumes produits dans la Province Sud relèvent principalement de quatre grands types de systèmes de culture caractérisés schématiquement de la manière suivante (DDR, 1996) :

- **la culture de pleine terre à l'extérieur** : fortement dépendant des conditions pédo-climatiques, ce système de culture est principalement utilisé pendant la saison fraîche qui correspond à la période favorable à la production de légumes ; c'est un système qui convient aux maraîchers qui souhaitent limiter leurs investissements.
- **la culture de pleine terre sous abri** : dépendant des conditions de sol, ce système exige une bonne gestion de la fertilité du sol mais, en revanche, il permet de produire toute l'année en limitant les contraintes liées aux températures.
- **la culture hors sol (hydroponie), à l'extérieur** : elle permet de s'affranchir des contraintes de sol en garantissant en permanence une alimentation minérale des cultures. Ce système reste dépendant des conditions climatiques générales (cyclones, fortes pluies, températures...).
- **la culture hors sol (hydroponie), sous abri** : représente le système de culture nécessitant la plus grande technicité et les investissements les plus élevés. Ce système reste encore limité à quelques maraîchers de la ceinture verte de Nouméa qui l'utilisent principalement sur les tomates et les salades.

Les systèmes de culture ainsi présentés ne sont pas mis en oeuvre pour toutes les productions maraîchères. Les systèmes à forte maîtrise du milieu physique sont essentiellement orientés vers

deux types de productions - les salades (plus de 200 tonnes en 1996) et les tomates, plus de 100 tonnes - qui représentent une part significative du marché néo-calédonien. Le concombre commence à être cultivé sous abris en hydroponie en quantité encore limitée, moins de 15 tonnes en 1996. Les fraises jusqu'à présent cultivées en pleine terre sont l'objet d'essais en hydroponie en plein air. La production totale pour cette espèce a été de 10 tonnes en 1996. Les investissements réalisés pour ces deux types de spéculations sont très importants et ne concernent qu'un nombre très limité de producteurs (9 producteurs dans la Province Sud) qui se partagent l'essentiel du marché de la grande, moyenne et petite distribution.

Quantités de légumes commercialisés au marché de gros et part des tomates et des salades

	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Total	3094	4047	2988	3103	3058	3270
Tomates	492	463	634	547	489	478
%	16	12	21	18	16	15
Salades	206	205	285	331	266	350
%	7	5	10	11	9	11
S + T	698	668	919	878	755	828
% S + T	23	17	31	29	25	26

Source : DDR, 1996

Les salades et les tomates représentent donc entre un quart et un tiers des volumes totaux de légumes **déclarés au marché de gros**. En valeur, ces deux types de produits représentent - entre 1992 et 1996 - entre 37 et 46% de la valeur totale des légumes déclarés au marché de gros de Nouméa (DDR, 1996). Cependant, des acteurs de la filière estiment que seulement la moitié de la production de salade est enregistrée dans ce marché.

Pour ce qui concerne les tomates, les extensions de superficies en culture hydroponique et sous abri devraient rapprocher les capacités potentielles de production des besoins estimés (production commercialisée + importations). Pour les salades, la production dans des systèmes de plein champ commercialisée en dehors du marché de gros demeure encore importante⁵, mais l'augmentation de capacités de production en hydroponie et sous abri est en cours et devrait rapprocher les quantités potentiellement produites sous ce type de système des besoins estimés.

⁵ Prévisions de production de 489 tonnes pour le premier semestre 1996 et de plus de 700 tonnes pour le second semestre (enquête DAF, [DDR, 1996]) alors que les quantités moyennes commercialisées (Importations + marché de gros entre 1994 et 1996) sont respectivement de 163 et 206 tonnes pour le premier et le second semestre.

Quatorze produits maraîchers principaux sont identifiés par les documents de bilan produits par le marché de gros⁶ : aubergines, carottes, choux de Chine, choux fleurs, choux verts, concombres, courgettes, haricots verts, navets, poireaux, poivrons, salades, taros et tomates. Nous nous limiterons à dégager les principales caractéristiques de l'évolution de ces productions depuis une dizaine d'années.

Les chiffres globaux annuels montrent une tendance à l'augmentation sensible de la plupart des productions. Ces augmentations sont cependant plus ou moins fortes d'une production à l'autre. Mais les productions restent globalement marquées par les fortes variations intra-annuelles et inter-annuelles (voir les graphiques en annexes)

1.1.2 Les productions vivrières

• *Localisation des principales productions*

Selon le RGA 1991, la dénomination "cultures vivrières" en Nouvelle-calédonie recouvre pour plus de 60% des superficies les tubercules tels que l'igname, le taro, le manioc et la patate douce. La banane à cuire - ou banane poingo représente quant à elle 23 % des surfaces consacrées aux cultures vivrières, le reste étant occupé par des productions variées, souvent cultivées en association : ambrevade, canne à sucre, chouchoute, maïs et légumes verts (Hette, 1995).

Au plan géographique, et en comparaison avec les productions légumières, la répartition de la production est inversée et l'on estime que près des 4/5 de la superficie des cultures vivrières se trouvent dans la province Nord et aux îles Loyauté. Le RGA de 1991 permet de dresser une géographie schématique de la répartition des principales productions dites vivrières (Hette, 1995) :

- 65% des superficies consacrées aux bananes poingo sont cultivées dans le Nord et l'Est de la Province Nord ;
- les 3/4 des superficies d'ignames se trouvent à Maré, Lifou et en Province Nord ;
- les 2/3 du manioc sont cultivés dans le Nord et l'Est de la Province Nord ;
- les taros - dont les besoins en eau sont importants - sont essentiellement cultivés sur la côte Est de la Province Nord ;
- la patate douce est un peu plus répandue dans les Iles Loyauté et dans la Province Sud, mais les superficies totales restent globalement faibles.

⁶ Marché de gros de Nouméa, Rapport d'activités 1996, Données annuelles 1989-1996.

• *Les grands types de systèmes de culture*

De manière schématique, on peut distinguer trois grands types de systèmes de culture.

Le premier est pratiqué en tribu et concerne l'essentiel des surfaces consacrées aux productions vivrières : plus de 70% des productions vivrières sont cultivées en tribu, pour la consommation domestique, les échanges coutumiers et la commercialisation.

Le second type dérive du premier et se caractérise par une orientation commerciale marquée. Il concerne essentiellement les productions de tubercules des Iles Loyauté et plus particulièrement celles de Maré qui approvisionnent régulièrement le marché de la Moselle à Nouméa. Ce type de système de production est indissociablement lié aux réseaux coutumiers qui unissent les Iles Loyauté et la Grande Terre par lesquels passe la commercialisation des productions.

Enfin, depuis le début des années 90 se développe une production mécanisée de tubercules tropicaux de la part des maraîchers qui cherchent à investir un secteur de la production agricole, jusque là pratiquée manuellement en tribu. La Province Nord soutient pour sa part une dizaine de producteurs mécanisés utilisant les mêmes itinéraires techniques mis au point par le CIRAD, mais dans des conditions moins favorables que dans la Province Sud (accès au marché, superficies limitées..). Mais ces deux types de systèmes de culture mécanisés sont loin d'être comparables en terme de risques et d'opportunités commerciales.

En effet, la grande différence entre les maraîchers de la Province Sud qui s'orientent actuellement vers la production de vivriers en culture mécanisée et les producteurs installés avec le soutien de la Province Nord réside dans la place respective des vivriers dans les systèmes de culture. Pour les agriculteurs de la Province Sud, il s'agit dans le cadre de système de production maraîchers relativement diversifiés de profiter d'une opportunité technique (itinéraires techniques mécanisés mis au point par la recherche agricole) et d'un marché rémunérateur car non encore saturé à proximité. En revanche, pour les producteurs de la Province Nord qui se lancent dans cette production, le vivrier représente le pivot du système de culture, voire du système de production agricole, ce qui le rend très vulnérable aux aléas climatiques et économiques, ce qui est renforcé par les contraintes d'accès au marché de Nouméa qui résultent en partie de sa position géographique.

Bien que récent, ce dernier type de système de culture est loin d'être négligeable par son dynamisme et les parts de marché qu'il a rapidement conquises. Une enquête de la Direction de l'Agriculture et des Forêts donne une estimation des volumes produits et des circuits de commercialisation concernés (cf. infra).

Les produits		Mode de commercialisation (Qté en Kg) ³				TOTAL
		Colporteurs ⁴	Marchés de gros	Petit marché	Vente directe	
Légumes (30 producteurs)	Produits	30 110	3 000		12 525	45 635
	Commercialisés	28 610	2 000		5 525	36 135
Patates douces (90 producteurs)	Produits	282 510	24 200	2 000	22 110	330 820
	Commercialisés	259 691	22 500	1 000	17 610	300 801
Tarois Bourbon (14 producteurs)	Produits	8 600	12 000		5 600	26 200
	Commercialisés	8 600	9 500		5 600	23 700
Tarois d'eau (14 producteurs)	Produits	6 384	7 500			13 884
	Commercialisés	6 384	5 000			11 384
Tarois de Montagne (13 producteurs)	Produits	350	12 500			12 850
	Commercialisés	250	7 500			7 750
Total production		317 954	59 500	2 000	40 235	429
Total commercialisation		303 535	46 500	1 000	28 735	379 770

1 Quantités commercialisées en 15 mois de juin 1994 à 4 Août 1995

2 Part des produits des colporteurs ne transitant pas par le Marché de Gros

• *Quelques indications sur le marché des tubercules tropicaux*

Même si la dispersion géographique des productions liée au type de système de culture dominant ne rend pas facile une telle estimation, il est néanmoins possible de se baser sur les indications suivantes (Boccas, 1992).

Le marché de gros n'enregistrerait qu'une faible proportion des échanges commerciaux pour ce type de produit, estimée à un tiers environ du total des échanges pour les tubercules tropicaux. Le marché en frais de produits vivriers ne semble pas saturé, il représenterait entre 600 et 1000 tonnes (estimé à 700 tonnes pour l'année 1994). La patate douce est cultivée essentiellement dans une perspective commerciale et a représenté en 1994, le chiffre d'affaire le plus important du marché des tubercules tropicaux. Pour leur part, si les ignames sont beaucoup moins cultivés dans une perspective marchande, ils restent la spéculation la plus rémunératrice dans cette catégorie de produits.

Le marché des tubercules échappe dans sa grande majorité aux circuits officiels passant par le Marché de gros de Nouméa, ce qui peut s'expliquer par la combinaison de plusieurs facteurs : l'importance des réseaux coutumiers d'approvisionnement, la circulation commerciale dans des circuits de proximité et le faible intérêt des grossistes pour des produits qui ne représentent pas un enjeu économique significatif eu égard à d'autres produits maraîchers. Le Marché de gros de Nouméa ne concernerait que 30% des flux commerciaux totaux. Pour l'année 1994, le tableau suivant permet d'estimer et de comparer volumes et chiffres d'affaire réalisés sur le marché.

TABLEAU DE COMPARAISON DES VOLUMES ET DES CHIFFRES D'AFFAIRES DEGAÛES SUR LE MARCHÉ COMMERCIAL EN 1994

TUBERCULES	Quantité échangée au Marché de Gros en 94 (tonnes) (1)	Volume du marché commercial (2) (2) = (1) / 0,32	PNPA 94 (F/ Kg) (3)	Total valeur du marché commercial (FCFP) (2) x (3) x 1000	Moyenne des rendements estimés par F. Boccas (tonnes/ha) (4)	Estimation de la superficie cultiée pour le marché commercial (hectares) (2) / (4)
IGNAMES/MAÏS	28,33	88,53	290	25 673 700	26,25	3,4
TAROS BOURBON	35,98	112,44	182	20 464 080	17,50	6,4
MANIOCS	4,67	14,59	78	1 138 020	13,25	1,1
PATATES DOUCES	154,98	484,31	138	66 834 780	13,13	37
TOTAL	223,96	699,87		114 110 580		47,9

Source DAF

1.1.3 - Les productions horticoles ⁷

La production locale est assurée par 123 exploitations localisées pour la plupart en Province Sud⁸ (95 exploitations) au moment de l'étude (Locusse, 1996), mais ces chiffres sont susceptibles de varier sensiblement du fait de la sensibilité de ce marché aux variations de pouvoir d'achat et de la diversité des situations des exploitations dont un nombre significatif ne tire pas l'essentiel de leur revenu de cette activité.

Selon les estimations réalisées par Locusse (1996), la valeur de la production locale serait de 500 millions de francs CFP se répartissant entre les plantes vertes (435 millions) et les fleurs coupées (65 millions). Les importations, quant à elles, ont varié entre 100 et 138 millions entre 1992 et 1995 où elles ont atteint 115 millions de francs CFP. Elles se répartissent pour moitié environ entre les plants et plantes d'une part et les fleurs en tige d'autre part.

Au sein de la filière horticole, il convient de distinguer différents types d'activités qui font appel à des compétences spécifiques (la production de plantes ornementales en pot, les arbres et les arbustes et enfin les fleurs coupées) et qui présentent des niveaux de développement inégaux.

- *Les plantes ornementales en pot*

Pour cette catégorie de produits, les conditions climatiques sont favorables et permettent la production de nombreuses espèces ; les techniques de production ne semblent pas constituer un facteur limitant au développement de ce type de produit.

- *Les arbres et arbustes*

La demande en la matière est relativement faible pour l'instant sauf pour les arbustes de haie. La demande d'arbres et d'arbustes à des fins ornementales semble en expansion depuis environ cinq ans comme en atteste le développement des entreprises d'aménagement de jardins et d'espaces verts (privés, collectivités et publics) dans la Province Sud (42 entreprises recensées en 1996) qui tendent à développer elles mêmes leur propre production afin de mieux contrôler leur approvisionnement et de réduire leurs coûts de transaction et d'intervention du fait de la concurrence existant dans cette branche.

- *Les fleurs coupées*

Au niveau de la production, la gamme de fleurs produites semble limitée par la conjonction de deux facteurs : les préférences de la clientèle pour des fleurs des zones tempérées difficiles à

⁷ Les données et informations que nous présentons dans cette partie sont tirées du document rédigé par R. Locusse (DDR) en 1996, La production horticole.

⁸ 25 sont présentes en Province Nord et 2 sur la Province des Iles

produire dans les conditions climatiques de la Nouvelle-Calédonie et ce de manière compétitive par rapport aux importations tant en terme de coût que de qualité du produit.

En effet, la caractéristique dominante concernant la filière de la fleur coupée réside dans la déconnexion existant entre d'une part la distribution de détail assurée par les fleuristes qui travaillent à 90% avec de la fleur et du feuillage importés et d'autre part, la production locale dont la distribution n'est donc assurée que de manière minoritaire par les fleuristes et emprunte donc d'autres circuits.

La production locale de fleurs coupées repose sur une quinzaine d'espèces⁹ mais ce sont les roses qui sont produites dans les six exploitations les plus spécialisées. L'essentiel de la production est réalisée au sein d'exploitations qui se spécialisent sur un nombre limité d'espèces, mais qui ne réduisent pas leur production aux seules fleurs coupées. Dans ce secteur, les producteurs se sont fondés sur leurs propres expériences, connaissances et relations avec l'extérieur pour développer leur production. Depuis trois ans, la Province Sud a pu mettre un technicien à la disposition des producteurs, mais les références techniques font encore largement défaut et les marges de progrès sont importantes. Après le climat, l'eau et les problèmes phytosanitaires apparaissent comme les principaux facteurs limitants. La production est également entravée par l'absence de références en matière de techniques culturales adaptées aux conditions locales. À ce propos, il convient de signaler le bilan entrepris conjointement par le Cirad et la Direction du Développement rural qui porte sur le bilan des introductions effectuées et des techniques mises au point à partir des initiatives des producteurs. Cet état des lieux paraît indispensable avant d'amorcer une réflexion sur les orientations futures dans ce domaine.

1.2 - La distribution des produits : acteurs et évolutions récentes

1.2.1 - Les colporteurs

Dans le passé, le colportage a constitué ¹⁰ *'le système d'approvisionnement des détaillants de la brousse par des commerçants grossistes et demi-grossistes ; les colporteurs assurant le transport des marchandises par camions ou camionnettes ont longtemps approvisionné les propriétés isolées souvent par un système de troc'*. Le colportage *'désigne également la collecte des produits frais (poissons, fruits et légumes) et leur acheminement vers Nouméa et les centres secondaires'*. Dans ce qui suit, c'est de cette dernière fonction que nous parlerons.

⁹ Rose, anthurium, glaïeul, héliconia, strelitzia, immortelle, gerbera, orchidées, pompon de marin, reine marguerite, daisie, chrysanthème, lys, muguet.. (Locusse, 1996).

¹⁰ Orstom. Atlas de la Nouvelle-Calédonie

Le colporteur est un commerçant en fruits et légumes qui s'approvisionne "en brousse" et "descend" ses produits pour les revendre à Nouméa. Il joue aussi désormais un rôle non négligeable dans l'approvisionnement de la brousse en produits manufacturés ou en produits maraîchers en fonction de la disponibilité relative des produits et de la demande. Acteurs autrefois importants des circuits de distribution des produits maraîchers en Nouvelle-Calédonie, leur nombre et leur poids économique dans le fonctionnement des filières maraîchères n'ont semble-t-il cessé de diminuer depuis quinze à vingt ans. Ils seraient actuellement moins de dix sur l'ensemble de la Grande Terre à pratiquer cette activité à une échelle significative. Les fournisseurs des colporteurs sont les producteurs essentiellement situés sur la côte ouest du territoire. Les clients des colporteurs sont surtout les grossistes basés dans l'enceinte du marché de gros, mais aussi les grandes surfaces et hypermarchés, les superettes auprès desquelles certains livrent directement.

1.2.2 -Le marché de gros

Le marché de gros concerne les fruits, les légumes et produits vivriers. Créé en 1974 à l'initiative de l'administration afin de permettre une confrontation directe entre l'offre et la demande, son rôle reste limité car nombre d'échanges se réalisent en dehors de l'enceinte du marché de gros en fonction de relations de confiance entre producteurs et revendeurs ou utilisateurs ou bien directement entre producteurs et grande distribution. Cependant, même si le marché de gros ne joue qu'un rôle partiel dans le processus d'élaboration des prix, l'enregistrement statistique des transactions fournit une base d'information indispensable au fonctionnement des mécanismes de régulation des importations.

À l'initiative de l'Administration des discussions s'étaient ouvertes à la fin des années 1980 sur le projet de transformation du marché de gros en Marché d'Intérêt Territorial (MIT). Ce projet semble avoir bénéficié du soutien des grossistes, mais il paraît avoir été diversement apprécié par certains exploitants car sa mise en place reposait sur l'interdiction de *'toute vente, livraison ou achat autre que de détail portant sur les fruits, légumes et produits vivriers (autre que la pomme de terre de conservation) produits en Nouvelle-Calédonie (...) hors de l'enceinte du Marché d'Intérêt Territorial dans un périmètre comprenant le territoire des communes de Nouméa, Dumbéa et Mont-Dore¹¹'*. Compte tenu du fonctionnement effectif des filières concernées et de l'importance des relations directes entre producteurs d'une part et détaillants et consommateurs finaux (restaurants, collectivités...) d'autre part, ces dispositions sont apparues difficilement acceptables aux producteurs et les discussions ont été suspendues.

Au début des années 1990, la Commission Flux et Cotation a été instituée afin de réguler les importations de fruits et légumes sur le Territoire en fonction de l'offre locale. Cette commission réunit tous les mois des représentants de l'Administration, des professionnels et les Chambres consulaires et décide de l'ouverture de quotas d'importation par produit, à la semaine, au mois ou à l'année.

¹¹ Extrait du projet de règlement intérieur du MIT, Article 1.

1.2.3 - Les grossistes

Les grossistes sont des acteurs importants des circuits de distribution des produits maraîchers et fruitiers et ils sont localisés dans l'enceinte du marché de gros. Ceux qui travaillent sur les produits locaux ont la priorité pour l'importation des produits sur quotas : fruits ou légumes produits sur le Territoire mais qui peuvent également être importés en fonction du niveau des mises sur le marché.

Les grossistes importateurs de fleurs sont spécialisés et ne sont pas localisés dans l'enceinte du marché de gros ; ils sont au nombre de trois (Locusse, 1996) et ont pour clients les fleuristes du grand Nouméa qui compte 37 des 42 fleuristes du Territoire. Les autres importateurs de fleurs sont désignés sous le nom "d'étalagistes" du fait de leur présence au marché municipal de la baie de la Moselle à Nouméa ; ils travaillent exclusivement avec des fleurs coupées importées.

1.2.4 - Les grandes surfaces et hypermarchés

Elles constituent depuis dix ans la transformation la plus marquante du paysage de la distribution des fruits et légumes sur le Territoire. Dans le domaine de la production, l'apparition de la grande distribution semble avoir favorisé la concentration de volumes importants sur un nombre limité d'exploitations et le développement de techniques permettant de s'affranchir plus ou moins efficacement de la saisonnalité : productions sous abri, production hydroponique, etc.

En termes économiques, l'enquête budget consommation de 1991 montre que l'introduction de la grande distribution a eu des effets sur les modes de commercialisation de détail en Province Sud¹². Le tableau suivant résume la répartition des volumes commercialisés en fonction des types de structures commerciales pour les fruits et légumes frais en Province Sud.

Répartition des lieux d'achat des fruits et légumes

Lieux d'achat Poste de dépense	Supermarchés	Petites et moyennes surfaces	Commerce de détail spécialisés	Autres et indéterminés y.c. marchés
Légumes	55.4	29.2	2.5	12.8
Fruits	59.1	25.2	3.6	12.1

Source : Itsee, 1993. Enquête Budget Consommation des ménages 1991 -Itsee

¹² L'impact était faible en Province Nord (1,9% du commerce de détail des légumes frais et 3,7% pour les fruits) et nul dans la Province des Iles qui n'abrite pas de grande surface (Enquête budget consommation 1991).

Si dans leur ensemble dans la Province Sud, les ménages ont réalisé globalement 60,2% de leurs achats alimentaires dans les supermarchés, la proportion des légumes et des fruits achetés dans ce type de commerce de détail est respectivement de 55,4% et 59,1%, ce qui est très important. Depuis la réalisation de cette enquête, on a assisté à l'apparition des hypermarchés et en l'absence de statistiques actualisées disponibles, il semblerait - au dire de plusieurs acteurs de la filière - que la part des grandes surfaces et hypermarchés dans les filières fruits et légumes ne soit pas inférieure à 60% et pourrait atteindre près de 70 à 80% du marché. Il est clair cependant que ces proportions varient en fonction de la période de l'année et des produits concernés. Il convient également de noter que ces données concernent les quantités globales de fruits et légumes produits localement et importés.

Ces réserves étant faites, il est certain que cette nouvelle donne dans la distribution de détail des produits maraîchers et des fruits est allée de pair avec les transformations qu'a connu le domaine de la production surtout autour de Nouméa : concentration croissante à proximité de Nouméa, nombre limité de producteurs qui assurent plus des trois quarts de la production pour certains légumes ou fruits (salades, tomates et bananes, en particulier), développement des techniques de production hors sols et sous abri, préconditionnement des produits sur l'exploitation... Ces évolutions concernent un nombre limité d'agriculteurs, mais pour certaines spéculations, elles représentent une forte proportion de la production locale totale.

Dans le secteur de la grande distribution deux groupes se partagent le marché à partir du mois de juillet 1997, l'un met en place une centrale d'achat qui sera l'interlocuteur unique des fournisseurs en légumes et fruits qui seront ensuite répartis entre les différentes enseignes du groupe. À noter que cette centrale d'achat ne s'occupera ni des fleurs ni des produits vivriers.

1.2.5 - Le commerce de détail du marché municipal de la Moselle à Nouméa

Le marché municipal de la Baie de la Moselle à Nouméa représente un lieu privilégié pour la commercialisation de détail des produits maraîchers, vivriers, horticoles et fruitiers. Situé à proximité du centre de Nouméa, il bénéficie de nombreux avantages qui en font un lieu particulièrement fréquenté : facilité d'accès et de parking, installations récentes (1991), présence de nombreux commerces de détail (13 emplacements de pâtisserie, 23 pour la poissonnerie, 2 pour les produits fermiers (volailles et viandes...) et 30 pour les produits d'artisanat) ; ouverture tous les jours de l'année de 4h 30 à 12h 30.

Au moment de l'enquête, les tables réservées aux fruits et aux produits maraîchers se répartissaient de la manière suivante :

- les producteurs ne commercialisant que leurs produits étaient au nombre de 7 ; ils venaient tous de la ceinture verte de Nouméa et étaient, pour la plupart d'entre eux, spécialisés dans les légumes à feuilles, les légumes verts et les salades ;
- les producteurs / commerçants qui composent leur table avec leurs propres produits et des produits rachetés à d'autres agriculteurs étaient au nombre de 25 environ ; ils se fournissent soit au marché de gros (colporteurs ou grossistes) soit auprès de colporteurs

ou de certains agriculteurs qui viennent livrer directement au marché de la Moselle, soit auprès des producteurs qui ont aussi un emplacement sur ce marché ;

- les commerçants de détail en fruits et légumes étaient une quarantaine ; ils s'approvisionnent par les mêmes circuits que les 'producteurs / commerçants' ; parmi eux, sept sont spécialisés dans les produits vivriers (racines et tubercules).

Les infrastructures du marché comportent trois chambres froides et une machine à glace utilisées par les poissonniers ; les commerçants de fruits et légumes ne disposent pas de local réfrigéré pour stocker leurs produits.

Les emplacements sont loués aux individus qui en font la demande auprès du service concerné à la Mairie de Nouméa. Les locations se font pour une durée de trois ans reconductible, en fonction de l'ordre chronologique d'inscription sur une liste d'attente qui doit être renouvelée tous les trois mois. Les emplacements de fruits et légumes paraissent être parmi les plus stables. Le prix de la location varie en fonction de la taille de l'emplacement : 50 000, 60 000 ou 70 000 F CFP par trimestre. Les emplacements sont fixes et selon les textes ils doivent être occupés au moins quinze jours dans le mois. L'accès au marché de la baie de la Moselle est donc difficile, notamment pour les producteurs n'ayant pas un volume important (ou régulier) à vendre.

La Mairie de Nouméa envisage la mise en place d'emplacements journaliers qui permettraient l'accès au marché de producteurs plus occasionnels mais cette mesure paraît ne pas faire l'unanimité ; les commerçants de fruits et légumes disposant d'emplacements permanents sur le marché semblent y être opposés.

Du fait du fonctionnement des réseaux de commercialisation des produits maraîchers dans le grand Nouméa, il s'agit aussi d'un lieu d'approvisionnement des professionnels de la petite distribution ou de la transformation finale (restaurants...). Il n'est cependant pas possible de préciser les volumes commercialisés de cette manière.

2 - Identification des principaux circuits commerciaux et des conditions d'insertion des producteurs dans ces circuits

2.1 - Concentration et dispersion des lieux de commercialisation au détail

En 1996, le grand Nouméa représente 60,4% de la population totale de la Nouvelle-Calédonie (INSEE, 1997) et concentre à ce titre une part très importante du marché des produits maraîchers. La distribution de détail du maraîchage paraît à la fois concentrée et relativement dispersée sans que l'on dispose d'éléments quantitatifs précis pour qualifier cette observation.

Les principaux lieux d'approvisionnement de la population de Nouméa en produits maraîchers sont par ordre d'importance :

- les hypermarchés et les grandes surfaces ;
- le marché municipal de la Baie de la Moselle ;
- les superettes et épiceries de quartier.

En termes géographiques, la distribution apparaît donc très concentrée en quelques points, notamment les supermarchés, hypermarchés et le marché municipal de Nouméa qui représentent nettement plus de la moitié du commerce de détail, voire même les deux tiers. La distribution de proximité est assurée par le réseau des superettes et épiceries de quartier qui sont nombreuses et dispersées (environ 450 points de vente sur le 'grand Nouméa'), mais paraissent représenter un volume distribué nettement inférieur, difficile à estimer dans le cadre de cette étude. Le reste de la distribution / consommation finale est représenté par les collectivités (hôpitaux, cantines scolaires, cantines d'entreprises...)

Dans **l'environnement proche de la tribu de Saint-Louis**, les lieux d'approvisionnement sont constitués par les petites épiceries de la tribu (dans les quartiers de Saint Thomas, Saint Tarcissius, ...), la superette proche de Saint-Louis, le supermarché Casino du Mont-Dore, le marché municipal du Mont-Dore, situé en bordure de la route RT1 qui traverse la commune.

2.2 - Identification des circuits accessibles aux producteurs maraîchers de Saint-Louis

Ils peuvent être schématisés comme suit :

Producteur -> Colporteur -> Grossiste -> Détaillant -> Consommateur

Producteur -> Grossiste-> Détaillant -> Consommateur

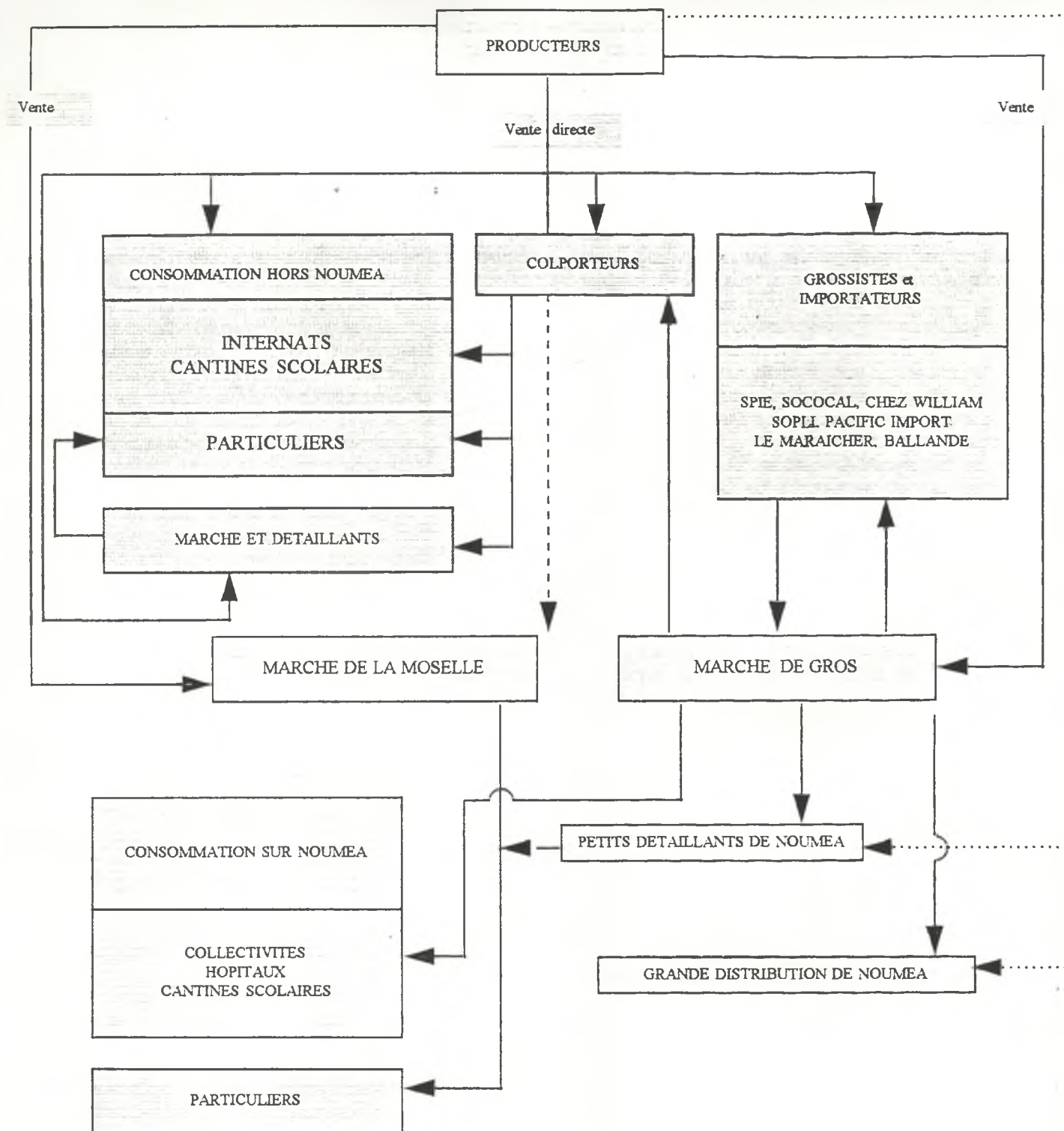
Producteur -> Détaillant -> Consommateur

Producteur -> Consommateur

avec plusieurs options : vente en bord de route, vente sur une stalle au marché de Nouméa, vente dans le cadre de l'association du marché Mont-Dore :

Producteur -> Centrale d'achat -> Supermarché ou Hypermarché -> Consommateur

Producteur -> Supermarché ou Hypermarché -> Consommateur



• La distribution des produits maraîchers dans les réseaux de la grande distribution

Les supermarchés et hypermarchés ont profondément modifié les pratiques de mise en marché des produits maraîchers ; ils traitent directement avec les producteurs de manière individuelle. Les producteurs voient certes l'intérêt de "gros" débouchés pour des productions conduites de manière intensive, mais ils se trouvent souvent face à des acteurs disposant d'un grand pouvoir de négociation. En d'autres termes, les places sont chères sur les rayons des grands distributeurs qui concentrent maintenant la majorité des flux de commercialisation de ces produits. Les pratiques commerciales demeurent souvent marquées par l'absence de contractualisation écrite, laissant une large place à la négociation entre des acteurs individuels atomisés et une distribution de plus en plus concentrée. Ainsi compte tenu des enjeux, les producteurs doivent "consentir de nombreux sacrifices" pour accéder à ces débouchés et pour s'y maintenir : remise de fin d'année, reprise des produits, etc.

• La distribution de la production locale de fleurs coupées

Les fleuristes s'approvisionnent à plus de 90% sur les marchés extérieurs essentiellement régionaux¹³ ; seuls les marchés locaux de la rose et des oeillets sont partiellement protégés par le système des quotas à l'importation et l'essentiel de la production locale est donc distribuée par divers canaux dont l'importance relative demeure difficile à estimer.

Les supermarchés et hypermarchés constituent un débouché important pour la production locale, accessible aux seuls producteurs spécialisés dans la production horticole. Pour les fleurs coupées, la grande distribution a adopté le principe du dépôt-vente, chaque producteur venant déposer ses produits : il est responsable de l'état de fraîcheur et de la présentation des produits. Ce circuit, selon les informations recueillies, paraît peu adapté à des petits producteurs (paiement d'un "droit d'entrée" et parfois existence d'une remise de fin d'année, etc.).

A noter que les délais de paiement sont variables d'une structure à l'autre et peuvent varier entre 14 et 60 jours fin de mois. Les distributeurs demandent en outre à disposer d'une gamme de produits - présentés sous la forme de bouquets déjà élaborés - aussi large et attrayante que possible, ce qui implique pour les producteurs de recourir à des achats afin de diversifier les produits présentés.

¹³

Pour les orchidées Singapour, mais aussi l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie et dans une moindre mesure les Usa - peu intéressés du fait de la faiblesse du marché calédonien, pour les autres fleurs la Nouvelle-Zélande (fleurs de zone tempérée), l'Australie et aussi les Pays Bas.

Les autres modes de commercialisation des fleurs coupées reposent également sur des circuits directs du producteur au consommateur :

- vente directe chez le producteur ;
- livraison par les producteurs des compositions commandées ;
- participation aux marchés de proximité (marchés verts) et notamment au marché du Mont-Dore ;
- dépôts ventes dans les superettes (volume) ;
- participation aux foires agricoles (Bourail, Farino, Koumac...) ;
- animations locales : exposition à la Chambre des Métiers, fêtes des collectivités...

Au marché municipal de Nouméa, huit emplacements sont occupés par la vente de fleurs coupées et des compositions florales qui fonctionnent exclusivement avec des fleurs importées. D'autres demandes d'installation sont encore non satisfaites.

2.3 - Aperçus sur les mécanismes de régulation pour les filières maraîchères et fruitières

Nous nous limiterons ici à présenter les mécanismes de régulation des marchés maraîchers et fruitiers mis en place récemment par les pouvoirs publics. En effet, l'histoire de la régulation par la puissance publique des mises en marché des produits agricoles a concerné d'abord les productions animales (dès 1943) avec la prise en charge de l'approvisionnement en viande par les Services de l'élevage, puis en 1963 avec la mise en place de l'OCEF (Office de commercialisation et d'entreposage frigorifique) dont l'activité concernera d'abord la viande bovine et porcine avant de s'étendre à la pomme de terre en 1976 (Djama, 1996), puis à l'oignon. Pour cette dernière production, le contrôle a été supprimé depuis 1997.

Sur le secteur spécifique des produits maraîchers et fruitiers, les actions et les mesures prises pour réguler le marché local des produits agricoles sont relativement récentes et ont précédé les mesures incitatives destinées à améliorer la productivité des exploitations agricoles qui s'est faite surtout à partir des années 1980-1990 (Djama, 1996). Ces mesures combinées à une politique incitative de la part des Provinces - et de la Province Sud notamment - en faveur d'une agriculture modernisée et productive ont rendu possible un développement spectaculaire de la production maraîchère et fruitière pour l'approvisionnement de Nouméa.

L'agriculture calédonienne bénéficie de la part des pouvoirs publics d'un régime de protection du marché intérieur dont l'instrument privilégié de mise en oeuvre est l'Etablissement public territorial de régulation des prix agricoles (ERPA).. Créé en 1989, *"l'ERPA a repris les droits et les obligations du Fonds territorial de régulation des prix agricoles, lui même héritier des caisses de stabilisation du café et du coprah"*.

Les missions de l'ERPA sont triples et définies comme suit : *'assurer l'orientation des marchés et des prix agricoles ; assurer aux producteurs un revenu équitable ; contribuer à l'approvisionnement satisfaisant en qualité et en quantité des populations'*.

D'autres acteurs publics interviennent également avec des fonctions bien spécifiques. La Direction des Douanes intervient sur les importations ; son rôle est important dans leur régulation et dans le contrôle des dispositions législatives et réglementaires. Il incombe à la Direction des Douanes de vérifier que les quantités importées par les grossistes correspondent bien aux autorisations dont ils disposent. La Direction de l'Agriculture et de la Forêt est chargée de la protection phytosanitaire et sanitaire aux frontières et de la production des statistiques agricoles et des prévisions de production et des besoins du marché. Ces prévisions sont données à la DAF directement par les producteurs grâce à des enquêtes mensuelles. Les besoins sont calculés à partir des quantités importées, des quantités déclarées commercialisées par les producteurs au cours de l'enquête agricole mensuelle et des quantités enregistrées au Marché de gros. Ces données sont à la base du système de régulation de la filière des fruits et légumes.

La protection du marché local par rapport aux importations se fait à partir d'un ensemble de d'informations recueillies par l'Administration sur l'évolution mensuelle de la production et des mises en marché. Ces données sont soumises à la Commission 'Flux et cotations' qui s'est substituée au Comité technique du marché de gros dans son rôle consultatif en vue de la régulation des importations. La Commission décide donc d'ouvrir ou non les quotas d'importation en fonction des chiffres recueillis au niveau des producteurs et du marché de gros.

2.4 - Analyse qualitative des principaux circuits identifiés

Dans la perspective d'un développement des activités agricoles dans la tribu de Saint-Louis et compte tenu du contexte particulier de forte concurrence qui caractérise le marché de produits maraîchers et fruitiers, nous proposons une grille d'analyse qualitative de ces circuits. Elle met en évidence les **contraintes** mais également les **opportunités** de chaque type de circuits de mise en marché. Pour cela nous avons retenu, pour les principales opportunités qui semblent ouvertes pour des producteurs qui voudraient développer des activités agricoles orientées vers le marché, les critères suivants :

- les quantités potentiellement commercialisables ;
- la périodicité de la commercialisation ;
- la concurrence ;
- le niveau d'exigence en terme de qualité ;
- l'importance du conditionnement et de la présentation du produit ;
- l'importance du traitement post-récolte ;
- la pression sur les prix.

2.4.1 - Le marché de la Moselle

Les **quantités** qu'il est possible d'écouler sur le marché de détail demeurent relativement **limitées**. Sur ce type de marché où le producteur est souvent directement en relation avec le détaillant (même si les détaillants s'approvisionnent auprès des grossistes), les **relations de confiance** sont déterminantes, ce qui signifie que ce sont des filières dont l'accès n'est pas immédiat. Cela ne signifie pas qu'il soit impossible d'y parvenir comme en témoigne la présence sur le marché de certains producteurs de la tribu qui y commercialisent directement ou indirectement.

Les **exigences** des détaillants et des consommateurs sont **fortes** et concernent la **qualité et la présentation des produits**. Les prix de détail pratiqués sont relativement élevés et en conséquence une qualité médiocre trouve difficilement preneur, sauf peut-être en période de forte pénurie, comme cela arrive parfois.

Concernant les quantités potentiellement commercialisables, il ne faut pas oublier que ce marché joue aussi un rôle de marché de demi-gros sur lequel viennent également s'approvisionner nombre de revendeurs ou utilisateurs finaux, mais ce sont alors des circuits qui ne passent pas par les détaillants.

2.4.2 - Les grossistes

Les grossistes sont bien entendu en mesure d'absorber des **quantités plus importantes** de produits. Ils font jouer la **concurrence** entre les producteurs sur l'ensemble du territoire, mais ceux de la grande ceinture verte de Nouméa demeurent privilégiés du fait de leur proximité physique et des coûts de transports réduits pour l'approvisionnement. Les prix sont généralement tirés à la baisse sauf dans le cas de produits de très bonne qualité et présentation et surtout s'il s'agit de productions sensiblement décalées par rapport aux périodes classiques de production.

2.4.3 - La grande distribution

Sous ce terme nous incluons les super et hyper-marchés ainsi que la centrale d'achat récemment créée par l'un des grands groupes commerciaux opérant sur Nouméa. Les **quantités** commercialisables sont potentiellement **très importantes** compte tenu du poids économique de ce secteur de la distribution. Cependant, pour les producteurs la pression sur les prix est très forte car ils se trouvent directement en **situation de concurrence** face à un nombre très réduit d'acheteurs. Ces derniers sont en mesure de négocier en position de force du fait de leur situation stratégique sur le marché calédonien. Pour de petits producteurs marchands, au niveau de Saint-Louis, ce type de filière ne nous paraît pas accessible dans le court terme.

2.4.4 - Les colporteurs

Les colporteurs ne considèrent pas Saint-Louis comme un lieu d'approvisionnement mais au contraire, ils viennent à Saint-Louis pour réaliser une petite commercialisation de détail qui reste

peu significative en terme de volume. Les possibilités de commercialiser par ce canal ne paraissent pas très importantes et ce d'autant plus que la profession de colporteur est en décroissance du fait de la contraction de son espace de prospection (concentration des productions sur le grand Nouméa).

2.4.5 - Marché micro-local et marché du Mont-Dore

La vente de produits agricoles au sein de la tribu est une pratique relativement peu répandue et il est rare que les produits vendus aient été plantés uniquement dans une perspective commerciale. Néanmoins, il semblerait que la pratique agricole destinée à la vente soit en augmentation notamment chez les femmes de la tribu.

L'étude des activités au sein de la tribu a montré que plusieurs femmes vendent de manière hebdomadaire au bord de la route des surplus de production (maraîchage et tubercules) apportés par d'autres femmes de la tribu. Cette activité de vente est particulièrement active pendant les mois de novembre et décembre lorsque les fruits arrivent sur le marché (plus de 20 personnes commercialisent alors). Les autres circuits de commercialisation de proximité sont les magasins ou épiceries au sein de la tribu et les commerces de la commune mais ils concernent un nombre plus limité de producteurs.

Sur le marché micro-local, les **quantités commercialisables paraissent limitées** du fait de la taille même de ce marché. Il semble toutefois qu'il puisse exister un espace commercial pur de plus grandes quantités des produits usuellement commercialisés ainsi que pour des produits de diversification par rapport aux espèces habituellement cultivées dans les jardins de la tribu.

Au niveau du marché du Mont-Dore, des possibilités limitées existent pour des produits ayant une forte valeur culturelle (tubercules...), mais les quantités potentiellement commercialisables par ce canal demeurent limitées.

Caractéristiques des filières de mise en marché pour les produits agricoles de la tribu Saint Louis (Mont-Dore)

	Quantité	Périodicité	Concurrence	Exigence de qualité	Conditionnement et prévention du produit	Post récolte	Pression sur les prix
Marché de la Moselle Nouméa	Quantités limitées pour la commercialisation de détail. Sert en fait de marché de demi gros	Exigence de régularité. Ouvert tous les jours.	Variable selon les produits et les origines.	Forte	Forte importance	Non déterminant	Prix rémunérateurs et attractifs
Grossistes	Peuvent absorber des quantités importantes (à l'échelle calédonienne.)	Intérêt pour les productions décalées	Concurrence forte. S'approvisionnement sur tous le territoire	Moyenne	Importance moyenne	Non déterminant	Forte à très forte pression à la baisse pour les producteurs
Supermarchés Hypermarchés Centrale d'achat	Quantités importantes	Intéressés par la régularité	Forte concurrence pour accéder au marché et y rester.	Très moyenne	Importance moyenne	Non déterminant	Très forte pression à la baisse pour les producteurs
Colporteurs	Peu d'opportunités pour les gens de St Louis du fait de la localisation	Très aléatoire	Faible concurrence	Moyenne	Faible	Non déterminant	Peu sensible
Marché micro local	Limité mais possibilités sur des produits de diversification	Possibilité si diversification de l'offre dans le temps. Mais reste limité.	Faible concurrence	Moyenne	Moyen	Intérêt pour des tubercules lavés, épluchés, congelés.	Peu sensible
Vente directe. Marché du Mont Dore	Possibilités mais sur certains produits seulement (tubercules), culturellement marqués.	Les fins de semaine	Peu de concurrence sur les produits souhaités mais les quantités seront limitées.	Forte	Forte importance	Non déterminant	Moyennement attractif
Faré. Bord de Route	Moyennes-variables	Surtout les fins de semaine	Concurrence faible	Relativement forte	Moyennement important	Non déterminant	Aléatoire

3 - Aperçu sur l'amont de la production

3.1 - Intrants

Deux entreprises assurent l'approvisionnement en semences, pesticides et petit matériel horticole varié, Hortical et la Coopérative centrale agricole (CCA) ; cette dernière n'a que le nom de coopérative semble-t-il ; elle assure toutefois une réduction de 10 % sur les produits vendus à ses "adhérents" qui auront payé un droit d'adhésion de 5000 FCP.

L'importation des intrants étant libre, une certaine concurrence apparaît, exercée par les grandes surfaces ou les hypermarchés qui tendent à occuper ce type de créneau. Les prix restent très élevés et certains producteurs s'approvisionnent donc à l'extérieur, soit individuellement, s'ils ont des besoins suffisamment importants, soit de façon groupée. Les petits maraîchers isolés sont soumis à des prix élevés car ils n'ont pas la possibilité de négocier les prix des intrants, ni d'acheter à l'extérieur.

Pour les engrais, le schéma est un peu différent. La Chambre d'Agriculture a la possibilité d'en importer en bénéficiant d'une subvention qui couvre le coût du frêt et des droits de douane. Les agriculteurs inscrits à la Chambre peuvent ainsi obtenir des engrais subventionnés ; la coopérative en vend également mais ses tarifs sont nettement plus élevés puisqu'ils ne bénéficient pas de la subvention.

3.2 - Crédit

Les deux principaux organismes qui gèrent les crédits à l'agriculture sur le Territoire sont la Caisse de Crédit agricole et la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI). Nous ne présenterons ici de manière détaillée que les conditions d'accès aux prêts du Crédit Agricole et nous signalerons les principales différences entre les deux banques.

Les interventions du Crédit Agricole concernent les crédits d'investissement à moyen terme et les crédits de campagne. En effet, le Crédit Agricole ne dispose pas des ressources issues de la collecte de l'épargne et dépend pour financer ses activités de crédit des fonds mis à disposition par l'Etat et le Territoire ; en outre il ne bénéficie du réescompte de l'Institut d'Emission d'Outre mer (I.E.O.M.) que pour les prêts à court et moyen terme.

Pour avoir accès aux prêts du Crédit Agricole, il faut être agriculteur (il s'agit là d'une condition souple, la condition essentielle étant la possession d'un numéro RIDET). L'inscription au registre de l'agriculture (Chambre d'agriculture) permet de bénéficier des subventions et d'une réduction de la TGI pour le matériel importé. Les taux consentis pour les crédits à moyen terme et les conditions d'accès au crédit sont les suivants :

- le taux pratiqué est de 5,75% ou de 7,75% si les fonds ne sont pas réescomptables auprès de l'IEOM auxquels il faut ajouter 0,55% pour l'assurance décès / invalidité. Si

l'agriculteur est adhérent du bureau de gestion mis en place par la DDR, il bénéficie d'un point de bonification sur le crédit, ce qui ramène le taux à 8,30% par an, assurance comprise, et ce sur 5 ans pour les prêts à moyen terme. A ce taux il faut ajouter les 9000 FCFP de frais de gestion de dossier et de frais d'enregistrement et de contrat ;

- pour les prêts de campagne, les taux pratiqués sont fonction de la durée de la production envisagée.

À la différence du Crédit Agricole, la BCI est également une banque de dépôt et elle intervient sur le financement de l'investissement foncier sur des durées de 15 à 20 ans. Pour le foncier les taux se situent à 6,80% par an avec une assurance à 0,60%. Pour les prêts à court terme et moyen terme, le taux de base est de 5,75% par an, plus l'assurance.

Ces dispositifs restent cependant relativement lourds au plan administratif et réservés aux agriculteurs inscrits au registre de l'agriculture.

3.3 - Les dispositifs d'aides de la Province Sud

3.3.1 - Les aides à l'investissement agricole de la Province Sud

La Province Sud a mis en place plusieurs formes d'aides à l'investissement dans le secteur rural en fonction des priorités de développement retenues. Il s'agit de subventions aux investissements qui sont déterminées en fonction du montant de l'investissement réalisé, du secteur productif concerné et enfin des conditions remplies par l'exploitant requérant. En fonction des dossiers, ces aides peuvent représenter entre 15 et 100% des investissements primables.

Pour tout investissement, il est possible de bénéficier d'un appui technique et économique de la part des services techniques et économiques de la Province. Ces aides à l'investissement sont complétées par un dispositif de soutien à la création de micro-entreprises et d'emplois salariés.

- *Les aides aux investissements dans le cadre de micro-investissements ruraux*

Ces aides concernent uniquement la diversification, l'amélioration ou l'extension des activités d'exploitations déjà opérationnelles, la diversification pouvant se faire à partir d'une création d'une activité nouvelle sur l'exploitation. **Elles sont accordées pour des investissements compris entre 200 000 et 1 200 000 F CFP.** En ce qui concerne Saint-Louis, compte tenu du nombre très limité de producteurs agricoles (même à temps partiel), ce type d'aide ne pourrait concerner qu'un nombre très faible de personnes. **Ces aides ne peuvent en effet être utilisées pour démarrer une exploitation agricole nouvelle.** Les dossiers instruits dans le cadre des micro-projets sont examinés environ tous les deux mois.

Concernant les productions maraîchères, vivrières et l'horticulture, les actions spécifiques prioritaires retenues par la Province qui seraient **susceptibles d'intéresser un nombre très réduit de producteurs** à Saint-Louis sont les suivantes :

- *'la réduction de la saisonnalité des productions végétales, notamment par les équipements frigorifiques, les bâtiments de stockage et les abris ou serres'¹⁴ ;*
- *'la maîtrise de l'eau (irrigation, travaux hydrauliques), les forages relèvent de la Direction des Ressources Naturelles*
- *l'amélioration de la présentation et de la transformation (calibreuses, trieuses, etc.).*

• Les aides aux investissements dans le cadre du Code Provincial des Investissements

Ces aides concernent **des investissements agricoles dont le montant est supérieur à 1 200 000 F CFP** ; seuls certains types de production peuvent en bénéficier. En matière de productions végétales, les orientations suivantes sont privilégiées :

- **le maraîchage** avec notamment, *'la mise en place de serres ou d'abris avec l'équipement afférent. Réseau d'irrigation et de drainage. Brise vent. Matériel spécialisé de culture, de traitement, de conditionnement et de stockage'* ; il convient de noter que **les productions maraîchères ne sont plus aidées par la Province s'il s'agit de production de pleine saison** (saison fraîche et sèche de mai à novembre) ;
- **les cultures vivrières** et en particulier *'la création et l'extension d'unités de production mécanisées et irriguées. Installations de conditionnement et de stockage'* ;
- **l'arboriculture fruitière** avec les thèmes suivants *'irrigation, entretien, traitements phytosanitaires, conditionnement, stockage'* ;
- **l'horticulture** avec *'la création et l'extension d'unités horticoles'* ;
- **la diversification**, avec notamment **la vanille, les épices et les plantes aromatiques et médicinales** :
 - **vanille** : *'mise en place d'ombrières et des équipements afférents, mise en place d'unités modernes pour le séchage et le conditionnement'* ;
 - **plantes aromatiques et épices** : *'matériel permettant la production, la récolte, le conditionnement, le stockage et la transformation'* ;
 - **plantes médicinales** : *'tous les équipements et matériels de culture pour la récolte, le conditionnement, les traitements sanitaires, l'irrigation...'* .
 mais aussi des **cultures fruitières** (grenadilles, fruits de la passion, etc.).

¹⁴ Nous avons souligné le type d'action qui nous paraît le plus adapté à la situation actuelle parmi les orientations définies par la Province.

Parmi les activités ciblées par la Province se trouve également le reboisement avec comme objectif *'d'inciter l'initiative privée ou tribale pour entreprendre le reboisement en subventionnant : l'ouverture de réseaux de pistes et de pare-feu nécessaires ainsi que la préparation du sol et la plantation'*.

•Les *'kits fruitiers'* et *caféiers*

Cette forme d'aide se caractérise par une grande souplesse de mise en oeuvre.

Les *'kits fruitiers'* représentent une forme d'aide en nature concernant des **unités de 25 arbres fruitiers ou de 200 pieds de caféier**. Il est possible pour une personne de pouvoir bénéficier de deux *'kits'* par an jusqu'à un maximum de 10 *'kits'* par individu au bout de cinq ans, sous réserve que les personnes entretiennent leur verger. Il est donc possible de se constituer en cinq ans une plantation fruitière de 250 arbres ou un verger de caféiers de 2 000 pieds. La mise en oeuvre de ces vergers suppose bien sûr la disponibilité et la pérennité de l'attribution foncière pour l'individu qui désire s'y engager. La fourniture des kits fruitiers suppose un engagement progressif dans les activités de production fruitière : réalisation de la trouaison, de la plantation, de l'arrosage et de l'entretien des arbres. Ces aides n'impliquent aucune dépense monétaire de la part du requérant.

3.3.2 - Les aides à la création d'emplois

Les primes à l'emploi mises en place par la Province Sud (jusqu'au 31 décembre 1998) concernent les entreprises relevant d'un des secteurs éligibles aux dispositions du code des investissements dont les biens et les services à l'exportation, l'agriculture et la sylviculture. Des conditions sont posées au niveau de l'employé qui doit être soit demandeur d'un premier emploi, soit demandeur d'emploi depuis plus de six mois, soit bénéficiaire d'un stage d'insertion organisé par la Province. L'aide à la création d'emploi est de 400 000 F CFP par an pendant cinq ans à Nouméa et de 600 000 F CFP par an pendant cinq ans dans les autres communes.

3.3.3 - Les aides à la création de micro-entreprises

L'aide à la création de micro-entreprises est destinée à toute personne qui souhaite créer ou reprendre une exploitation sur toutes les communes de la Province Sud. Elle peut atteindre jusqu'à 100% du montant de l'investissement dans la limite de 1 500 000 F CFP pour un investissement total inférieur à 3 000 000 F CFP. Si l'aide est supérieure à 80 % du montant de l'investissement, la partie comprise entre 80 % et 100 est remboursable.

Ces aides sont des aides *a priori*, c'est à dire qu'elles sont versées avant la réalisation des investissements, qui peuvent comprendre des charges de production et la formation de stocks d'intrants.

3.3.4 - Les aides spécifiques à destination des jeunes

La création d'une exploitation agricole peut se faire - **pour des jeunes de moins de 26 ans** - dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion des jeunes mis en oeuvre pour la Province Sud par la **Mission d'Insertion des Jeunes**. Cette formule¹⁵ permet au jeune désireux de se lancer dans un projet d'installation agricole de bénéficier d'une formation technique d'une durée de sept semaines¹⁶ et d'un statut de stagiaire ouvrant droit à une indemnité mensuelle. Cette formule permet ainsi à la personne concernée de bénéficier d'une indemnité qui lui permet d'investir en travail sur sa propre unité de production ainsi créée. Le stage est financé pour une durée de cinq mois.

Il convient de noter que si cette formule peut intéresser des jeunes désirant créer leur propre unité de production agricole, elle s'adresse aussi à des jeunes souhaitant se former afin d'acquérir une compétence permettant ensuite une embauche comme salarié dans une entreprise. Du point de vue de l'entreprise, la formule permet de bénéficier de cinq mois de prise en charge des charges sociales et salariales et de négocier avec le stagiaire une formation qualifiante, sur 7 semaines, adaptée aux besoins de l'entreprise.

3.4 - L'accès à l'information

3.4.1 - Le conseil technique

Le conseil technique est assuré par les techniciens de la DDR qui sont spécialisés par type de production (maraîchage, horticulture...). Le réseau des producteurs suivis par les techniciens de la DDR est important et concerne essentiellement les producteurs fortement insérés dans les circuits marchands. Jusqu'à il y a peu de temps, ces techniciens spécialisés n'ont pas eu de contact direct avec les producteurs de Saint-Louis ; actuellement, le contact avec les services de développement se fait par l'intermédiaire de la personne chargée - entre autres - du suivi de ce dossier au niveau de la DDR. A l'avenir, et en fonction des demandes exprimées et des projets agricoles qui verront le jour, les appuis techniques de la DDR seront bien entendu mobilisables.

Par ailleurs, la station maraîchère pourra à travers la conduite d'opérations de recherche - sur la station et sur des parcelles chez les producteurs - contribuer à la formation pratique (en relation avec le CFPPA) et contribuer à la diffusion de matériel végétal diversifié auprès des producteurs intéressés.

¹⁵ Formule utilisée dans le cadre du projet d'insertion par l'installation en tant qu'agriculteur des jeunes au niveau du GDPL de Kovire, Tribu de Saint-Michel à Thio.

¹⁶ Dans ce cas, on pourrait envisager que les formations ainsi financées soient dispensées par le CFPPA.

D'une manière générale, on a pu constater le très vif intérêt des populations de Saint-Louis pour un renforcement des moyens d'accès à l'information technique et économique concernant les perspectives de valorisation des ressources agricoles mais aussi non-agricoles de leur territoire. En l'absence d'une circulation appropriée de l'information, il est à craindre que les opportunités offertes par la proximité du marché de Nouméa au plan agricole, mais aussi les autres possibilités de développement qu'implique cette situation privilégiée au sein de la ceinture verte de Nouméa demeurent virtuelles pour la majorité de la population avec le risque d'un accroissement de la frustration des jeunes à l'égard du "développement".

3.4.2 - La formation au CFPPA

Le CFPPA de Nouvelle-Calédonie disposera avec le centre de Saint-Louis d'une quatrième antenne sur le Territoire après celles de Pouembout, Maré et Lifou. Les financements du CFPPA proviennent du Territoire et d'autres partenaires, en fonction de demandes spécifiques (Mission d'insertion jeunes par exemple).

A titre d'illustration, le CFPPA de Pouembout propose une formation continue sur un an intitulée "Technicien services en milieu rural". Cette formation permet d'acquérir un brevet de technicien et d'acquérir une qualification professionnelle dans le développement et l'animation en milieu rural. Le CFPPA de Pouembout propose également des formations continues plus ponctuelles sur le machinisme agricole (deux sessions de 12 semaines sur des thèmes classiques liés à la maîtrise du matériel motorisé de culture) et sur l'aménagement de l'espace (chantiers école sur la côte Est) qui concernent des jeunes issus des tribus.

Le CFPPA de Saint-Louis serait en mesure de proposer des formations spécifiques en fonction des besoins identifiés. Lors de l'étude il a été proposé que les thèmes suivants puissent faire l'objet d'une programmation à l'avenir :

- le maraîchage avec quelques thèmes qui paraissent importants dans le contexte du marché local :
 - les productions maraîchères sous abri en saison chaude,
 - la gestion de la qualité en production maraîchère (depuis les questions variétales, les techniques culturales jusqu'au conditionnement et la mise en marché des produits),
 - la gestion des production en fonction des demandes du marché (planification de la production en fonction des demandes spécifiques du marché pour des espèces déterminées et en fonction des périodes déficitaires).
- les productions horticoles et en particulier les productions destinées à produire des fleurs coupées (techniquement très contraignant).
- les productions vivrières.

- l'arboriculture avec des thèmes comparables à ceux identifiés pour le maraîchage :
 - la gestion de la qualité en arboriculture,
 - la gestion des production en fonction des demandes du marché.
- la transformation des produits (unités de petite taille).
- l'aménagement et la gestion de l'environnement à des fins récréatives et éducatives (parc de la Thy et aménagement de la zone dite 'Bord de mer', voir en particulier les chantiers école de la côte Est). Compte tenu de l'importance potentielle de ces activités au niveau de Saint-Louis, il serait peut-être opportun de renforcer ces formations et ce d'autant plus que les besoins sur ces questions dépassent le seul cadre de Saint-Louis et ont une audience potentielle à l'échelle territoriale.

TROISIEME PARTIE

PROPOSITIONS

Le diagnostic effectué dans la Tribu de Saint-Louis a montré qu'il existe de multiples activités agricoles même si celles-ci ne représentent pas à l'évidence un volume de production ou des revenus monétaires directs importants. Les nombreux entretiens réalisés au cours de cette étude ont également montré que des dynamiques locales, associatives ou individuelles, pouvaient être utilement soutenues dans les domaines agricole, para-agricole et rural. Le développement de ces initiatives suppose un effort spécifique en terme d'accompagnement et sans doute une adaptation et une intensification du dispositif d'appui aux producteurs de cette zone. Il est à noter que les résultats d'une telle opération ne seraient pas limités à la seule zone de Saint-Louis ou du Mont-Dore ; ils pourraient fournir des enseignements valables dans d'autres situations sur le Territoire.

Les propositions présentées ici ont été discutées lors des différentes séances de restitution. Elles s'appuient sur les caractéristiques actuelles des activités agricoles de la tribu et concernent des améliorations/innovations qui paraissent réalistes à court et moyen terme, compte tenu d'une part des contraintes et opportunités de l'environnement économique et d'autre part des évolutions qui devraient intervenir dans la Tribu (attribution du domaine ex-Société de Marie au GDPL).

A noter que les propositions formulées ci-après prennent bien sûr en compte les orientations définies en 1995, par le groupe de travail, pour l'aménagement du domaine ex-Société de Marie et reprennent, en les ordonnant, des suggestions formulées par des personnes et des groupes vivant dans la tribu de Saint-Louis.

Deux axes de travail ont été identifiés : ils concernent d'une part les **activités agricoles** et d'autre part **la gestion de l'environnement** et des ressources locales ; ces deux axes ainsi que les propositions qui y sont liées constituent des orientations, des pistes qui devraient être approfondies au sein de la tribu de Saint-Louis, avec les appuis extérieurs nécessaires, afin de déboucher sur des **projets** opérationnels.

I - DES PROPOSITIONS DANS LE DOMAINE AGRICOLE

Eu égard aux conditions particulières d'exercice des activités agricoles dans la tribu et de la forte concurrence qui est la règle sur les productions maraîchères, il semble que l'appui dans ce secteur devrait viser le **renforcement de ce qui existe** et l'identification de projets agricoles nouveaux. Il s'agit **d'encourager** le développement d'activités agricoles selon **des modalités souples, adaptées aux besoins et aux disponibilités** des différentes catégories d'acteurs potentiellement intéressés. Cette approche n'exclut pas bien sûr le soutien à des activités agricoles professionnelles, si des initiatives apparaissent ou se confirment dans ce sens ; il semble utile cependant d'adopter une approche progressive afin d'éviter d'éventuels échecs qui décourageraient les intéressés.

Les objectifs poursuivis concerneraient :

- tout d'abord, **l'amélioration de la production destinée** à la consommation familiale ; il s'agit là d'une opportunité économiquement intéressante car les achats de produits alimentaires semblent avoir un poids important dans les budgets des ménages ;
- ensuite, **l'amélioration des conditions** actuelles de **mise en marché** des produits qu'il s'agisse des surplus dégagés ou de productions spécifiques produites pour la vente ;
- enfin, en fonction d'opportunités de commercialisation nouvelles et précisément identifiées, le **développement de productions à vocation commerciale**, pourrait être envisagé avec des chances de réussite accrues.

En matière d'appui, trois orientations principales pourraient découler de ces objectifs :

- le renforcement de l'existant, qui pourrait se traduire par un appui aux activités agricoles actuelles, visant à lever les principales contraintes rencontrées par les producteurs ;
- l'appui au lancement de projets agricoles nouveaux (individuels ou familiaux) qui devraient cependant être abordés avec prudence et modestie et qui restent dépendants de conditions préalables ;
- de façon permanente, l'appui aux initiatives des associations de femmes, de quartier, etc.

1 - Renforcer l'existant, à partir des demandes exprimées

Un soutien aux activités agricoles existantes pourraient revêtir plusieurs formes :

1.1 - Un appui pour lever les principales contraintes techniques rencontrées dans les jardins et dans les plantations actuels. Certaines contraintes ont été identifiées au cours de l'étude et pourraient être précisées avec les personnes intéressées ; sans exhaustivité, les demandes suivantes ont été formulées au cours de l'étude :

- fertilisation raisonnée des cultures et limitation de la baisse des rendements sur les ignames et les patates douces ;
- problèmes phytosanitaires sur les agrumes, les arbres à pain, les jacquiers et les taros ;
- etc.

La Station de Recherche Maraîchère et Horticole et le CFPPA pourraient sans doute apporter des réponses à ces demandes :

- en mettant en place des essais/démonstrations sur les vivriers ;
- en aidant à l'organisation de contacts avec la Station de Recherche Fruitière de Pocquereux ;

- en organisant des formations courtes (CFPPA) ; la réponse actuelle aux premières formations proposées est à cet égard encourageante (10 demandes pour 14 formations sont venues de Saint-Louis et 6 demandes pour 12 formations émanaient de la commune du Mont-Dore).

Les appuis techniques de la DDR, qui ont déjà commencé, pourraient se poursuivre et s'intensifier en fonction des demandes.

Ces contributions auraient à l'évidence un impact important auprès des personnes concernées (et dans leur entourage) et illustreraient le rôle du complexe SRMH/CFPPA et de la DDR et les bénéfices que peut en tirer la tribu. Tous les producteurs actuels, quels que soient leur niveau d'activité agricole et la destination de leurs produits, peuvent être intéressés par des conseils de ce type.

1.2 - L'amélioration de l'approvisionnement en plants et en semences constitue un deuxième type d'appui possible :

- facilitation de l'accès et des "kits fruitiers", comme cela a commencé à être le cas depuis quelques mois, à l'initiative de la DDR ;
- information sur les sources d'approvisionnement en semences et les conditions offertes ;
- etc.

La production de semences de vivriers pourrait être envisagée et donner lieu à un **projet** porté par un individu ou par un groupe. Il devrait faire l'objet d'une étude de faisabilité spécifique et bénéficier de l'appui technique de la station maraîchère et du CFPPA, et sans doute aussi d'un soutien financier pour le démarrage. Il pourrait être suivi par la DDR.

L'amélioration de l'accès aux intrants (engrais, produits phytosanitaires) pourrait également constituer un axe de l'appui à apporter.

Ces différentes améliorations pourraient être l'objet d'appuis spécifiques de la DDR, à travers un conseil technique, et une information économique en relation avec la Station maraîchère et le CFPPA.

2 - Le lancement et le montage de projets nouveaux

2.1 - Des possibilités nouvelles

Les projets agricoles nouveaux devraient être principalement localisés sur les nouvelles terres dont la tribu aura la jouissance dès que l'attribution du domaine ex-Société de Marie sera effective. Des projets ont été définis, par le groupe de travail, pour l'aménagement du domaine :

- **pour la partie haute**, il a été envisagé une zone d'habitation, des infrastructures collectives, l'extension du cimetière, un centre de retraite/repos, des activités d'élevage

et d'agriculture, le reboisement des parties escarpées ainsi que l'aménagement de la forêt de la Thy ;

- **pour la partie basse**, outre une réserve écologique et une zone d'habitat, des "jardins familiaux" sont prévus : ce sont des parcelles irrigables ; les collectivités vont réaliser l'assainissement, le drainage et l'amenée d'eau (pompage dans la Thy).

2.2 - Des points à approfondir et des conditions à remplir

Des conditions préalables existent, concernant notamment les futurs "jardins familiaux" identifiés par le GDPL et qui seront localisés à proximité du complexe Station de Recherche/CFPPA.

2.2.1 - Des conditions foncières

Elles sont de deux types :

- la première concerne l'attribution foncière au GDPL ; la création du GDPL constitue une priorité et il faut espérer qu'elle interviendra bientôt ; elle devrait s'accompagner de la reprise des réunions du groupe de travail créé par l'ADRAF et de la réflexion sur les aménagements à réaliser pour la mise en valeur et l'exploitation (agricole et non agricole) du foncier attribué ; rappelons que c'est l'ADRAF qui est l'interface choisi par la tribu en matière d'aménagement ;
- la deuxième condition concerne les **modes de mise en valeur** et en particulier les modalités de l'affectation des parcelles irrigables ("jardins familiaux") ; il semble nécessaire de préciser la réflexion sur ce sujet. Deux points paraissent importants à souligner :
 - favoriser l'affectation des parcelles à des porteurs de projets : les **parcelles** devraient être **affectées** en fonction de **projets familiaux**, individuels ou collectifs dûment **identifiés** ; il conviendrait de prendre en compte la diversité des situations familiales en termes de disponibilité en main-d'oeuvre, l'intérêt manifesté pour la mise en valeur et qui devrait se concrétiser par un projet le plus précis possible ;
 - sécuriser le foncier : les projets de mise en valeur (individuels et/ou collectifs à travers les associations) devraient être avalisés et garantis par les chefs (bail précisant la durée, avec des conditions suspensives si la mise en valeur n'est pas effective), et leur finalité devrait être précisée (autoconsommation ou vente) ; en cas de production principalement marchande, les projets devraient comprendre une identification précise des débouchés.

A noter que la sécurisation foncière sur une période suffisamment longue constitue une condition de l'engagement des producteurs dans une production agricole significative et est nécessaire pour qu'ils y investissent.

2.2.2 - Le système d'irrigation des jardins familiaux appelle une réflexion particulière : trois points peuvent être soulignés :

- concevoir un système qui pourrait être mis en place et étendu en fonction de la mise en valeur progressive des jardins ;
- prévoir un système simple et peu coûteux permettant à chaque exploitant de choisir la solution qui lui convient au niveau de sa parcelle (puisage manuel, installation d'une moto-pompe individuelle, etc.) ;
- définir les modalités concrètes d'accès à l'eau pour les producteurs (droits et obligations).

2.3 - Qui peut être intéressé par les jardins familiaux ?

Les familles sont aujourd'hui, nous l'avons vu, inégalement intéressées par les activités agricoles et il serait souhaitable que les jardins familiaux soient attribués en fonction des demandes exprimées et des projets précis de mise en valeur formulés par les demandeurs.

2.3.1 - Femmes, jeunes, associations

Les projets nouveaux, notamment dans les jardins familiaux, pourraient concerner des catégories sociales différentes et la destination des produits pourrait être variable selon les cas.

Les femmes et certaines **catégories de jeunes** (mariés) pourraient être intéressées par une production destinée principalement à l'auto-consommation, et dégageant quelques surplus commercialisables ; il s'agit là de personnes susceptibles de se mobiliser sur ce type d'activités dès que le fonctionnement des jardins aura été arrêté par le GDPL. Ces catégories devraient bénéficier d'appuis à la conception de leur projet et de formations courtes (CFPPA) ainsi que d'un suivi (CFPPA/DDR).

Les associations de femmes et les associations de quartier constituent des acteurs particulièrement intéressés par le développement des activités agricoles.

Les associations de femmes représentent des lieux d'initiative importants, au moins potentiellement, pour la vie sociale locale et certaines se sont déjà engagées par le passé dans des productions agricoles destinées soit au financement d'autres activités de l'association soit au développement des productions d'autoconsommation pour les familles des adhérentes.

Les associations de quartier se sont elles aussi engagées dans le développement d'activités agricoles avec des objectifs qui peuvent être différents (prise en charge des jeunes sans emploi, renforcement de la solidarité coutumière...) mais qui présentent comme point commun de voir dans l'agriculture une activité qui pourrait être mobilisatrice.

Il est certain que le dynamisme, actuel et potentiel, de ces associations doit être valorisé dans le cadre des initiatives qui vont accompagner la mise en place de la station maraîchère et du CFPPA. Elles pourraient constituer un interface et des interlocuteurs pertinents (pour les

interventions qui seraient négociées) et servir de relais entre les initiatives collectives et des démarches plus individuelles ou familiales.

Les débouchés qui pourraient être visés par les associations - au moins dans une première étape - seraient la consommation familiale, puis dans le cas de surplus commercialisables, les petites épiceries situées dans la tribu et éventuellement la commercialisation occasionnelle en bord de route les fins de semaine. Si la régularité de la production pouvait être assurée, il serait également intéressant de prendre contact avec les responsables du marché du Mont-Dore pour des produits valorisés dans la culture et la tradition culinaire mélanésienne.

2.3.2 - Favoriser l'émergence de "promoteurs"

Si les dynamiques individuelles de production à vocation marchande sont relativement rares dans la tribu, elles existent et représentent un point de référence intéressant qui pourrait servir de base à d'autres initiatives. Les producteurs actuels sont intéressés par d'éventuelles propositions d'innovation qui pourraient être développées à partir des travaux de la station de recherche et des formations mises en oeuvre par le CFPPA. De nouvelles espèces et variétés et de nouvelles techniques culturelles seraient certainement valorisées par le petit nombre de producteurs qui ont déjà développé une activité de production permettant de commercialiser quelques surplus.

Les individus (certains jeunes, des salariés, des pré-retraités) ou les groupes (associations ou petits groupes qui se constitueraient) qui seraient intéressés pour développer des activités agricoles à destination du marché devraient s'orienter vers des productions pour lesquelles il existe un marché identifié ; dans la plupart des cas et dans un premier temps tout au moins, il faudrait considérer l'activité agricole comme une composante d'un **système de pluriactivité**.

La liaison avec le marché pourrait se faire selon plusieurs circuits aux exigences contrastées :

- la prise en compte des demandes des marchés de détail relativement rémunérateurs, notamment celui de Nouméa et à un degré moindre celui du Mont-Dore ; ce type de marché ne pourra concerner que des quantités de production limitées sur des circuits où les relations personnelles de confiance entre producteurs et vendeurs demeurent déterminantes.
- la prise en compte des demandes spécifiques d'opérateurs plus importants tels que les grossistes et en particulier la SPIE qui a proposé d'identifier avec les producteurs potentiels un certain nombre de produits maraîchers qui pourraient faire l'objet d'accords de production. La SPIE serait également disposée à établir un cahier des charges concernant la qualité, la présentation et les modalités de conditionnement des produits pour lesquels il y aurait accord de production.

Outre les produits maraîchers, le développement des activités de production fruitière devrait être encouragé par l'intermédiaire des opérations de type "kit fruitier" qui sont déjà connues dans la tribu. Là encore, il convient d'être attentif à la question des débouchés de manière à choisir les espèces intéressantes et les variétés les plus adaptées aux cycles de la demande sur le marché de Nouméa. La station fruitière de Poquereux pourrait être mobilisée à cette occasion via la station maraîchère ou le CFPPA.

2.4 - L'appui au montage de projets agricoles nouveaux

Un appui au montage de projets agricole nouveaux paraît indispensable pour éviter des initiatives hasardeuses dont l'échec serait très démobilisateur. Concernant cet appui, la démarche suivante pourrait être envisagée :

- a - Formulation par l'intéressé d'une demande d'attribution de parcelle irriguée ; elle serait adressée au GDPL et devrait préciser :
 - qui ? (identification précise du - ou des - bénéficiaire(s)) ;
 - veut faire quoi ? (nature des productions, destination des productions, etc.) ;
 - où ? (localisation de la parcelle, surface demandée) ;
 - avec quels moyens ? (main d'oeuvre mobilisable, capacité d'investissement, etc.).
- b - Le GDPL examinerait la demande et donnerait un accord de **principe** (ou le refuserait).
- c - L'étude de faisabilité interviendrait après l'accord de principe ; elle serait réalisée avec l'appui des services compétents et devrait définir, en accord avec les intéressés :
 - les objectifs précis du projet ;
 - les moyens à mobiliser (surface investissement, intrants, main-d'oeuvre, etc.) ;
 - l'organisation de la production (périodes, organisation du travail) ;
 - les débouchés de la production ;
 - les appuis nécessaires : aides financières, formation préalable, suivi, etc.
- d - Le GDPL se prononcerait en fonction des résultats de l'étude de faisabilité.
- e - L'accord entre le GDPL et les intéressés serait formalisé dans un **contrat** précisant la surface mise à disposition du bénéficiaire, la durée, les conditions, etc.

3 - Prudence et modestie dans les projets agricoles

Les atouts mais aussi les risques liés aux activités agricoles incitent à la plus grande prudence en terme de propositions concernant le secteur agricole et son potentiel effectif de contribution au développement local à Saint-Louis.

3.1 - Des atouts certains

La situation de la tribu de Saint-Louis offre des opportunités intéressantes en terme de développement des activités agricoles. Eu égard au contexte de création de la station de recherche en maraîchage et du CFPPA, nous avons focalisé notre travail sur le maraîchage sans négliger toutefois de prendre en compte les cultures dites vivrières (essentiellement les tubercules), l'horticulture et de manière marginale l'arboriculture. Nous avons fait ce choix car

certaines productions correspondent soit à des pratiques existantes au sein de la tribu, soit à des opportunités qu'il nous est apparu utile d'inclure dans nos hypothèses de travail compte tenu des informations recueillies lors de nos entretiens.

Il existe incontestablement des **conditions favorables** au développement des activités agricoles sur les terres de la tribu de Saint-Louis. Nous pouvons résumer ici ces conditions de manière succincte car elles ont été analysées dans les deux parties précédentes.

3.1.1 - Il s'agit tout d'abord de la **proximité du marché** le plus important de Nouvelle-Calédonie, celui de Nouméa ainsi que de la présence des grossistes (au nombre de six) qui sont tous basés dans l'enceinte au marché de gros de Nouméa. Les possibilités d'accès aux différentes filières repérées sont extrêmement différenciées, mais cette diversité - si elle est mise à profit - peut devenir un atout permettant de sécuriser les débouchés des produits agricoles. Elle permet surtout, en fonction des objectifs de production que l'on se fixe, de choisir la forme de mise en marché la plus appropriée au système de production agricole choisi.

Les principales formes de commercialisation des produits agricoles identifiées sont les suivantes:

- **l'établissement de relations avec un grossiste** sur des produits précis définis conjointement en fonction de prévisions de la demande ;
- **la recherche de débouchés plus directs** soit en privilégiant une relation commerciale directe avec les détaillants, soit en organisant et en développant une activité de vente en bord de route ;
- **les circuits internes à la tribu** avec comme proposition la diversification de l'offre;
- la possibilité de s'insérer dans **le cadre du marché du Mont-Dore** pour certains produits.
- **l'autoconsommation**. Il s'agit d'un axe particulièrement important compte tenu des niveaux de prix particulièrement élevés pour les produits maraîchers, les fruits et les tubercules.

Le second type de condition favorable concerne **les possibilités d'accès au foncier** dans le cadre des terres déjà disponibles dans la tribu mais aussi et surtout dans le cadre de la création d'un groupement de droit particulier local (GDPL) qui bénéficiera de la rétrocession des terres de l'ex-Société de Marie.

La troisième condition est liée à **la présence de la Station de recherche maraîchère et du CFPPA** à proximité immédiate de la tribu. Les relations qui pourraient s'établir entre les populations de Saint-Louis et ces deux structures de recherche et de formation pourraient permettre un développement des pratiques agricoles, à travers notamment la diffusion de matériel végétal, de conseil technique, la formation sur des techniques culturales, la participation à des démonstrations ou des expérimentations...

Enfin, la position privilégiée de la tribu dans le "Grand Nouméa" à proximité des lieux d'approvisionnement en intrants, la facilité des communications et des déplacements, la proximité et la présence des services agricoles de la DDR et les différents types d'aide mis en place créent a priori des conditions favorables à l'engagement dans l'activité agricole.

3.2 - Des risques importants

Ces conditions paraissent indiquer que le développement d'activités agricoles au sein de la tribu de Saint-Louis est tout à fait envisageable. Ce point de vue optimiste doit cependant être tempéré pour des raisons qui tiennent au contexte dans lequel pourraient éventuellement se développer de telles activités. Ces risques sont présentés ici de manière succincte.

3.2.1 - Des risques liés au contexte technique et économique global

Des risques climatiques et techniques importants. Les conditions climatiques et pédoclimatiques en Nouvelle-Calédonie font de l'activité agricole une activité soumise à des aléas importants. Les conditions de la production de légumes sont très fortement contrastées entre d'une part la saison - fraîche et sèche - favorable à de nombreuses espèces maraîchères entre mai et novembre et d'autre part, la période de novembre à avril, avec des températures élevées, des pluies importantes et des risques cycloniques et d'inondation. La contrainte climatique, très difficile à maîtriser, entraîne des fluctuations importantes au niveau des quantités de produits disponibles sur les marchés dans des intervalles de temps très courts.

Le contexte dominant de pluri-activité. Cette pluri-activité est observable au niveau des ménages ou des unités familiales plus larges mais également au niveau des individus qui, en fonction des opportunités et compte tenu des incertitudes du marché de l'emploi (variation du volume d'activité du nickel), jouent sur plusieurs registres combinant parfois des activités agricoles avec une multitude d'autres activités plus ou moins précaires en fonction des circonstances. Ces conditions d'exercice de l'activité agricole sont celles qui prédominent dans la tribu car si des activités agricoles sont pratiquées, personne ne s'engage exclusivement dans cette activité. Dans ce type de stratégie, la recherche de la sécurisation d'un revenu minimal est prédominante ; peut en résulter une relative instabilité de l'activité agricole.

La faiblesse relative des revenus tirés de l'agriculture. Un nombre très limité d'agriculteurs dispose de revenus significatifs tirés de l'activité agricole. Cependant les chiffres disponibles (DAF, 1996) indiquent que les revenus moyens tirés de l'activité agricole sont parmi les plus faibles dans l'échelle des revenus des différentes catégories socio-professionnelles ; en outre ces chiffres ne prennent en compte que les individus déclarés comme agriculteurs à temps plein.

3.2.2 - Des risques liés à l'évolution du secteur agricole et de la distribution des produits frais

Un marché très étroit. Même en étant le plus important marché de Nouvelle-Calédonie, le marché de Nouméa pour les légumes, les fruits et les tubercules demeure un marché très limité. Les volumes mensuels mis sur le marché pour les produits de plus grande consommation ne dépassent pas quelques dizaines de tonnes. Des quantités sensiblement plus importantes mises sur le marché contribuent à le saturer très rapidement.

Une forte concentration de la production. Les progrès réalisés ces quinze dernières années par les producteurs néo-calédoniens sont spectaculaires en termes de quantités produites locales et également en termes de qualité. La politique d'aide à la production et les mécanismes de régulation mis en place pour protéger la production locale ont conduit à une forte concentration de la production maraîchère dans le Grand Nouméa et au delà vers des bassins de production de grande culture, vers la Foa et Bourrail. Le nombre de producteurs qui participent de manière significative à l'approvisionnement du marché de Nouméa sont en nombre limité et se sont dans une certaine mesure spécialisés.

Des possibilités limitées pour développer des productions hors saison. Dans certains cas, ce processus de concentration de la production s'accompagne de très forts investissements pour produire en contre-saison en diminuant fortement le poids des aléas climatiques par des productions hydroponiques sous abri. Cette orientation est actuellement soutenue par le système d'aide de la Province Sud car les possibilités d'insertion de nouveaux producteurs sur le marché en saison favorable apparaissent extrêmement réduites. Ces conditions de production signifient que l'entrée sur le marché des produits de grande consommation pour de nouveaux producteurs se révélera difficile ou supposera des investissements importants pour produire en contre-saison.

Des fluctuations rapides et de grande amplitude en matière de prix. Le caractère aléatoire de la production, l'étroitesse du marché et la forte concentration de la production se combinent pour rendre le marché des produits maraîchers très fluctuant en matière de prix.

Un accès difficile aux grandes surfaces. Les grandes surfaces ont pris, depuis une dizaine d'années, une place importante dans la commercialisation des produits frais sur le Grand Nouméa. Or, les conditions d'accès à ce marché sont difficiles pour des petits producteurs.

3.3 - Des recommandations particulières

Pour les productions agricoles et plus encore pour le maraîchage, il existe une forte concurrence et les créneaux sont étroits et exigeants. Il existe néanmoins certaines possibilités qui doivent être explorées en tenant compte dès le départ des caractéristiques des diverses demandes et des différents circuits qui y correspondent. Il semble donc préférable, pour certains produits, de ne

pas orienter les futurs producteurs agricoles de Saint-Louis vers une perspective strictement commerciale.

En effet, les pôles de concurrence sont multiples. Certaines productions fragiles et sensibles aux écarts climatiques et/ou aux ravageurs sont maintenant conduites en hors sol sur des systèmes d'irrigation hydroponique, ce qui les met à l'abri des risques climatiques et permet d'ajuster les quantités produites aux besoins du marché local. Les coûts d'investissement mais aussi d'insertion sur ces marchés pour un nouveau producteur ainsi que la technicité requise pour faire fonctionner de manière performante de tels systèmes ne permettent pas actuellement d'envisager le développement de cette forme d'agriculture au niveau de la tribu de Saint-Louis. Cette forme d'agriculture concerne principalement les productions de salade et de tomate, mais aussi, à un degré moindre cependant, la banane dessert dont la technicité de production s'est notablement accrue ces dernières années.

L'autre grand pôle de concurrence concerne les légumes de plein champ (carottes, choux...) produits en systèmes mécanisés et en grande quantité soit dans la ceinture verte de Nouméa, soit dans la zone de Bourrail-La Foa. Les productions de plein champ ont aussi tendance à concerner des productions cultivées uniquement par les mélanésien jusqu'à une date récente, notamment les tubercules (igname, taros...). Même si la qualité des productions de plein champ reste très inégale, les conditions de production supposent aussi des investissements non négligeables en culture mécanisée dans un système global de mise en marché où les fluctuations rapides des prix font courir des risques élevés aux producteurs.

Le dernier pôle de concurrence est celui des petits produits maraîchers (persil, condiments verts, variétés spécifiques de salades...), vendus en frais sur le marché de Nouméa par des circuits de commercialisation directs et bien établis. Il s'agit là d'une agriculture se réalisant sur des superficies réduites, dans la ceinture verte de Nouméa, et qui bénéficie d'avantages liés à l'ancienneté de l'implantation de cette production et de réseaux de distribution efficaces.

II - DES PROPOSITIONS DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES LOCALES

L'étude a mis en évidence que, dans le secteur agricole, des possibilités de développement existent et doivent être explorées avec prudence, en mesurant les atouts et les risques ; elle a aussi permis d'identifier que des ressources environnementales et cultures existent également à Saint-Louis et qu'elles pourraient être valorisées dans une perspective économique.

1 - Un axe fédérateur fort : la réserve naturelle de la Thy

Une dynamique locale concernant la gestion par les populations de la réserve naturelle de la Thy s'est progressivement formalisée autour de l'Association des Jeunes de Saint-Louis et de l'Association Action Biosphère qui ont fait des propositions dans ce sens. Plusieurs facteurs militent pour la relance de ce projet :

- la présence à Saint-Louis d'associations particulièrement motivées sur ces questions et qui ont fait des propositions constructives allant dans le sens d'une revalorisation de l'image de la tribu de Saint-Louis à travers le développement d'activités de loisirs dans un cadre réhabilité ;
- l'existence d'un premier document de projet qui devrait servir de base de discussion interne à la tribu ainsi qu'avec les partenaires extérieurs potentiels qui seraient nécessairement associés à la concrétisation de cette initiative ; il est à noter que ce projet - dont nous allons présenter les grandes lignes - est un projet global qui montre et explicite en termes concrets une réelle volonté d'ouverture de la tribu sur l'extérieur dans le cadre d'activités qui permettent l'insertion des populations de Saint-Louis dans le contexte économique calédonien.
- la proximité de Nouméa et l'attrait du parc de la Thy pour la population urbaine qui garde un souvenir positif de cette zone avant les événements de 1984 ;
- le caractère fédérateur d'une telle initiative tant au niveau des populations qui pourraient être impliquées dans les différents projets qu'en ce qui concerne des projets complémentaires qui pourraient s'y agréger.

Il s'agit donc là d'une initiative centrale dans le cadre d'une démarche de développement local qui se structurerait au sein de la tribu de Saint-Louis.

Nous reprenons ici les grandes lignes du projet proposé par les deux associations.

1.1 - Les principaux objectifs du projet sont les suivants :

- la protection du patrimoine naturel contre les dégradations résultant de l'état d'abandon de la réserve ;
- l'aménagement de cet espace proche de Nouméa pour l'accueil d'un public à la recherche d'activités de loisirs de pleine nature ;
- la restauration des zones dégradées par l'exploitation minière ou par le feu en collaboration avec les services concernés ;
- la création d'emplois pour les jeunes de Saint-Louis dans les secteurs du tourisme et de l'aménagement de la réserve.

1.2 - Des conditions préalables

Un tel projet porté par deux associations est cependant un projet global pour la tribu ; il doit au préalable obtenir l'accord des responsables coutumiers de Saint-Louis et des services compétents.

1.3 - La finalisation du projet

Si le principe en était retenu, le projet devrait faire l'objet d'une étude de faisabilité : la Direction des Ressources Naturelles de la Province Sud pourrait apporter son appui à ce travail qui devrait être réalisé en étroite collaboration avec les porteurs du projet, les responsables et la population de la tribu.

Il serait important d'associer le CFPPA à cette initiative dès lors qu'une "formation de spécialité locale" pourrait accompagner le démarrage du projet et que de formations spécialisées devraient être prévues en fonction des profils de poste identifiés.

2 - Des axes complémentaires pour renforcer cette dynamique

Cette dynamique autour de la Réserve de la Thy pourrait aussi fédérer des actions connexes en relation avec la valorisation de l'environnement et plus largement des ressources locales. Ce serait en particulier le cas du **reboisement des sites miniers**.

On pourrait envisager d'articuler sur ce projet **d'autres actions** allant dans le sens d'une valorisation des ressources culturelles locales :

- réaménagement et mise en fonctionnement des **tarodières** de montagne dans un but touristique. Ce type d'initiative pourrait alors être élargi à la valorisation des espèces végétales caractéristiques de la culture mélanésienne.
- l'histoire de Saint-Louis a fait l'objet de nombreuses recherches dont certaines ont été mobilisées dans le cadre de cette étude et nombreux sont les habitants de Saint-Louis qui y ont participé. Ces travaux pourraient faire l'objet d'une **exposition permanente** à finalité pédagogique et culturelle dans un lieu et selon des modalités qui restent à discuter et à déterminer. Cette exposition pourrait éventuellement évoluer vers la création d'un musée (éco-musée ; musée historique local, etc.).
- une valorisation des productions agricoles locales pourrait aussi être envisagée à travers la promotion de la culture culinaire mélanésienne qui pourrait trouver dans le projet de réhabilitation de la Réserve de la Thy une opportunité en terme de débouchés.

En bref, il apparaît tout à fait clairement qu'initiatives et idées ne font pas défaut à Saint-Louis. Elles se manifestent de manière très concrète par le dynamisme d'associations prêtes à s'engager sur des projets qui sont loin d'être utopiques. Il est tout à fait essentiel que de telles initiatives soient considérées avec attention et qu'une large réflexion s'engage qui permette de mobiliser les compétences nécessaires afin que les projets puissent aboutir.

3 - D'autres idées

Elles ont été évoquées par des habitants de Saint-Louis au cours de l'étude ; sans exhaustivité, on peut citer :

- **l'aménagement du bord de mer** : il s'agit d'une zone qui fait partie du domaine maritime ; le GDPL a prévu son aménagement en zone de loisirs avec la création notamment d'un centre aéré ; la Direction des Ressources Naturelles pourrait là aussi apporter son appui ainsi que le CFPPA ;
- un travail sur le **conditionnement des produits agricoles** afin d'améliorer la présentation ;
- la poursuite de la réflexion pour la création d'une **foire de Saint-Louis** ;
- etc.

III - DES IDÉES À LEUR RÉALISATION : PROPOSITIONS MÉTHODOLOGIQUES

Le travail mené à Saint-Louis ne constitue que la première étape d'une démarche plus large qu'il s'agirait pour la DDR de poursuivre en collaboration avec tous les acteurs institutionnels concernés (ADRAF, GDPL, etc.) et avec la population de la tribu.

Les **principaux** aspects de cette démarche pourraient être les suivants :

1 - Poursuivre la réflexion engagée afin de favoriser l'émergence de projets portés par des individus, des familles ou des groupes plus ou moins étendus.

Cette réflexion pourrait se structurer de la façon suivante :

- 1.1 - Organiser des réunions complémentaires de restitution à la demande ; elles pourraient concerner tout ou partie du diagnostic et/ou de propositions.
- 1.2 - Poursuivre le travail d'information concernant la SRMH et le CFPPA :
 - en associant les responsables de la tribu aux instances d'orientation (CFPPA) et en créant un comité de concertation informel, où seraient présentées à échéance régulière les programmes de la SRMH et du CFPPA.
 - en continuant l'information de la population sur les formations offertes par le CFPPA.
 - etc.

1.3 - Appui à la réflexion collective ; il pourrait s'agir par exemple :

- de contribuer à la finalisation du plan d'aménagement du domaine ex-Société de Marie : reprise des réunions du groupe de travail, confirmation et précision des aménagements envisagés (études pédologiques, études des potentialités, mise en évidence des options possibles, etc.) ;
- d'accompagner le GDPL dans la définition des critères et modalités d'affectation des parcelles ;
- d'accompagner le GDPL dans l'animation d'une démarche au sein de la tribu pour identifier les porteurs de projets, etc.

Dans ces différents domaines, il serait important :

- d'apporter l'information nécessaire à une réflexion approfondie, sous une forme accessible et attrayante ;
- de faciliter la concertation entre les différents groupes concernés ;
- d'aider le GDPL à associer le plus possible la population à la réflexion (à travers les conseils de clans mais aussi à travers les associations, les maisons communes) ;
- de soutenir la réflexion par des réalisations concrètes, à la demande, comme cela est déjà le cas depuis quelques mois ;
- etc.

1.4 - Il est clair que l'appui à la réflexion collective n'est pas l'exclusivité de la DDR ; il devrait faire l'objet d'une approche concertée de la part des différents acteurs institutionnels (ADRAF, DDR, DRN, etc.) et **intervenir à la demande du GDPL**. Ainsi, pour tout ce qui touche à l'aménagement du domaine, c'est l'ADRAF qui a été choisi par le GDPL comme structure d'interface ; la DDR, pour sa part, pourrait jouer un rôle central dans l'information précise et détaillée concernant les opérations de recherche et de développement. Ce type d'information apparaît la meilleure façon de lever les ambiguïtés qui pourraient persister ou survenir dans la mise en oeuvre opérationnelle des deux structures (fausses attentes pour des emplois salariés nécessairement en nombre très limité, possibilités de formation continue). Elle permettrait également de préciser les opportunités offertes par les deux structures pour les différentes catégories d'acteurs potentiellement intéressés par les formations dispensées à l'avenir sous des formes qui restent à préciser.

L'information sur les conditions de mise en marché est également importante et devra être largement diffusée par des moyens appropriés afin d'être accessible au plus grand nombre. Elle devra préciser les conditions d'accès aux différents types de marché notamment en matière de qualité, de quantité, de pression sur les prix ainsi que les risques liés aux différents circuits commerciaux. A travers cette information, on pourra s'efforcer de mettre en contact direct certains opérateurs de la filière avec les producteurs (existants et potentiels) de manière à faciliter l'établissement d'éventuelles relations contractuelles.

2 - Accompagner les projets... vers une stratégie de développement local

Une fois les projets identifiés et avalisés par les instances locales, il appartiendra sans doute à la DDR d'instruire au plan technique et administratif les demandes qui permettront leur réalisation et de mobiliser les appuis extérieurs nécessaires. Il semble important que la DDR - en étroite concertation avec les autorités locales de Saint-Louis et les autres intervenants techniques et administratifs - veille à la cohérence d'ensemble des projets en assurant notamment une circulation efficace de l'information au sein de la tribu. Dans cette perspective, il est proposé que soit réalisé un suivi-évaluation concerté annuel qui permette de faire le point de l'avancement de la situation avec les populations et en relation avec les autorités locales. Cette démarche fondée sur la réalisation d'un bilan annuel, largement discuté au sein de la population nous paraît de nature à éviter les malentendus et renforcer les synergies potentielles. Il s'agira également, à travers ce suivi régulier, de repérer les réussites et les échecs, d'en analyser collectivement les raisons afin d'améliorer le contenu des projets. A terme, à partir de ce processus de concertation permanente, il devrait être possible de dégager des axes de travail communs à l'ensemble de la tribu qui constitueraient la trame d'un processus de développement local.

3 - Valoriser les appuis institutionnels

Selon des degrés et des modalités divers, différentes institutions (à part la DDR et l'ADRAF) paraissent concernées par la définition et la mise en oeuvre de projets à Saint-Louis.

3.1 - La station de recherche

Dans le cadre des programmes de la station de recherche maraîchère, et sous réserve de plus ample concertation entre la DDR, le CIRAD et les responsables et porteurs de projets de Saint-Louis, certaines expérimentations pourraient servir de base à l'acquisition de ces connaissances et compétences nouvelles (essais vivriers par exemple).

De manière plus systématique, la DDR et le CIRAD pourraient élaborer des fiches techniques sous une forme qui les rendent adaptées à une large diffusion (illustrations explicitant le contenu technique sous une forme attrayante). L'utilisation de ce type de formalisation de supports pour la diffusion de l'information technique pourrait en outre être valorisée par la DDR dans d'autres situations.

3.2 - Le CFPPA

Le CFPPA est positivement intéressé par les activités qui pourraient être développées par les gens de la tribu de Saint-Louis. Les possibilités offertes par le CFPPA sont nombreuses et ne se limitent pas aux questions strictement agricoles. La transformation de produits pourrait également être abordée dans le cadre d'unités de petite taille.

D'autre part, plusieurs thèmes pourraient être développés qui permettraient une meilleure adéquation des productions (qualité et conditionnement des produits) aux contraintes et aux calendriers des marchés (planification de la production en fonction des demandes spécifiques du marché pour des espèces déterminées et en fonction des périodes déficitaires). En dehors du domaine agricole *stricto sensu*, le lycée agricole serait aussi en mesure de développer les formations permettant la valorisation des ressources naturelles et culturelles de la tribu autour d'un éventuel projet d'aménagement du parc de la Thy qui comprendrait aussi d'autres zones à vocation récréative (zone dite du Bord de mer).

3.3 - La Mairie du Mont-Dore devrait être étroitement associée aux actions menées; son appui et sa contribution seront en outre indispensables pour l'instruction et la réalisation de certains types de projets (aménagement du bord de mer en centre aéré, réserve de la Thy par exemple). Il en est de même pour d'autres institutions comme la **Direction des Ressources Naturelles** par exemple.

CONCLUSION

Réalisées avec l'objectif de favoriser l'intégration de la SRMH et du CFPPA dans leur environnement, les actions d'information, de diagnostic et d'accompagnement menées dans le cadre de ce programme DDR/CIRAD-TERA, ont mis en évidence :

- le déclin important de l'agriculture dans la tribu de Saint-Louis ainsi que sa faible crédibilité en tant que source de revenus, auprès des jeunes notamment ;
- la place significative qu'elle continue cependant à occuper tant en ce qui concerne l'alimentation familiale que les revenus d'appoint (vente d'excédents) ;
- les atouts que représentent l'implantation de la SRMH et du CFPPA pour renforcer les activités agricoles actuelles et initier de nouveaux projets (avec prudence et modestie) ;
- l'existence de ressources locales pouvant donner lieu à une valorisation économique et sociale.

Cette expérience pourrait fournir des renseignements qui dépassent le seul cadre de la tribu de Saint-Louis.

ANNEXES

- 1 - Historique du dossier foncier (H. HNAWIA, 1997).**
- 2 - Les actions d'appui au développement et de formation menées à Saint-Louis
(1997-1998) (H. HNAWIA, 1998).**

I - HISTORIQUE DU FONCIER

Lorsqu'une propriété est mise en vente, entre autres acheteurs potentiels, l'Agence de Développement Rural et d'Aménagement Foncier, (ADRAF) de part le rôle qui lui est confié de mener à bien la Réforme Foncière en Nouvelle-Calédonie, donc, de part son droit de préemption, s'en porte acquéreur pour la rétrocéder par la suite, suivant une procédure officielle d'appel à candidature pour l'attribution des terres concernées. C'est le cas de la propriété mise en vente à Saint-Louis par la Société de Marie.

Mais si l'historique d'acquisition et de rétrocession de cette propriété mérite qu'on s'y attarde, c'est bien parce que les enjeux des acteurs concernés, apparemment les mêmes au départ, (acquisition du foncier) diffèrent quelque peu par les objectifs de leur démarche.

Nous retiendrons ici deux groupes d'acteurs concernés au premier rang par la propriété de Saint-Louis :

- Le groupe : Province Sud-CIRAD-Mairie du Mont-Dore
- Les coutumiers de Saint-Louis

Pour comprendre l'historique du Foncier, situons dans le temps la chronologie des démarches entreprises par chacun des acteurs.

1 - LA DEMARCHE CIRAD/PROVINCE SUD

1992

Est venue sur le Territoire, une mission du CIRAD pour finaliser le projet de création d'une Station de Recherche Maraîchère sur la Province Sud dans le cadre d'un contrat de développement ETAT/PROVINCE.

L'implantation de la station devrait se faire dans le sud, ce qu'implique tout naturellement une prospection de terrains disponibles au près des particuliers et auprès de l'Agence de Développement Rural et d'Aménagement Foncier (ADRAF). A l'issue de cette première mission, un terrain serait en vue du côté de Païta, mais il n'y a pas eu de suite à cette affaire.

20 OCTOBRE 1992

Visite par le CIRAD, des terrains susceptibles d'être disponibles dans la région de Saint-Louis :

- Trappe Notre Dame des îles
- Surplus de la propriété de Marie
- Société Civile de Saint-Louis Mission

La troisième zone visitée, semble présenter des éléments favorables à l'installation de la Station Maraîchère.

26 JANVIER 1993

D'après les prospections du CIRAD, une propriété (Propriété Galinié) serait en vente et conviendrait pour le projet. Mais, il n'y a pas eu de suite à cette affaire (information incomplètes).

MARS 1993

Tractation entre l'Evêché et l'ADRAF pour l'achat d'un terrain à Saint-Louis.

MAI 1993

Le CIRAD informe la Direction du Développement Rural de la Province Sud (DDR) à toutes fins utiles, qu'une propriété de 25 hectares serait en vente au Col de Mouirange.

7 JUIN 1993

Au cours de la réunion du Conseil de Centre du CFPPA, il a été rappelé que par le décret de 1989, sont créés : le Lycée Agricole de Pouembout et 3 CFPPA, dont 2 sont installés en Province Nord et îles. Le Directeur du Développement Rural de la Province Sud confirme, que le bien fondé de la création d'un CFPPA est acquis auprès des autorités provinciales.

Son implantation est proposée en association avec le centre de recherche maraîchère, prévu à Saint-Louis, Commune du Mont-Dore.

Le problème foncier sera résolu d'ici peu pour les quatre hectares du projet actuel : terrain pour la construction du CFPPA ; avec au minimum un logement pour 15 stagiaires, un bureau, une salle de cours et la possibilité de prendre des repas sur place.

21 SEPTEMBRE 1993

Echange de correspondance entre les directeurs, du Lycée Agricole de Pouembout et de la DDR au sujet du projet d'installation du CFPPA en Province Sud.

Les CFPPA des deux autres Provinces sont installés à proximité d'un centre CIRAD, la formation développement devant travailler en synergie avec la recherche-développement au niveau de la vulgarisation agricole. Dans cette même optique, il semble souhaitable de retrouver cette association ici en Province Sud.

28 SEPTEMBRE 1993

La solution «Saint-Louis», pour l'installation des deux structures station maraîchère-CFPPA, semble faire l'unanimité du groupe de travail. Il restera à définir les modalités d'attribution du foncier.

5 OCTOBRE 1993

Le CIRAD informe la DDR qu'avec l'accord du responsable de la mission de Saint-Louis/Père GIDROLE :

- * La localisation de la parcelle où seront implantés, la Station Maraîchère et le CFPPA (entre la RP 1, le chemin reliant la RP 1 au bord de mer et la rivière de la Thi) est acquise.

- * La surface retenue est de l'ordre de 7,5 ha à 8 ha

- * Certains travaux de défrichage de la parcelle pourraient commencer

NB : Le CIRAD attire l'attention sur la nécessité de mettre en place rapidement un cadre juridique entre les parties concernées (Evêché - Province) afin de permettre le démarrage rapide des premiers travaux, notamment de remblais.

14 AVRIL 1994

L'ADRAF informe la Province Sud de l'avancement des réflexions du groupe de travail institué pour étudier les hypothèses d'attribution des 490 ha achetés à la Société de Marie.

La Province se trouve dorénavant et déjà concernée pour deux parties de cette propriété :

- ⇒ La zone Avé Maria, 23 ha, lotis avant d'être attribués aux familles wallisiennes et futuniennes. L'ADRAF demande à la Province son avis de principe sur le portage du

foncier dès le début des opérations jusqu'à l'attribution des parcelles en lots individuels.

- ⇒ La zone du bord de mer, pour un projet d'installation d'un Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole (CFPPA) et d'une Station de Recherche en culture maraîchère dont la mise en place se fera en concertation entre la Province Sud et les services de l'Etat.

L'ADRAF demande à la Province Sud de lui communiquer les caractéristiques définitives du projet avant qu'elle n'engage la procédure d'attribution.

11 MAI 1994

La Province Sud répond à l'ADRAF, en se disant prête à lancer l'étude avec le concours de la SECAL pour la zone Avé Maria.

Les modalités de déroulement de l'opération dépendront essentiellement du bon règlement des problèmes que pose la cession définitive et l'usage, sans entrave, du foncier et des voies permettant d'y accéder

22 JUIN 1994

Complément de réponse de la Province à l'ADRAF concernant la Station Maraîchère et le CFPPA,

- lieu d'implantation : au carrefour de la RP 1 et de la route
- surface nécessaire : 6 hectares

La Province informe l'ADRAF des Contacts en cours avec les autorités concernés (Commune, Autorités Coutumières) pour présenter le projet.

** La Province fait part à l'ADRAF de son souhait d'être propriétaire du terrain en question (ce qui est contraire à la revendication des coutumiers).*

8 JANVIER 1994

L'ADRAF informe la Province Sud qu'au cours des discussions précédentes du groupe de travail, il ressortait qu'un accord général sur l'installation de la Station Maraîchère et du CFPPA à l'endroit choisi par la Province, est acquis.

Par contre, des désaccords sont apparus au sujet du mode d'attribution du foncier par l'ADRAF à la Province.

□ Rappel de la position du Conseil des clans :

. Avis favorable du Conseil de voir s'installer la Station Maraîchère et le CFPPA, mais il souhaite conserver la maîtrise du foncier...

L'ADRAF propose que cette parcelle fasse l'objet d'une cession à la Province sous condition. L'acte de vente prévoirait une clause résolutoire indiquant que le terrain reviendrait à l'ADRAF (ou à ses ayant droits) si la destination de la parcelle cédée (Station maraîchère CFPPA) venait à changer.

30 JUILLET 1994

Publication par l'ADRAF dans le Journal « Les Nouvelles » de l'appel à candidature pour l'attribution du terrain de 6 ha. Il appartient désormais à la Province de se porter candidate avant le 9 septembre 1994.

16 AOUT 1994

Réponse de la Province à l'ADRAF au sujet du mode de cession de la parcelle de 6 hectares. Accord pour voir figurer à l'acte de vente la clause résolutoire.

6 SEPTEMBRE 1994

La Province Sud confirme son intention d'acquérir le lot n°22 pie de 6 hectares sur le lequel est prévue l'implantation d'une station maraîchère et d'un Centre de formation professionnel Agricole.

Eu égard à la nature du projet et aux engagements pris, la Province Sud demande à l'ADRAF qu'un prix symbolique soit appliqué à cette transaction.

28 NOVEMBRE 1994

Le Conseil d'Administration de l'ADRAF décide d'attribuer :

- la propriété constituée d'une partie du lot n° 22 Section Mission, Commune du Mont-Dore, d'une superficie approximative de 6 hectares
- au franc symbolique
- à la Province Sud

Décision notifiée à la Province le 12 décembre 1994.

23 MARS 1995

Réunion technique au sujet de la Station Maraîchère de Saint-Louis où il a été notamment décidé :

- que les modifications de distribution ainsi que l'implantation électrique, transmises à la Direction de l'Equipement de la Province Sud par le CIRAD le 21 mars 1995 reçoivent l'approbation des deux maîtres d'ouvrage,
- que la Direction de l'Equipement de la Province Sud fournira une estimation détaillée par bâtiment, avant le lancement de l'appel d'offre.

15 NOVEMBRE 1995

L'appel d'offre pour les travaux de remblais est adjugé, mais il semblerait qu'il y ait encore des apposants au projet d'installation des deux structures. (Station Maraîchère et CFPPA).

M. WAMYTAN, intervient pour dire qu'à partir du moment où il y a eu accord des deux conseils de clan, on peut notifier l'accord à l'entreprise pour lancer les travaux.

Mais après réflexions du groupe de travail, accord unanime des participants pour faire établir un procès-verbal de Palabre, signé par les deux Conseils de clans.

7 MARS 1996

Demande de tenue de Palabre adressée par la Province Sud à la Brigade de Gendarmerie du Pont-des-Français

17 MARS 1996

Tenue de Palabre à la Tribu de Saint-Louis (Maison Commune). Au cours de cette séance, les chefs de clans membres du conseil des anciens présents décident à l'unanimité :

- d'autoriser l'implantation de la Station Maraîchère et du CFPPA sous les réserves suivantes :

- 1- Le Conseil de Centre du CFPPA et le Comité technique de la Station de Recherche Maraîchère devront informer les autorités coutumières de leurs activités au cours de réunion où les représentants coutumiers seront invités.
- 2- Le recrutement se fera sur place selon les disponibilités budgétaires et les qualifications requises.
- 3- La tribu sera exonérée des frais d'entretien du cours d'eau dans la partie influencée par le barrage anti-sel dont elle pourra bénéficier. Les travaux d'entretien seront effectués par la Province Sud, le CFPPA et le CIRAD.
- 4- La tribu devra pouvoir bénéficier dans son projet d'aménagement agricole, d'une assistance technique de la Station de Recherche Maraîchère et du CFPPA.
- 5- La terre végétale prélevée pour les besoins en construction, ne sera pas vendue. Elle devra impérativement être réutilisée dans le cadre des deux projets.
- 6- La tribu se réserve le droit d'intervenir au cas où se poseraient des problèmes non prévus à ce jour

La tenue de Palabre et la remise du procès verbal officiel à chaque partie concernée par le projet ont permis à la Province Sud et au CIRAD d'avancer dans leur démarche, approuvée et appuyée par les autorités coutumières de Saint-Louis et la Mairie du Mont Dore.

7 JANVIER 1997

Pose de la première pierre des structures envisagées que sont la Station Maraîchère et le CFPPA. Cette cérémonie officielle a eu lieu en présence des hautes personnalités de la Province Sud, des représentants de l'Etat, des autorités coutumières du Territoire et de la tribu de Saint-Louis, des représentants des Chambres Consulaires, des représentants du monde agricole (syndicats et exploitants agricoles) et enfin des services techniques de la Province Sud.

Cette date du 7 janvier 1997 marquera le début de la construction des bâtiments qui va se poursuivre pour une période de 9 à 10 mois.

Si les premières tractations avaient débuté en 1993 entre l'ADRAF et la Société de Marie qui mettait en vente une propriété de 489 ha 85, ce n'est qu'un an plus tard que le Conseil des Clans de la tribu de Saint-Louis a fait savoir, sa position officielle concernant l'acquisition des terres disponibles situées dans un environnement immédiat à la tribu.

C'est cette deuxième démarche qui fera l'objet de la présentation suivante.

2 - LA DEMARCHE DES COUTUMIERS

Il semblerait, au vue du compte rendu de la réunion du 8 mars 1994 des clans (WAMYTAN) de la tribu de Saint-Louis que la démarche des coutumiers serait antérieure à celle du CIRAD/Province Sud et serait davantage motivée par une revendication politique.

Toutefois, il faut préciser que cette démarche ne remet pas en cause l'installation de la Station Maraîchère et du CFPPA, elle permet surtout de mettre en lumière la position des coutumiers vis à vis des acquisitions foncières au sein de leur aire d'influence.

La démarche des Coutumiers présente deux aspects :

- a) une prise de position affirmée
- b) un projet d'utilisation du foncier

a) Une position de principe : la revendication politique et coutumière

Réuni le 8 mars 1994 à la grande chefferie de Saint-Louis, le conseil des clans (WAMYTAN) a adopté la position de principe rappelée ainsi :

La tribu de Saint-Louis, composée d'environ 1000 personnes et constituée de clans originaires de la région Drubéa/Kaponé (Mont-Dore-Ile Ouen, Yahwé, Dumbéa et Païta), des clans de la région Xaraccu (Boulouparis-Ouenghi-Borendy) et des clans de la région Paci/Cémuki (Touho), souhaite entrer en possession pleine et entière de toutes les terres disponibles, situées dans son environnement immédiat.

Au delà de la simple revendication politique et coutumière, il s'agit de se constituer un patrimoine foncier nécessaire à la survie et au développement de la population actuelle et future, tout en sauvegardant les droits fonciers des «clans terriers».

C'est dans cet esprit que les responsables de la tribu ont négocié avec la société de Marie et qui a accepté de céder la propriété à un prix de beaucoup inférieur au prix du marché.

En conséquence, une priorité devra être accordée dans les discussions au comité pilotage, pour les besoins de Saint-Louis.

Par ailleurs, la tribu souhaite que l'attribution de cette propriété se fasse de façon collective, sous une forme restant à trouver (G.D.P.L. ou autre). Il reste exclu qu'il y ait un démembrement (cession à des individus) de tout ou partie de la propriété, SAUF, s'il s'agit pour une cause d'utilité publique (routes, équipements publics...).

Le cas particulier du val de l'Avé Maria est à traiter à part, puis que la cession des 23 hectares à la communauté wallisiennes et futuniennes a déjà été acceptée dans son principe par la tribu.

Entre autres décisions, le conseil, confirme son souhait de voir s'installer sur cette propriété la station de recherche maraîchère du CIRAD et le Centre de formation professionnelle agricole.

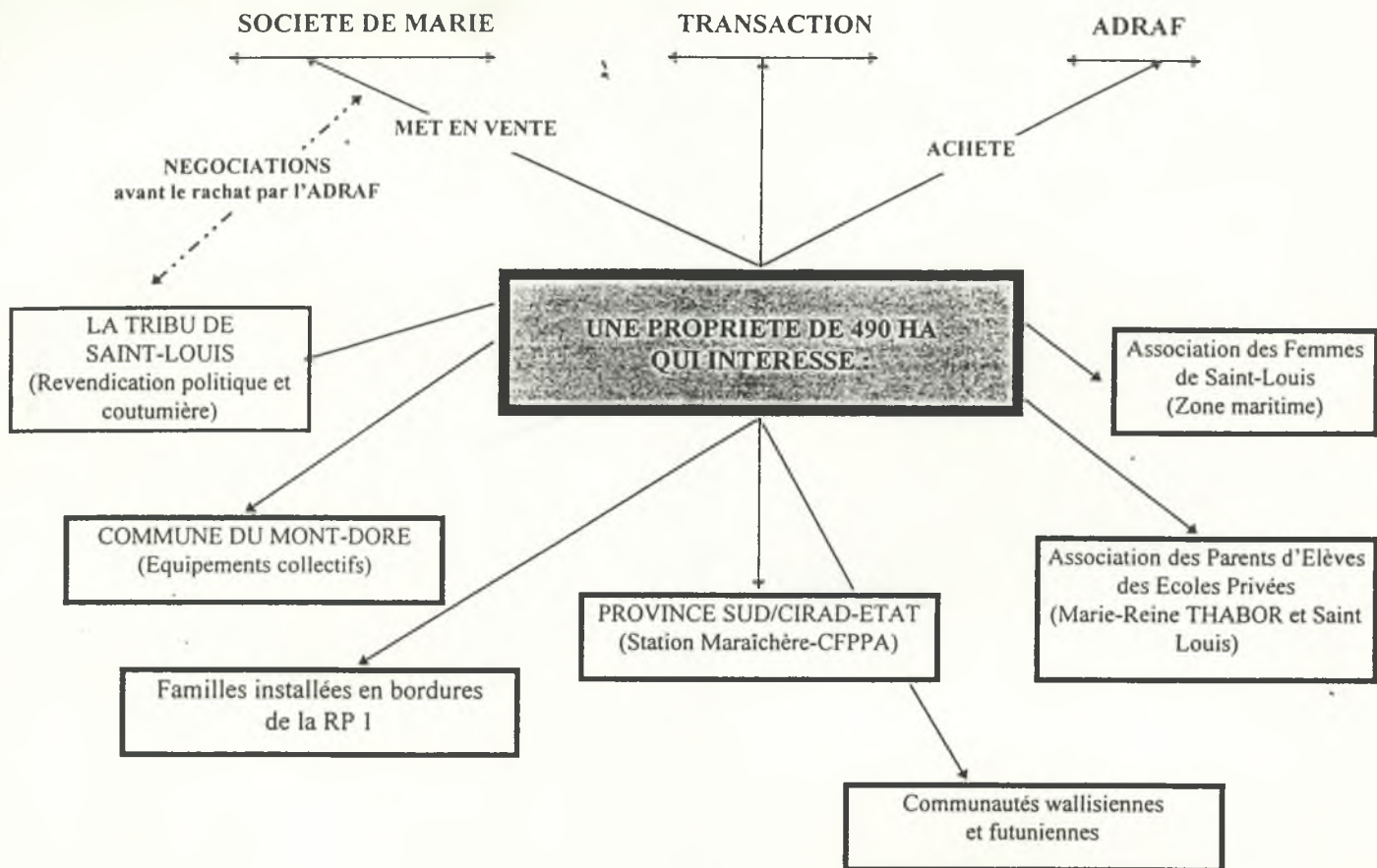
Toutefois la tribu, souhaite conserver la maîtrise du foncier de façon à pouvoir en disposer dans 20, 30 ou 50 ans lorsque le projet arrivera à son terme. Le système de bail à longue durée pourrait être envisagé.

Extrait du procès-verbal n° 2-94 du Conseil des Clans de la tribu de Saint-Louis, réuni le 8 mars 1994 à la grande chefferie (clan WAMYTAN). Ce conseil des clans ne concernerait que la Chefferie « WAMYTAN ».

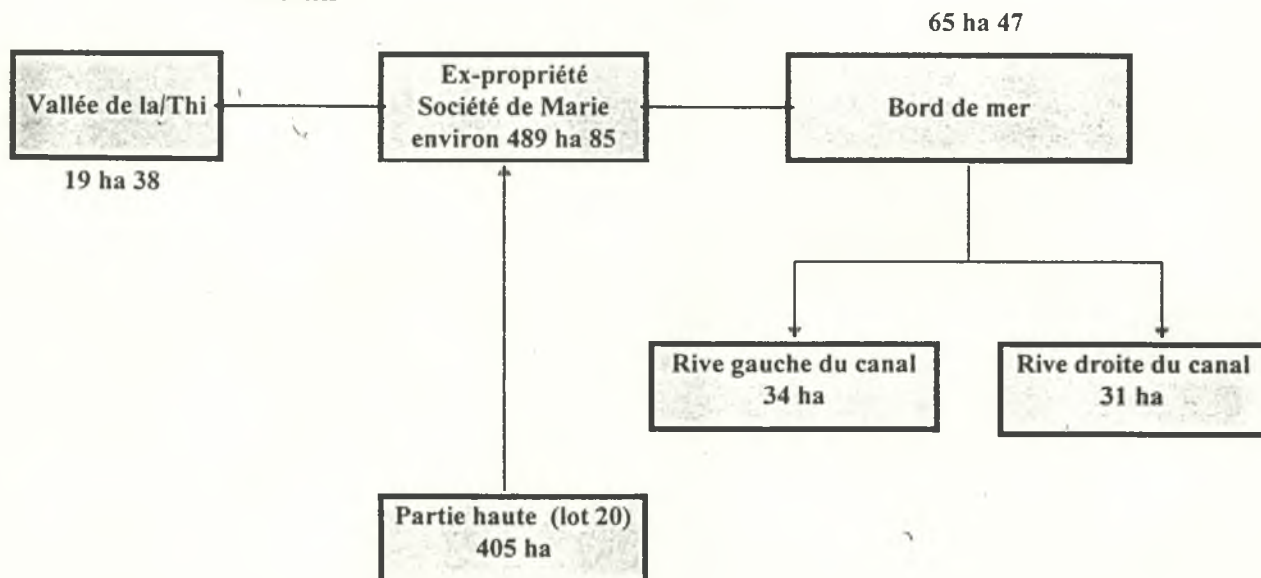
Il est clair, qu'à travers cette prise de position, la démarche des coutumiers répond en premier lieu à une revendication politique pour l'acquisition et la possession de la terre ; Son utilisation ne vient qu'en second plan, c'est le deuxième aspect de la démarche des coutumiers.

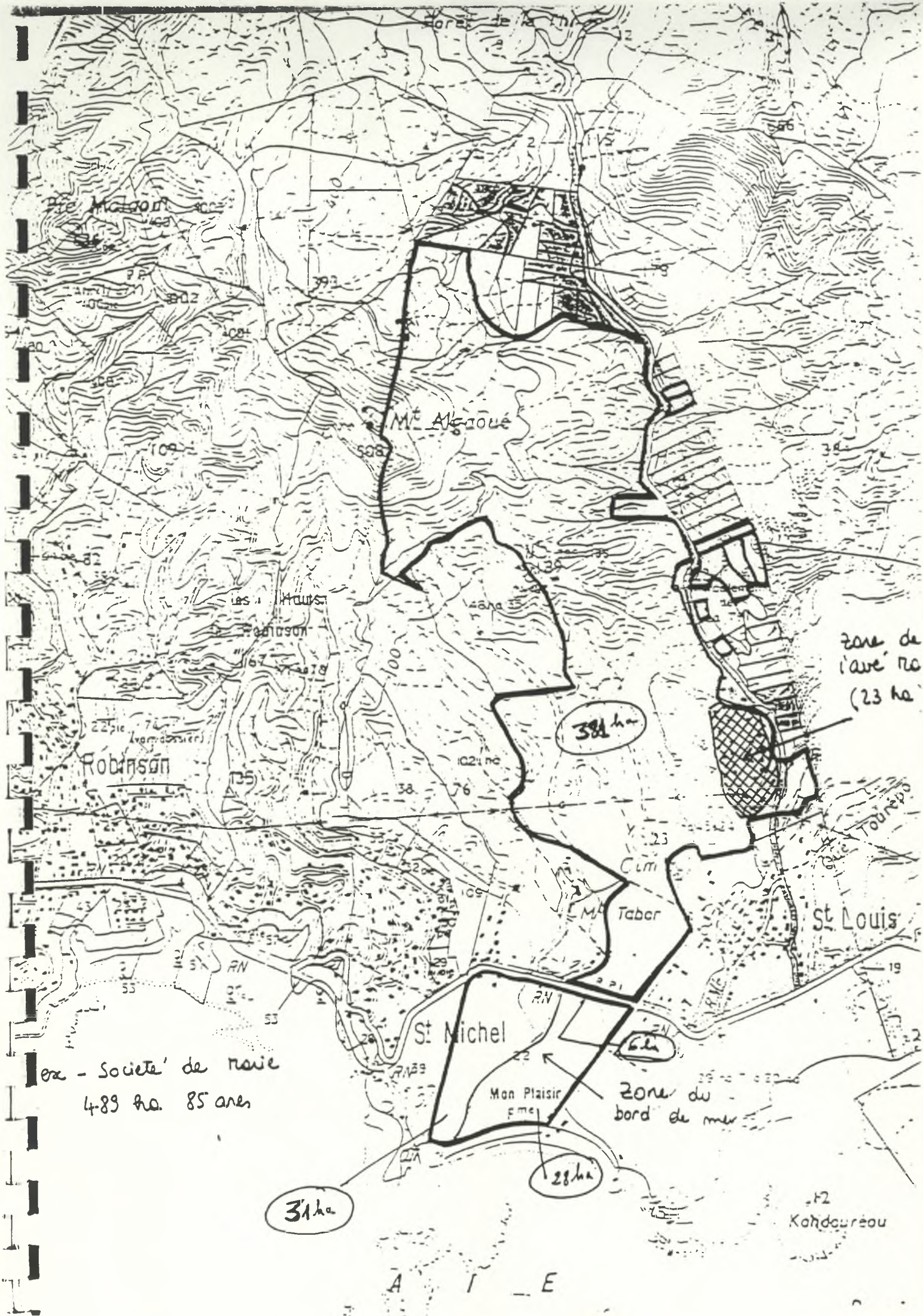
Mais avant d'aborder les projets envisagés, essayons d'abord de comprendre la situation du foncier avant et après le rachat des terres de la société de Marie par l'ADRAF. Quelle est la surface totale de la propriété ? Qui est directement ou indirectement concerné ? Quelle répartition des surfaces ?

a.1 - Situation du foncier avant le rachat par l'ADRAF



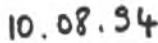
a.2 - Projet de répartition des surfaces, relevé au cours des différentes réunion de travail





ex - Société de marine
489 ha. 85 ans

EMA de la zone du bord de mer.



b) Le projet d'utilisation des terres, présenté par les coutumiers

Le procès-verbal n° 2-94, du Conseil des clans de la tribu de Saint-Louis, réuni le 8 mars 1994 laisse apparaître trois points importants :

- la position affichée des coutumiers à propos du foncier
- le mode d'attribution de la propriété (on pense à la création d'un GDPL)
- les propositions d'aménagement de la propriété

8 MARS 1994

Le conseil confirme son souhait de voir s'installer sur cette propriété la Station du CIRAD et le Centre de formation agricole.

Autour de ce projet, l'idée de jardins familiaux est retenu. Chaque famille, clan, groupe de famille pourraient se voir confier l'exploitation de parcelles où, suivant les possibilités agronomiques, diverses cultures vivrières ou maraîchères pourraient être menées en concertation avec la Station du CIRAD.

L'idée de relancer la culture du riz et du para (pour le bétail) a été évoquée.

La zone maritime (qui ne fait pas partie de la propriété) devra être aménagée au profit des collectivités tribale et communale. Il est proposé, la création d'un Centre aéré, genre parc aménagé avec facilités (eau, sanitaire, ...) qui servirait, outre aux promeneurs du dimanche, mais aussi à l'organisation des animations de vacances au bénéfice des enfants des collectivités.

Le conseil souhaite aussi limiter les installations sauvages de famille dans cette zone maritime. Par ailleurs, un minimum d'obligation devra être imposé aux familles déjà installées pour éviter le désordre (ex-servitude d'accès à la plage, problème de limites...).

S'agissant des familles installées en bordure de la route provinciale, le conseil décide de les laisser en place pour le moment et de voir ultérieurement une formule de location pour les personnes « étrangères » à la tribu (Etrangère dans le sens où elles ne sont pas rattachées par des liens familiaux directs avec la tribu).

Pour la partie occupée par la mangrove ; le Conseil souhaite, dans un souci écologique de laisser la propriété en l'état.

Concernant l'éventualité de céder une partie de la propriété à la collectivité publique ; le conseil a répondu par la négative. La tribu souhaite en priorité, s'occuper de ses intérêts légitimes et notamment en matière d'habitat social, pour lequel une parcelle appropriée devra être trouvée pour une opération de lotissement tribal semi-ouvert (c'est à dire ouvert à des jeunes ayant un parent originaire de la tribu).

10 MARS 1994 - (Extrait du Compte-rendu de la réunion du groupe de travail)

Au cours de cette réunion, il a été question de deux zones bien distinctes avec des projets d'aménagements différentes : la zone Avé Maria attribuée aux communautés wallisiennes et futuniennes et la zone du bord de mer qui intéresse principalement la Province Sud/CIRAD et les Coutumiers.

La zone bord de mer (lot 22 de 65 ha 47)

On y distingue 3 secteurs :

□ - **Zone rive gauche du canal : 34 ha**

C'est dans cette zone où seront installés la Station de Recherche Maraîchère et le CFPPA. La surface envisagée est de l'ordre de 5 hectares.

Si les coutumiers sont favorables à cette installation, leur représentant fait part du souci affiché par le Conseil des Anciens de la tribu de Saint-Louis de ne pas démembrement la propriété Société Marie, exception faite de l'Avé Maria. (Il distribue à cette occasion le compte rendu de la réunion du conseil des clans de la tribu qui s'est tenue le 6 mars 1994)

Malgré une discussion animée, aucune conclusion n'est adoptée sur ce problème du mode d'attribution des 5 hectares.

Le projet d'occupation de la partie restante soit environ 29 hectares par des jardins familiaux destinés aux habitants de la tribu est précisé par le représentant des coutumiers qui souhaite ne pas dissocier le projet du centre formation-recherche, avec celui des jardins familiaux.

□ - Zone rive droite : 31 ha

Cette zone comprend dans sa partie supérieure des habitations et des installations.

Dans sa partie inférieure, la tribu de Saint-Louis fait savoir qu'elle demande un maintien en l'état pour des considérations écologiques.

□ - Zone maritime (5,5 ha environ)

(Ne fait pas partie de la propriété achetée par l'ADRAF)

Monsieur WAMYTAN fait état de la demande formulée par l'association des femmes de la tribu de voir la mise en place d'un centre aéré public.

12 AVRIL 1995

Présentation au groupe de travail de la constitution, du GDPL, représentant les autorités coutumières de Saint-Louis, candidat à l'attribution de l'ex-propriété Société de Marie.

Le GDPL (Groupement de Droit Particulier Local) regroupe les représentants des clans « terriens », les deux chefferies, ainsi que les représentants des clans composant les quatre quartiers de Saint-Louis.

Le GDPL a pour nom « KO LAE VE » ce qui signifie : « l'endroit où la parole a été arrangée ». Il est en cours d'officialisation à la Province Sud.

Au cours de cette réunion, à la demande des coutumiers, le groupe de travail émet un avis favorable à l'attribution au GDPL du reliquat de la propriété soit environ 440 hectares en une seule fois. Cette superficie ne prend pas en compte les 23 hectares de l'Avé Maria, ni les 6 hectares déjà attribués à la Province Sud.

La réflexion sur l'utilisation des terres par le GDPL doit par conséquent, porter sur l'ensemble de la propriété.

Le groupe de travail prend acte du caractère multi-varié des projets (cultures, habitat, reboisement, infrastructures, etc...) qui préoccupent le GDPL. Il y a donc nécessité de conduire une réflexion d'ensemble sur ce schéma et d'engager une concertation avec tous les partenaires potentiels, concernés par sa mise en oeuvre.

4 MAI 1995

Deux points essentiels sont abordés au cours de la réunion :

- l'annonce faite par l'ADRAF au groupe de travail du lancement de l'appel à candidature pour l'attribution du reste de la propriété 440 hectares
- la présentation des projets d'utilisation des terres du GDPL par son mandataire, déjà évoqués lors de la réunion du conseil des clans le 8 mars 1995 à Saint-Louis et dont on peut rappeler les grandes lignes suivantes :

☐ **Zone de Bord de mer (Lot 22) : 65 ha 47**

- Rive gauche = 34 ha
 - 28 ha pour les jardins familiaux
 - 6 ha déjà attribués à la Province Sud
- Rive droite = 31 ha
 - Location aux familles pour l'habitat
 - Réserve Ecologique

☐ **Zone maritime : 5,5 ha environ**

- Espace de loisir public

☐ **Partie haute : 381 ha**

- Zone d'habitation à délimiter : environ 20 lots de 25 ares chacun, soit entre 25 à 30 ha
- Zone d'infrastructures collectives : écoles, plateau sportif, internats etc...
- Zone réservée pour l'extension du cimetière
- Elevage ou cultures sur la partie occupée par Monsieur BOCHE aujourd'hui.

L'objectif est de mettre en place un projet porté par des gens de la tribu. Mais il pourrait être envisagé aussi un système de location pour ceux qui voudraient développer des activités liées au Centre.

- Reboisement sur les parties escarpées
- Aménagement de la forêt de la Thi en parc territorial dont une partie est à l'intérieur du périmètre attribué
- Création d'un Centre de retraite et de repos, soit en lisière de la forêt de la Thi soit sur les lots du morcellement de la thi.

Des projets à caractère multi-varié nécessite un suivi technique, c'est le souci exprimé par le mandataire du GDPL.

L'ADRAF expose deux possibilités :

- ☐ **Le GDPL instruit lui-même ses projets et prend les contacts nécessaires avec les services concernés.**
- ☐ **Une cellule, désignée par le groupe de travail, fait l'interface entre le GDPL et les services.**

Le groupe de travail adopte la deuxième solution et désigne l'ADRAF pour jouer ce rôle d'interface en insistant sur le caractère pilote de ce dossier et la valeur d'exemple qu'il peut revêtir sur les autres GDPL.

En résumé, la démarche des coutumiers comporte un double aspect : une revendication politique pour s'approprier toutes les terres disponibles aux alentours immédiats de l'aire d'influence des coutumiers, mais aussi des projets de développement multi-variés qui seront en priorité, portés par les gens de la tribu. Cette primauté ne laisse pas pour autant la porte fermée à ceux qui ne seraient pas de la tribu et qui voudraient développer des activités à vocation économique.

Enfin, s'il faut saluer cette tendance d'ouverture vers l'extérieur, on notera toutefois en filigrane la volonté des coutumiers d'avoir la maîtrise totale du foncier.

Annexe 2

Les actions d'appui au développement et de formation menées à Saint-Louis en attendant l'ouverture du CFPPA et de la Station Maraîchère et Horticole (1997-1998) (H. HNAWIA, 1998).

1 - Les actions de développement rural

- Visite de terrain des techniciens de la DDR c/o un habitant de Saint-Louis (côte Bord de Mer) qui a un projet de mise en valeur des terres claniques dans la réserve de Saint-Louis.

Projets envisagés par le promoteur :

- cultures vivriers,
- cultures fruitières,
- reboisement.

A l'heure actuelle, les services de la DDR attendent la fourniture par le promoteur d'un PV de palabre du conseil de clan lui permettant d'entreprendre la mise en oeuvre de son projet.

La visite a été effectuée par les techniciens concernés par le projet :

- technicien fruits,
- technicien du vivrier,
- technicien des eaux et forêts,
- technicien du génie rural.

- Conseils techniques chez un maraîcher de Saint-Louis.

Suite à l'enquête menée par le CIRAD dans la tribu de Saint Louis dans le cadre de son étude sur les possibilités d'intégration de la SRMH /CFPPA dans leur environnement, un maraîcher a découvert l'existence des services du développement rural de la Province Sud. Depuis, et à sa demande, des visites régulières, tous les 15 jours, lui sont consacrées pour lui donner des conseils en cultures maraîchères. Avec le techicien de la DDR, le maraîcher a installé un système d'irrigation sur ses cultures.

- En réponse aux demandes des habitants de la tribu, désireux de mettre en place quelques projets agricoles :

- deux kits fruitiers ont été mis en terre (un kit d'agrumes et un kit de letchis, 25 plants par espèce).
- deux projet de kits en attente d'un PV de palabre.

2 - Actions concernant la formation

• Demandes de formation

1997 : de septembre à décembre 1997, 3 jeunes de Saint Louis (deux garçons et une fille) avaient suivi une formation de machinisme agricole au CFPPA de Pouembout pendant 12 semaines.

Le but de l'opération est d'évaluer la motivation et les niveaux scolaires de ces jeunes en vue de les préparer à des formations diplômantes niveau BTA ou BTSA, qui leur permettront plus tard de devenir des formateurs au CFFPA-Sud (Saint-Louis).

En 1998 : sur les trois jeunes qui avaient suivi un stage en machinisme en 1997 :

- un garçon n'a pas continué son stage, son niveau scolaire étant jugé un peu faible par les responsables du CFPPA ;
- le deuxième garçon prépare un BTA agricole.
- la fille continue sa formation pour une période de 2 ans en vue de préparer un BTS.

• Formation en machinisme agricole

Pour 1998, deux jeunes de Saint-Louis (côté Bord de Mer) sont inscrits en stage de machinisme agricole pour une durée de 12 semaines au CFPPA de Pouembout. La formation a débuté le 15 Juin 1998. Au total, ce seront 5 jeunes de Saint-Louis qui se sont inscrits au CFPPA de Pouembout.

• Les demandes de formation enregistrées dans la commune du Mont-Dore.

Il faut compter :

Mont-Dore 6 demandes pour 12 formations, dont :

- comptabilité (2)
- gestion (2)
- cultures florales (3),
- protection des cultures (2)
- aménagement paysager (1)
- cultures vivrières (2).

Saint-Louis 3 demandes pour 3 formations, dont :

- (Bord de mer) - entretien petit matériel agricole (2)
- cultures fruitières (1)

Saint-Louis 7 demandes pour 11 formations, soit :

- (Village)
- cultures florales (5)
 - cultures fruitières (4)
 - protection des cultures (1)
 - utilisation des engrais (1).

Recensé par la Commune du Mont Dore : 16 demandes pour 26 formations.

RESUME

A la demande de la DDR de la Province Sud, le CIRAD-TERA a apporté son appui à la mise en oeuvre d'une démarche visant l'intégration de la Station de Recherche Maraîchère et Horticole et du CFPPA du Sud dans leur environnement.

Le travail a concerné l'information approfondie de la tribu de Saint-Louis, la réalisation d'un premier diagnostic des activités des habitants de la tribu ainsi que la mise en évidence de la place actuelle de l'agriculture dans les stratégies individuelles et familiales mises en oeuvre.

Une étude des conditions de mise en marché des produits maraîchers et fruitiers a complété ce diagnostic. A partir des résultats obtenus par ces études, des propositions ont été formulées et débattues avec la population de la tribu et les acteurs institutionnels concernés, au cours de plusieurs réunions de restitution.

Le présent rapport rend compte des résultats des études menées et formule des propositions susceptibles de favoriser le renforcement des activités agricoles et rurales actuelles au sein de la tribu.



MOTS CLEFS

Nouvelle Calédonie - Agriculture familiale - Maraîchage - Formation - Développement local